

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



La signification de la réunion du G 20



Manifestation
contre l'accord
UAW-General Motors,
qui préfigure
la "gouvernance
mondiale"
préconisée par le G 20.

**Pérou : la constitution du Parti
des travailleurs des villes et des campagnes**

N° 66 nouvelle série (n° 672) - juin 2009 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Notes éditoriales** p. 3
- **La signification
de la réunion du G 20** p. 11
(Par François Forgue et Jean-Pierre Raffi)
- **De nouveau sur la place
de la Confédération syndicale
internationale (CSI)** p. 23
(Par Olivier Doriane)
- **Pérou :**
**la constitution du Parti des travailleurs
des villes et des campagnes** p. 31
- **Le mouvement ouvrier américain,
la crise de l'industrie automobile
et la politique d'Obama** p. 37
(Une interview d'Alan Benjamin,
responsable de Socialist Organizer)
- **Quelle "paix"
au Sri Lanka ?** p. 49
(Par François Forgue)

- **Document préparatoire
au 47^e Congrès de la section française
de la IV^e Internationale p. 59**

- **Venezuela :
l'ère Chavez p. 81**
(Par Julio Tura)

- **Guillermo Lora
(1921-2009) p. 89**
(communiqué du secrétariat international
de la IV^e Internationale)

- **Budapest (Hongrie), 4 avril 2009 :
conférence de présentation du livre
*1956, la révolution
des conseils ouvriers* p. 93**
(Par A. A.)

Notes éditoriales

Politique, institutionnelle et économique, la crise de domination du système capitaliste ne cesse de s'aggraver à l'échelle internationale comme dans chaque pays. C'est au pays de l'impérialisme le plus puissant, les Etats-Unis, qu'elle s'exprime généralement de la manière la plus spectaculaire. Cependant, ce 7 juin, c'est sur le Vieux Continent que s'est produit un fait de la plus haute importance : l'abstention record, lors de l'élection au Parlement européen, a frappé tous les pays. Au total, la participation à cette élection n'a cessé de décroître depuis l'instauration du Parlement européen : en 1979, elle avoisinait 62 %, en 2009, elle se situe aux alentours de 42 %. On notera que dans les zones ouvrières et populaires, les pourcentages de participation dépassent difficilement les 10 %, soulignant le caractère social de ce rejet massif (1).

L'Union européenne en crise ouverte

Institution majeure au service de l'impérialisme américain pour piller et s'assujettir les classes ouvrières et les peuples d'Europe, l'Union européenne est frappée au plus haut niveau. Cette crise traduit d'abord le rejet par les classes ouvrières et les peuples d'Europe des politiques de destruction qui les frappent, leur aspiration à réaliser les conditions de leur lutte de classe pour contrer cette politique. Elle est aussi l'expression de la crise politique de chacune des bourgeoisies d'Europe confrontées à la résistance des masses et aux pressions dislocatrices de l'impérialisme américain, qui, lors du dernier sommet du G 20 (*lire l'article de François Forgeue et Jean-Pierre Raffi*), n'a eu de cesse d'accentuer la pression sur les impérialismes concurrents. Elle est un pas de plus dans la crise de dislocation des institutions de l'Union européenne frappées à mort par le rejet en 2005, par les référendums en France et aux Pays-Bas, du projet de traité constitutionnel.

Face à cette crise majeure et généralisée, l'impérialisme, fidèle en cela à sa nature, ne connaît qu'un nombre limité de "remèdes" : marche à la guerre et à la dislocation des nations, destruction des classes ouvrières (à la fois destruction physique et démantèlement de tout ce qui fait la valeur de la force de travail), surexploitation, pillage des fonds publics pour renflouer la classe capitaliste... et, au bout du compte, mesures les plus brutales contre la classe ouvrière pour financer la totalité.

General Motors : plus qu'un symbole...

L'hebdomadaire qui exprime le mieux les vues de la City de Londres, *The Economist*, consacre dans son édition du 6 juin un article à ce qu'il appelle "*l'Amérique des cols bleus*". On y lit ceci :

(1) Le taux global d'abstention et de refus de vote se situe ainsi au plan national en dessous de 20 % dans des pays comme la Lituanie ou la Slovaquie. En Roumanie, où le taux d'abstention à l'échelle nationale avoisine les 75 %, il est de 90 % dans les quartiers les plus populaires de Bucarest. En France, où, en l'espace de trente ans, l'abstention à l'élection européenne est passée de 40 à 60 %, elle atteint 70 à 80 % dans les départements les plus populaires et jusqu'à 90 % dans les bureaux de vote des zones ouvrières.

“Peu d’entreprises sont des symboles comme General Motors (...) d’un ensemble de mode de vie. Au sommet de son succès, General Motors était la preuve de la capacité du capitalisme à faire accéder l’Américain moyen au rêve américain. A peine sortis du lycée, des jeunes gens pouvaient se faire embaucher et vivre ensuite toute une existence qui faisait l’envie du monde entier. Ils pouvaient gagner suffisamment pour faire vivre femmes et enfants. L’entreprise leur garantissait une assurance maladie de premier rang. Ils pouvaient prendre leur retraite avec une pension à taux plein après seulement trente années de travail. Au milieu des années cinquante, Detroit avait le revenu médian le plus élevé et le plus haut pourcentage de propriétaires immobiliers de toute les villes américaines. Aujourd’hui, la faillite de General Motors est le symbole des affres que traversent les mêmes travailleurs. Peu nombreux sont les travailleurs qui peuvent encore aujourd’hui subvenir aux besoins de leur famille sans que leur femme travaille, moins nombreux encore sont ceux qui peuvent espérer prendre leur retraite après 30 ans de travail. Detroit a vu sa population s’effondrer de 1 850 000 habitants en 1950 à 917 000 aujourd’hui. Ce nombre va certainement se contracter encore lorsque General Motors va mettre en œuvre ses plans qui consistent à fermer une demi-douzaine d’entreprises supplémentaires et à virer 21 000 autres travailleurs. Une ville qui fut naguère le symbole de la classe ouvrière propriétaire de sa maison est aujourd’hui remplie de maisons à l’abandon. La récession en cours frappe les cols bleus américains plus durement encore que les maîtres de l’univers à Wall Street (...). Près de six millions d’emplois ont été perdus (aux Etats-Unis— NDLR) depuis que la récession a commencé à la fin 2007. Environ 70 % de ces emplois perdus l’ont été par des cols bleus (...) et cela arrive après trente années des plus noires pour les travailleurs. Les salaires des cols bleus n’ont cessé de stagner depuis l’époque de Jimmy Carter, et, pour les hommes, ils ont même décliné. Julia Isaacs, du Broeking Institution, a calculé qu’entre 1974 et 2004, les salaires médians pour les hommes qui sont dans leur trentaine d’années, ajustés à l’inflation, ont diminué de 12 %, de 40 000 dollars en moyenne à 35 000 dollars.”

De cette description, *The Economist* tire deux conclusions :

“La première, c’est que les fondations de l’Amérique des cols bleus se sont écroulées (...). La seconde, c’est que ces cols bleus portent l’essentiel de la responsabilité de leur propre sort. Cela est particulièrement vrai dans l’industrie automobile, qui tendait à constituer le modèle pour l’essentiel de l’économie américaine. Les syndicats ont souvent freiné, entravé leur propre industrie avec des règles qui s’opposaient à toutes les techniques visant à stimuler la flexibilité et la productivité dans la production manufacturière (le livre des règles du travail de United Autoworkers comprenait 5 000 pages). Ils ont aussi imposé à leur industrie des coûts du travail insupportables. En 1970, 400 000 travailleurs de l’automobile des Etats-Unis (un travailleur sur deux cents sur l’ensemble du pays) se sont mis en grève pendant deux mois de manière à bloquer des plans de destruction d’emplois à General Motors.”

D’où cette conclusion :

“Mais il y a encore de l’espoir pour les cols bleus à condition qu’ils veuillent tirer les leçons de la calamité de General Motors. Nombre d’entreprises manufacturières, y compris des fabricants d’automobiles, se sont développées à l’époque où General Motors s’est effondré (...). Les cols bleus américains peuvent ne plus être en situation de se gaver comme l’ont fait leurs prédécesseurs, mais cela ne signifie pas qu’ils seront condamnés à vivre d’expédients.”

Sur le modèle de l’accord UAW...

Ainsi donc, les ouvriers américains (et, l’on suppose, ceux du monde entier) se “gavaient” ? On est suffoqué par la morgue du plumitif qui s’exprime ici au nom de

la classe capitaliste nord-américaine. Oser écrire cela alors que la crise du capital procède, chacun le sait, d'abord et avant tout de la manière dont les capitalistes se sont "gavés" grâce à la déréglementation des droits ouvriers, la surexploitation et la spéculation financière des décennies durant... Oser écrire cela alors qu'ils se "gavent" plus encore aujourd'hui avec les 18 000 milliards de dollars que les institutions internationales du capital et les gouvernements ont, ces derniers mois, sortis des caisses publiques (et des planches à billets) pour renflouer banques et spéculateurs (soit l'équivalent du PIB cumulé des Etats-Unis et de l'Allemagne). Et ce sont les ouvriers qui se sont "gavés" ?

La morgue de la classe capitaliste répond à une fonction. L'interview d'Alan Benjamin que nous publions dans ce numéro de *La Vérité* revient sur l'évolution de General Motors et du syndicat UAW. Les rédacteurs de *The Economist* seront sans doute satisfaits d'apprendre que la direction d'UAW (à qui ils reprochent son intransigeance passée) a finalement cédé devant l'exigence d'Obama. Et qu'elle n'a pas hésité à offrir les 20 milliards de dollars des fonds de pension, propriété collective des travailleurs de l'entreprise, pour renflouer celle-ci au moment même où elle met en œuvre un plan de 21 000 suppressions d'emplois et remet en cause tous les acquis ouvriers en matière d'assurance maladie et de retraite. *The Economist*, d'une certaine manière, a raison : General Motors est un symbole. Non pas le symbole d'une classe ouvrière qui se "gave" indûment, mais le symbole de la manière dont la classe capitaliste, frappée par la crise mortelle inhérente à son mode de production, est capable d'aller jusqu'à démanteler les fleurons de sa propre industrie, dans l'objectif avoué de briser les reins à la classe ouvrière organisée. Et ainsi récupérer sur son dos des morceaux entiers de la valeur de la force de travail comme seule source possible de nouvelles marges de profit. On aura noté que, dans la citation de *The Economist*, il est signifié qu'"il y a encore de l'espoir pour les cols bleus à condition qu'ils veuillent tirer les leçons de la calamité de General Motors". Une manière de dire que le système capitaliste reste fondé sur l'extorsion de la plus-value, laquelle ne se réalise que dans l'exploitation de la force de travail de l'ouvrier. Il faudra donc bien, aussi longtemps que le capitalisme existe, qu'il y ait des ouvriers à exploiter. En détruisant la classe ouvrière organisée de General Motors pour récupérer de nouvelles marges de profitabilité sur la base de la destruction de la force de travail du prolétariat, la classe capitaliste ne renonce pas à exploiter la force de travail. Bien au contraire, elle prétend, par cette destruction en masse, restaurer (pour combien de temps encore ?) des conditions de production de la plus-value.

... la marche à la "gouvernance mondiale" ?

Il y a un rapport évident entre cet accord signé à General Motors et le sommet mondial pour l'emploi tenu le 15 juin à Genève avec la participation des dirigeants du Bureau international du travail (BIT), des organisations patronales, des organisations ouvrières syndicales et des présidents Lula et Sarkozy. Le but de ce "sommet pour l'emploi" est de préparer pour le prochain sommet du G 20 (en septembre 2009) un "*pacte mondial pour l'emploi*", d'ailleurs revendiqué par les dirigeants d'un certain nombre d'organisations syndicales. On lira dans ce numéro de *La Vérité* l'article consacré à ce sommet mondial pour l'emploi. S'exprimant devant ce sommet, le président français, Nicolas Sarkozy, a cité le premier directeur du BIT, Albert Thomas, "*qui, toute sa vie, a voulu dépasser la lutte des classes*". Et Sarkozy d'affirmer :

"La régulation de la mondialisation, c'est la question centrale."

Pour parvenir à cette "régulation", il convient, a-t-il souligné, de mettre en place ce qu'il appelle la "*gouvernance mondiale*", dans laquelle l'OIT, et, à travers elle, les organisations ouvrières syndicales qui y sont représentées doivent avoir leur "*mot à dire auprès de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale*". L'enjeu de la mise en

place de cette gouvernance ouvertement corporatiste, c'est d'amener le G 20 à "prendre davantage en compte la dimension sociale de la crise". Car l'alternative pour Sarkozy est : "Ou nous aurons la raison, ou nous aurons la révolte." C'est donc pour faire face à la révolte ouvrière provoquée par les destructions en masse de la force de travail que la gouvernance corporatiste est à l'ordre du jour.

Car, c'est un fait, la crise économique ne fait que s'approfondir. A chaque nouvelle annonce, les chiffres officiels de la destruction des emplois sont supérieurs aux prévisions précédentes. General Motors a une portée symbolique. Mais en réalité, toutes les grandes marques, tous les grands noms de l'industrie mondiale dans tous les domaines, automobile et sidérurgie, électronique, informatique, téléphonie, bâtiment et travaux publics, pneumatiques, toutes sans exception sont frappées dans des proportions inconnues jusque-là par la destruction en masse des emplois. Impossible d'en citer ici une liste même partielle. Contentons-nous d'observer que, sous une apparente incohérence, les prévisions rendues publiques par les responsables vont chaque fois en s'aggravant. Les conclusions de la mission du FMI consacrée aux Etats-Unis (rendues publiques le 10 juin 2009) soulignent que "les perspectives à court terme se caractérisent par un degré d'incertitude inhabituel, les risques de dégradation prenant le pas sur tout autre".

Des remarques comparables se retrouvent dans les rapports de la même institution consacrés aux grandes puissances capitalistes européennes. Directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss-Kahn, dans une conférence de presse tenue le 13 juin à l'issue de la réunion des ministres des Finances du G 8, a appelé à rester "très prudents" sur les prévisions concernant l'économie mondiale. Et Strauss-Kahn de prévoir "un pic de chômage début 2011". Comme le disent nombre d'observateurs internationaux, "le pire reste à venir". C'est en substance ce que déclare Erik Berglof, chef économiste de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, lors d'une conférence tenue à la mi-juin en Ecosse :

"Je ne pense pas que le pire soit dernière nous, nous n'avons pas encore tout vu."

Et Berglof de préciser :

"Il semble que nous ne sachions toujours pas ce qu'il y a dans notre système bancaire (en Europe — NDLR), il y a besoin non seulement de le découvrir, mais aussi de le rendre public."

Bref, "le pire de la récession est à venir". C'est un fait que nul ne sait dans quelles proportions les 18 000 milliards de dollars (un quart du PIB mondial) offerts par les gouvernements et les institutions internationales aux grandes banques et fonds spéculatifs vont permettre de couvrir ou non l'effondrement bancaire et financier en cours. Ce qui est certain, c'est qu'aux Etats-Unis d'Amérique comme sur le Vieux Continent, la planche à billets tourne à plein régime. C'est d'ores et déjà de la monnaie papier menacée d'une grande dévaluation à terme qui va renflouer les coffres-forts des banques. Il n'empêche : la base matérielle du système capitaliste reste la production marchande. Or la réalisation de la plus-value à travers cette production reste plus menacée que jamais. La Banque mondiale revoit sans cesse à la baisse ses prévisions. Au mois de juin 2009, elle estimait à 3 % la chute du produit intérieur brut mondial pour l'année 2009, mettant en évidence "des perspectives de plus en plus sombres" pour les économies en développement.

Pour Robert Zoellick, président de la Banque mondiale,

"l'économie mondiale est partie pour se contracter cette année plus que précédemment estimé et les pays pauvres vont continuer à être durement frappés par de multiples vagues de tensions économiques".

Pour la seule Allemagne, les prévisions de chute du PIB dépassent, à l'heure où nous écrivons, les 6 % pour l'année 2009. Cette offensive de destruction, qui est loin d'avoir atteint son pic (concernant la France, *Le Figaro* prévoit un "septembre meurtrier"), frappe d'abord et avant tout la force de travail, la classe ouvrière. Les

prévisions du chômage pour la période à venir augmentent à chaque nouvelle statistique. A l'heure où nous écrivons, il est annoncé que le taux de 10 % officiel de chômeurs est atteint ou est en passe de l'être dans tous les pays capitalistes ou développés, aussi bien aux Etats-Unis que sur le Vieux Continent. Aux Etats-Unis, le taux officiel de chômage est le plus élevé depuis 27 ans et ne cesse de croître à un rythme mensuel d'environ 600 000 destructions d'emplois. Dans la zone euro, le chômage est au niveau le plus élevé depuis plus de 10 ans. Partout, les régimes d'indemnisation du chômage explosent. Pour les seuls Etats-Unis, on évalue à plus de 6 millions le nombre d'emplois détruits depuis le début officiel de la récession. Significativement, la déclaration des ministres des Finances du G 8 réuni à Lecce, en Italie, le 13 juin, prévient que *“même après le retour de la croissance, le chômage pourrait continuer à se développer”*, et insiste sur la nécessité d'observer un respect absolu *“des normes fondamentales de la propriété”*, lesquelles passent notamment par *“la gouvernance d'entreprise”*.

On retrouve ici les éléments de la déclaration du G 20 auxquels se réfère l'article de Jean-Pierre Raffi et de François Forgue, mais aussi les éléments du sommet mondial de Genève avec son pacte mondial pour l'emploi. A la lumière de ces éléments, on reviendra sur un des aspects majeurs de l'élection européenne auquel il était fait référence au début de ces notes éditoriales : la défaite généralisée de tous les partis se réclamant historiquement de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. Cela concerne d'abord les partis socialistes et sociaux-démocrates (les partis issus de la crise du stalinisme faisant en règle générale des scores assez médiocres). *Le Monde* (17 juin), s'étonnant de ce que la *“social-démocratie (soit la) victime inattendue de la crise”*, écrit :

“Tel le crime, le théorème était presque parfait. La droite, c'est le camp du capital, donc du capitalisme. Puisque celui-ci est en crise, la droite l'est également. La gauche ne pouvait donc que gagner les élections européennes. Problème, dans toute l'Union, les électeurs retournaient leur bulletin de vote contre la gauche sociale-démocrate.”

Le paradoxe n'est qu'apparent. Dans une situation où la crise met, comme jamais auparavant, à l'ordre du jour pour les travailleurs de toute l'Europe la nécessité de rompre la subordination aux lois du capital, les dirigeants de la social-démocratie européenne s'acharnent soit à participer à des gouvernements (à domination socialiste ou de “grande coalition”, comme en Allemagne) mettant en œuvre tous les plans de l'Union européenne, soit à refuser de combattre les plans de démantèlement de l'industrie. Par leur soutien de fait à l'accompagnement des plans sociaux et de restructuration, ils apparaissent aux yeux des travailleurs comme n'offrant aucune perspective au combat pour la survie de la classe comme classe. C'est ce rejet qui s'est exprimé dans ce caractère étonnamment convergent, presque homogène, de l'abstention ouvrière et populaire massive dans l'immense majorité des pays concernés par le vote du prétendu Parlement européen.

Guerre et économie d'armement

Cela nous ramène à l'actualité de l'ouvrage de Lénine *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Lorsque la crise économique a commencé à s'étendre au monde entier, il y a un peu moins d'un an, nombre de folliculaires et zélés défenseurs du système capitaliste ont fait mine de redécouvrir Marx. L'espace de quelques mois, il fut de bon ton de redécouvrir Marx, de le citer pour ce qu'il n'a jamais été : un simple analyste des mécanismes du capital. Mais, significativement, tous ceux qui firent mine alors de redécouvrir en Marx le génial “découvreur des lois du capital” (omettant l'organisateur du mouvement ouvrier combattant pour en finir avec l'exploitation capitaliste) prirent bien soin de ne jamais mentionner Lénine. Or dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine prolonge l'analyse de Marx et

montre comment, parvenu au stade ultime de son développement, lorsque le monde entier fait l'objet d'un partage total entre les principales puissances impérialistes, celles-ci sont confrontées à toutes les contradictions d'un système économique parvenu, dit Lénine, à son "stade suprême", c'est-à-dire celui du "parasitisme" et de la "putréfaction".

Arrivé à ce stade de son développement, qui marque aussi le début de sa décomposition (dont nous voyons aujourd'hui les prolongements considérables), le système capitaliste impérialiste ne peut survivre, dit Lénine, qu'à deux conditions majeures : l'une est le soutien que lui apportent les lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise qui confondent leurs intérêts avec ceux de la classe capitaliste eux-mêmes, et l'autre est la guerre, laquelle se relie à ce volant d'entraînement parasitaire de l'économie capitaliste qu'est l'économie d'armement.

Il est de ce point de vue plus que significatif que, dix ans après la chute du mur de Berlin, les dépenses d'armement aient connu à l'échelle planétaire un développement sans précédent.

On lit dans une dépêche de l'AFP (8 juin 2009) intitulée "Record des dépenses militaires mondiales" :

« Les dépenses militaires mondiales ont atteint un record l'an passé (...). En 2008, elles ont atteint 1 464 milliards de dollars, en hausse de 45 % sur dix ans.

"L'introduction de l'idée d'une "guerre contre le terrorisme" a poussé plusieurs pays à voir leurs problèmes à travers une perspective fortement militarisée", analyse le responsable des études du Sipri consacrées aux dépenses militaires, Sam Perlo-Freeman, dans la présentation du rapport.

"Dans le même temps, les guerres en Irak et en Afghanistan ont coûté 903 milliards de dollars de dépenses militaires supplémentaires pour les seuls Etats-Unis", relève-t-il. A eux seuls, les Etats-Unis, de très loin premier pays dans le classement du Sipri, ont représenté en 2008 près de 41 % du montant total des dépenses militaires mondiales, soit plus que les 14 autres principaux pays réunis, un héritage des années Bush. »

Commentant ces informations, *Le Monde* précise que "depuis 2000, le budget annuel global du département américain de la Défense a plus que doublé, passant de 294 à 675 milliards de dollars", et que cette "croissance des dépenses de défense" durant les huit dernières années "a été la plus forte enregistrée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale". *Le Monde* ajoute :

"Surtout financée par des crédits exceptionnels et d'emprunts, elle a contribué à la détérioration des finances publiques américaines. Le pays est passé en huit ans d'un surplus budgétaire de 236 milliards à un déficit prévu de 407 milliards en 2009."

La marche à la guerre, comme réponse majeure par l'impérialisme à ses propres contradictions, comme moyen de piller de nouveaux marchés et aussi comme volant d'entraînement pour l'économie d'armement, se révèle ici dans toute son ampleur. Le développement sans précédent de l'économie d'armement va de pair avec la marche à la guerre.

En Irak, où stationnent toujours 135 000 soldats américains, sans que le calendrier du retrait ne soit établi ; en Afghanistan, où l'ensemble des puissances capitalistes sont entraînées par l'administration Obama à s'engager plus avant sous l'égide de l'OTAN et à suppléer aux difficultés de l'armée américaine ; au Pakistan, entré dans une spirale de guerres et de décomposition avec plus de deux millions de réfugiés sur les routes, tandis que l'état-major militaire américain ne parle plus que de l'AFPAK à propos de l'Afghanistan et du Pakistan, comme une seule et même zone de guerre.

Faut-il aussi évoquer le Sri Lanka (voir l'article de François de Massot) ou encore ce qui se développe aujourd'hui en Iran et les menaces concernant l'Inde ? La marche à la guerre est consubstantielle à la survie du capitalisme entré dans sa phase de décomposition impérialiste.

Une offensive redoublée contre la classe ouvrière...

Mais même ce déferlement militariste ne saurait suffire à juguler la crise du capital. L'offensive contre la classe ouvrière ne peut en aucune manière se ralentir.

La classe capitaliste prépare d'ailleurs la nouvelle phase. Le thème en est qu'après la crise actuelle (qui, on l'a vu, ne fait que s'aggraver), se prépare déjà la crise suivante. *The Economist*, dans son édition du 13 juin, consacre un article à "la plus lourde addition de toute l'histoire" :

"Un autre nuage commence déjà à assombrir, à menacer l'horizon financier : la dette publique massive."

Selon *The Economist*, reprenant les analyses des experts du FMI, "la dette publique des dix pays les plus riches du monde passera de 78 % du produit national brut en 2007 à 114 % en 2014". Et *The Economist* de commenter :

"On n'a jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale tant de gouvernements emprunter des sommes aussi importantes en un laps de temps si court (...), et l'actuelle explosion de la dette, à la différence de ce qui s'est passé en période de guerre, ne sera pas temporaire."

The Economist décrit en ces termes la contradiction dans laquelle se trouve placée la classe capitaliste : "A court terme, les emprunts gouvernementaux sont un antidote essentiel", car, chacun l'aura compris, "sans le renflouement des banques, le krach financier aurait été encore plus catastrophique, etc., etc.". Donc, il faut que les gouvernements continuent à renflouer, renflouer, renflouer banquiers et spéculateurs, mais bien sûr cela se fait au prix — *The Economist* ne s'en cache pas — de fabriquer de la fausse monnaie ("la Réserve fédérale comme la Banque d'Angleterre impriment des billets pour acheter les obligations du gouvernement"). Il y a là une source majeure d'inflation. Comment faire face à ces risques d'inflation ? "Une cure soudaine d'austérité fiscale aujourd'hui serait une erreur." Pour *The Economist*, les gouvernements ne peuvent rien faire aujourd'hui, mais doivent prendre des engagements pour l'avenir. En particulier, "les gouvernements devraient s'engager à alléger les finances publiques en coupant à l'avenir dans un certain nombre de dépenses plutôt que d'augmenter les impôts". Et dans les priorités proposées, "une priorité est d'élever l'âge de départ à la retraite, ce qui stimulerait les rentrées fiscales, puisque les gens travailleraient plus longtemps, et de réduire les futures dépenses de retraite. Nombre de pays riches se sont déjà engagés dans cette voie, mais il faut le faire plus encore et plus vite. Une autre cible majeure est l'assurance maladie."

Chacun l'aura compris : il s'agit donc de préparer les conditions des futures offensives contre les classes ouvrières.

... qui nourrit et renforce les mouvements de résistance

Mais les coups redoublés renforcent la résistance des masses, qui est à la source de la crise de domination politique de l'impérialisme (y compris la crise qui s'exprime dans l'élection européenne). Pris à la gorge, l'impérialisme n'a pas d'autre possibilité que d'en appeler à l'Union sacrée, à l'association capital-travail. Le sommet mondial pour l'emploi ne fait qu'exprimer à l'échelle mondiale la politique que l'impérialisme tente de mettre en œuvre dans chaque pays. Et cette offensive se traduit en particulier dans les pressions considérables exercées sur les dirigeants des organisations syndicales, mais aussi sur les dirigeants des partis qui prétendent parler au nom des travailleurs et de la démocratie afin que, ne reprenant pas les revendications et les mots d'ordre qui sont ceux de la classe ouvrière, ils accompagnent les plans destructeurs de la classe capitaliste. C'est le problème posé aux Etats-Unis, on l'a vu, avec la signature de l'accord de UAW. Mais, comme l'indique Alan Benjamin dans son article, la signature de cet accord soulève au sein même du mouvement ouvrier de nombreux problèmes et de nombreux processus de résistance. Mais ces

problèmes ne se trouvent pas posés seulement aux Etats-Unis. Sous des formes diverses, les travailleurs y sont confrontés dans chaque pays.

Vers le Septième Congrès mondial

Et, c'est pourquoi le Septième Congrès mondial de la IV^e Internationale convoqué pour l'automne 2009 aura à approfondir la discussion sur les moyens dont se dotent les sections de la IV^e Internationale pour aider la classe ouvrière à surmonter les obstacles dressés par les sommets des organisations, en particulier au plan politique. Comment aider la classe ouvrière à réaliser son unité pour repousser les plans destructeurs ? Sous quelles formes organiser les sections de la IV^e Internationale ? Peuvent-elles aider à constituer les organes politiques de combat qui permettront à la classe de se sauver comme classe et, en se sauvant comme classe, de sauver l'humanité ? C'est en particulier la discussion engagée dans la section française (*lire page 67*) à propos de la signification du mot d'ordre d'interdiction des licenciements et de la campagne engagée par le Parti ouvrier indépendant (auquel appartiennent les membres du Courant communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale). C'est donc la discussion engagée sur le combat politique concret pour l'interdiction des licenciements, les formes qu'il doit revêtir et les initiatives prises en ce sens. Comment, en aidant la classe à combattre pour l'interdiction des licenciements, en l'aidant à réaliser l'unité de sa lutte de classe sur cet objectif, contribuer à constituer les éléments de la construction d'un authentique parti ouvrier indépendant comprenant en son sein le courant IV^e Internationale ? Nous reviendrons sur ces questions dans le prochain numéro de *La Vérité*.

La Vérité

La signification de la réunion du G 20

Par François Forgue et Jean-Pierre Raffi

Le 2 avril 2009, s'est tenue à Londres, autour de Barack Obama, nouveau président des Etats-Unis, une réunion du G 20, qui a été suivie par un sommet de l'OTAN dans lequel se sont retrouvés, encore une fois autour d'Obama, nombre de ceux qui avaient participé à la réunion précédente.

Qu'est-ce que le G 20 ? C'est la réunion des chefs d'Etat des 20 Etats considérés comme les plus importants de la planète, puisqu'il est estimé qu'ils contrôlent 90 % environ des richesses et de la production mondiales. C'est une institution qui a été mise en place en 1999, dans les années qui ont suivi la dislocation de l'URSS et la première invasion de l'Irak par une coalition sous direction américaine. Elle intègre, aux côtés des grandes puissances impérialistes (qui formaient auparavant ce qu'on appelait le G 7), la Russie et des pays dits émergents comme le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde et la Chine.

La réunion du G 20 s'est tenue alors que la crise mondiale, amorcée aux Etats-Unis, souffle en tempête sur tous les pays et tous les continents, déstabilisant les fondements mêmes de l'ordre capitaliste mondial, crise qui n'en est encore pourtant qu'à ses premières étapes...

Cette réunion marquait également l'entrée sur la scène mondiale du nouveau président des Etats-Unis, Barack Obama. Il ne s'agissait pas que d'un simple changement de personnes. La présidence Bush s'achevait dans les conditions de la crise évoquée plus haut, alors que l'impérialisme américain se heurtait partout aux conséquences de l'effondrement du système capitaliste mondial, dont il est la pièce principale. L'embourbement san-

glant en Irak, l'accentuation de la guerre en Afghanistan se combinaient avec la situation d'ensemble pour miner la position mondiale des Etats-Unis non comme résultat de la mise en cause de sa position dominante à l'égard des autres impérialismes, mais comme expression même de la lutte des classes internationale et de l'approfondissement de la décomposition du système capitaliste.

Il revient donc à Obama d'exprimer la nécessité de maintenir — et de rétablir sur tous les terrains — la stratégie de suprématie et de domination indispensable à la survie de l'impérialisme américain, et donc de l'impérialisme mondial. Cela dans des conditions, aux Etats-Unis mêmes, où l'élection d'Obama est l'une

des expressions de la crise politique profonde qui déchire les Etats-Unis, qui fragilise l'ensemble de ses institutions.

En d'autres termes, la réunion du G 20 visait donc à entreprendre la réorganisation de l'ensemble du dispositif mondial de la domination impérialiste déstabilisée par la crise autour de son pivot, l'impérialisme américain, et cela, précisément, dans les conditions créées par la crise.

Le nouveau président américain se devait donc de réaffirmer et de faire accepter par tous la suprématie de l'impérialisme américain et le fait que, plus encore que par le passé, tout devait être subordonné à ses besoins. C'est au service de cet objectif qu'étaient mis les effets de style par lesquels Obama s'est employé à donner des Etats-Unis une image plus ouverte, plus encline au dialogue, au "multilatéralisme" et à la consultation.

En réalité, la réunion du G 20 a constitué une déclaration de guerre contre les travailleurs et les peuples du monde.

UNE DÉCLARATION DE GUERRE CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES PEUPLES DU MONDE

Les 20 chefs d'Etat ont affirmé en commun et à l'unanimité dans la déclaration finale :

"Nous sommes convaincus que le seul fondement d'une mondialisation durable est une économie mondiale ouverte fondée sur les principes du marché."

Cette déclaration a donc été ratifiée non seulement par les dirigeants des grandes puissances impérialistes, mais aussi par tous les sommets de pays comme le Brésil et l'Inde, par Poutine et par les dirigeants de la bureaucratie chinoise. Les sommets de la social-démocratie internationale sont directement associés à cette prise de position, ne serait-ce que par leur participation — ou leur direction — de certains des gouvernements participants au G 20.

La social-démocratie allemande est engagée dans une "grande coalition" avec la CDU de la chancelière Merkel ; c'est Zapatero, dirigeant du PSOE, qui préside le gouvernement espagnol, et c'est Gor-

don Brown, dirigeant du Labour Party britannique, qui a été l'hôte de cette réunion.

La conséquence de l'allégeance à l'impérialisme des sommets bureaucratiques du mouvement ouvrier ne peut qu'entraîner la tentative, sous des formes multiples, de subordonner et d'associer les organisations ouvrières, et en particulier les organisations syndicales, au cadre fixé par le G 20.

Quelles que soient les contradictions entre les différentes composantes du G 20, l'accord final s'est réalisé sur le fait que tout ce qui avait conduit à la crise actuelle devait être maintenu. En d'autres termes, que le système mondial fondé sur la propriété privée des moyens de production, dont le maintien a entraîné la crise actuelle, doit être préservé à tout prix et qu'il ne peut l'être que sous la conduite de l'impérialisme américain, clé de voûte de cet ordre mondial.

Dans cette mesure, répétons-le, les décisions du G 20 et leurs prolongements dans la réunion de l'OTAN constituent une véritable déclaration de guerre contre les travailleurs et les peuples du monde. Elles n'ont pas tardé à être suivies d'effet.

PREMIÈRE CONSÉQUENCE : L'ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS DE L'AUTOMOBILE AUX ÉTATS-UNIS

La première conséquence, c'est une offensive généralisée contre les travailleurs, leurs emplois, leurs droits et leurs organisations. Elle a commencé à être mise en œuvre par l'attaque contre les travailleurs de l'automobile aux Etats-Unis.

Le plan de restructuration de l'automobile, la mise en faillite "chirurgicale" de Chrysler, puis de General Motors, ne signifient pas seulement la liquidation dans les mois qui viennent de dizaines de milliers d'emplois et une menace sur des centaines de milliers d'emplois directement ou indirectement dépendants de l'industrie automobile aux Etats-Unis.

Pour la réalisation de ce plan, le syndicat des travailleurs de l'automobile UAW a été sommé de devenir le syndic de fail-

lite des grandes entreprises de l'automobile, et donc d'être associé directement aux plans de licenciements et de destruction des avantages conquis par les luttes passées. La direction du syndicat de l'UAW a accepté cet accord, et, comme le disent ses porte-parole,

“nous avons abouti à un accord avec la direction de General Motors et le ministère des Finances des Etats-Unis pour rendre General Motors plus compétitive et pour effacer une partie de la dette de General Motors au fonds de retraite”.

Le plan que le président Obama met en œuvre avec l'accord de la direction de l'UAW se concentre dans ce qu'en a dit un ouvrier de Chrysler : *“C'est un vol à main armée.”* En effet, ce qui a été fait à Chrysler et qui est en cours pour General Motors, c'est la “recapitalisation” des entreprises de l'automobile par l'injection des fonds de pension, qui assurent les retraites et la couverture de santé des travailleurs de l'automobile. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est donc la destruction de certaines des conquêtes sociales les plus avancées de la classe ouvrière américaine qui existaient dans ce secteur et qui avaient valeur de point d'appui et de référence pour toute la classe ouvrière.

Cette offensive lancée contre les travailleurs de l'automobile est une offensive contre tous les travailleurs des Etats-Unis et, au-delà, contre les travailleurs du monde entier et l'indépendance de leurs organisations. Elle indique avec netteté l'avenir que l'impérialisme, acculé par les conséquences de sa crise, va chercher à imposer à l'échelle mondiale.

Plus que jamais, la classe ouvrière, par son action pour sauvegarder ses conquêtes, ses droits, ses emplois, est la force sociale déterminante qui peut sauver la civilisation de son effondrement. Plus que jamais, dans chacune de leurs luttes, les travailleurs se heurtent au système d'exploitation capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production et sont amenés à le mettre en cause.

Plus que jamais, pour mener et développer son action, la classe ouvrière, dans chaque pays et à l'échelle internationale, a besoin de ses organisations indépendantes, de ses organisations syndicales. Dans sa résistance, dans des conditions difficiles, aux plans destructeurs du capi-

tal, la classe ouvrière pose la question d'une politique indépendante, c'est-à-dire ayant effectivement rompu avec le système capitaliste, et repose à nouveau la question de l'instrument d'une telle politique : la question du parti, la question de l'Internationale.

AUTRE CONSÉQUENCE : COUP DE FORCE À L'OIT

Contradictoirement à toutes les traditions et au fonctionnement de cette institution, et quelques jours avant la session annuelle qui va réunir, du 3 au 19 juin, des centaines de “délégués des travailleurs” représentants des organisations ouvrières du monde (ainsi que les représentants des patrons et des Etats), on annonce un bouleversement de l'ordre du jour.

Il est annoncé l'organisation d'un “sommet de l'OIT sur la crise mondiale”, qui

« ne réunirait pas seulement les représentations des Etats et gouvernements, les organisations patronales et syndicales, mais également des “décideurs” à l'échelle internationale, des représentants de la société civile, des représentants des multinationales. Au cours de ces journées, serait discuté un projet de “Pacte mondial pour l'emploi”. »

C'est là purement et simplement décider la mort de l'OIT comme organisme tripartite fondé sur l'établissement des normes sociales et la reconnaissance d'organisations syndicales ouvrières indépendantes, pour y substituer un cadre d'intégration corporatiste des syndicats. La mise en œuvre de cette politique exige qu'elle soit prise en charge par les sommets du mouvement ouvrier. Dans cette voie, à l'échelle internationale comme dans chaque pays, les appareils d'origine stalinienne et les organisations liées au Secrétariat unifié jouent un rôle central. Le contenu de ce coup de force, ce sont les attaques que subissent aujourd'hui les travailleurs des Etats-Unis et leurs organisations.

L'OIT est une institution internationale procédant de la collaboration de classes (et elle a été constituée il y a 90 ans comme une tentative d'endiguer la vague montante de la révolution mondiale entamée en octobre 1917), mais reconnaissant

dans sa forme et sa composition même la division de la société en classes, et donc la présence de représentants de la classe ouvrière en tant que telle.

Face à la crise mondiale du système impérialiste, il s'agit, par la remise en cause de l'existence même de l'OIT, d'une expression du bouleversement de toutes les relations entre les classes. Dans cette situation, l'OIT n'a plus de raison d'être, car "maîtriser la crise" — ce qui était l'objectif proclamé du G 20 —, c'est la destruction des organisations ouvrières par leur intégration aux plans du G 20.

LA GUERRE SANS FIN

La tenue du G 20 a conduit à une offensive accrue contre la souveraineté des nations, contre les droits des peuples, contre la démocratie. Les guerres s'intensifient, se multiplient.

L'administration Obama vient d'augmenter le budget du Pentagone : il atteint maintenant 664 milliards de dollars (soit 21 milliards de plus que le dernier budget militaire de Bush). Le journal britannique *Financial Times* (30 avril) soulignait que,

"en cherchant à réduire la quantité des forces américaines directement engagées en Irak, tout en renforçant l'intervention en Afghanistan, M. Obama suit, pour l'essentiel, la route tracée par M. Bush".

Cette route, c'est celle de la "guerre sans fin". Il ne s'agit pas de "guerre contre le terrorisme", il s'agit de guerre contre les peuples.

Obama a tenu récemment une réunion avec les chefs des gouvernements afghan et pakistanais. Il leur a signifié que leurs pays constituaient la "nouvelle frontière" de la lutte contre le terrorisme.

En d'autres termes, le président des Etats-Unis a repris à son compte la terminologie employée par l'état-major américain, pour qui l'Afghanistan et le Pakistan constituent la même zone d'opérations militaires : l'AFPAK.

Au moment même où Obama formulait ses consignes à l'égard de Karzaï et de Zardari, plus de 100 habitants d'un village afghan mouraient sous les bombes américaines.

Ce n'était là qu'un épisode parmi d'autres de ce que signifie pour la population afghane l'occupation par les troupes de l'OTAN sous direction américaine.

La guerre en Afghanistan s'est pleinement étendue au Pakistan, pays aujourd'hui directement menacé de destruction. Les bombes et missiles américains ciblent aujourd'hui des villages pakistanais, comme hier des villages afghans.

Sans ménagement, Washington a intimé au gouvernement pakistanais l'ordre d'entreprendre une offensive militaire contre les régions où des talibans seraient enracinés. Le résultat est un désastre sanglant. Il y a maintenant plus de deux millions de Pakistanais qui sont jetés sur les routes, exilés dans leur propre pays, chassés de leurs villes et de leurs villages.

Plongé dans le chaos, le Pakistan est menacé de destruction. Qui peut penser que les conséquences du chaos sanglant dans lequel "l'ordre américain" plonge aujourd'hui le Pakistan s'arrêteront aux frontières de ce pays ? C'est toute l'Asie qui est directement menacée : l'Inde, qui ne pourra s'isoler de la déstabilisation de tout le sous-continent ; la Chine, qui voit se resserrer autour d'elle un véritable encerclement.

Au-delà même de l'Asie, au Moyen-Orient, alors que les menaces s'accroissent contre l'Iran, sur tous les continents, c'est la marche à la guerre qui s'inscrit dans le sillage de la politique de l'impérialisme.

LE SOMMET DES AMÉRIQUES

Le V^e Sommet des Amériques, qui s'est tenu à Port-Espagne, capitale de Trinidad et Tobago, les 17, 18 et 19 avril 2009, a illustré la profondeur de la crise, souligné les conditions difficiles dans lesquelles Obama et son administration sont appelés à mettre en œuvre la politique conforme aux besoins de l'impérialisme, la même politique que celle qui s'applique aujourd'hui en Asie, qui doit être la règle pour tous les continents et pour tous les pays.

Trente-trois Premiers ministres et chefs d'Etat de toutes les Amériques ont participé à ce sommet. Le seul absent était le gouvernement cubain, exclu de l'Organi-

sation des Etats américains (OEA) depuis qu'en 1962 l'impérialisme nord-américain a commencé d'imposer le blocus de Cuba.

Le nouveau président des Etats-Unis, Barack Obama, a certes voulu apparaître là aussi sous une nouvelle image, déclarant :

“Nous avons beaucoup de différences par rapport à de nombreuses questions, mais, dans la mesure où nous sommes respectueux des règles démocratiques, nous pouvons établir ce que nous avons de commun.”

Mais la déclaration qui a été présentée à la signature était déjà préparée de longue date et a simplement été soumise à ratification. Avec en son centre deux expressions fortes de la continuité de la politique nord-américaine sur le continent : le refus de toute levée du terrible blocus imposé depuis plus de quarante ans à Cuba et la pression plus forte que jamais visant à imposer la signature de “traités de libre-échange”.

Résultat : toute une série de gouvernements se sont refusés à signer la déclaration finale, notamment le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, le Nicaragua, la Dominique, et d'autres ont avancé des réserves, comme l'Argentine, le Honduras et même le Brésil.

Et malgré l'appui de Lula, notamment, qu'Obama a chaleureusement salué, c'est au seul Premier ministre de Trinidad et Tobago, Patrick Manning, qu'il est revenu de ratifier la déclaration comme “puissance invitante”.

Mais l'impérialisme ne dispose, là non plus, d'aucune marge de manœuvre, et il lui faut donc d'une manière ou d'une autre parvenir à ses fins. C'est pourquoi le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, José Miguel Insulza, s'est empressé, à peine le sommet terminé, de convoquer une réunion des ministres des Finances du continent, qui se tiendra le 3 juillet prochain.

AUX ORIGINES DE LA CRISE ACTUELLE

La crise actuelle, comme on l'a répété à satiété, serait-elle un “accident” dû à des

excès financiers, à “l'irresponsabilité des banques”, à l'absence de “réglementation” ? Pour la IV^e Internationale, cette crise n'est venue ni comme une surprise — en témoignent d'ailleurs les éléments d'analyse successifs de l'évolution de l'économie mondiale qui ont été l'une des composantes de l'élaboration politique de la IV^e Internationale — ni comme un événement inexplicable, mais procédant, bien au contraire, de l'évolution du capitalisme, de ses contradictions dont le marxisme rend compte.

L'élaboration politique de la IV^e Internationale à ce sujet s'inscrit dans le droit fil des analyses faites par Lénine, puis par Trotsky.

Trotsky, dans sa préface à l'édition française de *La Révolution trahie*, écrit :

“L'irrésistible expansion qu'engendrent les crises permanentes et internes du capitalisme constitue sa force progressive avant de devenir mortelle pour lui.”

Lorsque, dans la période qui précède la Première Guerre mondiale, alors que les rapports de production capitalistes dominent le monde entier, le capitalisme atteint par là même son stade suprême, les grandes puissances ont achevé de se partager le monde, les monopoles se substituent à la libre concurrence, et, comme l'écrit Lénine dans sa préface à *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ce stade du capitalisme est avant tout caractérisé par “le parasitisme et la putréfaction”. Les forces productives, développées par le capitalisme, étouffent dans le cadre des rapports de propriété bourgeois et dans les limites des frontières nationales. La première guerre impérialiste est l'expression de ce fait.

Face à un système qui entraîne l'humanité au désastre, la révolution d'octobre 1917, entreprenant l'expropriation des exploités sur le territoire de l'ancien empire des tsars comme premier chaînon de la révolution prolétarienne internationale, ouvre la voie d'une issue pour toute l'humanité.

L'époque historique qui s'est alors ouverte est faite de guerres, de révolutions et de contre-révolutions. Elle a mis au premier plan la réalité essentielle dégagée par le programme de fondation de la IV^e In-

ternationale : *“La crise de l’humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire...”*

Le maintien du système capitaliste a entraîné sa putréfaction. Comme l’écrivait déjà Lénine dans *L’Impérialisme...*,

“les rapports relevant de l’économie privée forment une enveloppe sans commune mesure avec son contenu, et qui doit nécessairement entrer en putréfaction si l’on cherche à en retarder artificiellement l’élimination”.

Cette putréfaction conduira à la situation analysée par le programme de fondation de la IV^e Internationale : *“Les forces productives ont cessé de croître.”*

Le maintien du système impérialiste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, grâce à l’action politique du stalinisme et de la social-démocratie, malgré la puissante vague révolutionnaire qui déferle alors à l’échelle mondiale, ne peut se faire qu’au prix, non seulement de la stagnation des forces productives, mais de leur destruction, d’une fuite en avant généralisée dans le parasitisme (économie d’armement et spéculation), dans des proportions qualitativement nouvelles.

C’est en particulier sur la base d’un fantastique accroissement des dépenses d’armement que l’économie capitaliste a pu continuer sa course ; mais, à la longue, les moyens mêmes qui lui assuraient un sursis constituaient des facteurs explosifs d’aggravation.

C’est ce que signifiait la décision de Nixon de 1971 de décrocher le dollar de toute référence à l’or et de faire de la prépondérance de l’impérialisme américain sur tous ses rivaux et partenaires la condition de la survie du système impérialiste dans son ensemble.

La déclaration d’août 1971 du bureau politique de l’OCI donne la dimension historique de cette décision :

“Le dollar ne pouvant plus jouer librement son rôle de monnaie de paiement international, l’impérialisme américain s’engage dans une politique visant à imposer son cours forcé, c’est-à-dire dans la voie d’une subordination étroite des autres bourgeoisies (allemande, japonaise, française, anglaise, etc.) aux seuls intérêts de la bourgeoisie américaine (...). En suspendant la convertibilité du dollar (...), l’impérialisme américain et

son président Nixon font savoir que les autres pays doivent accepter les conditions nécessaires à la stabilité de l’ordre économique et social américain.”

La période qui s’est ouverte en 1971 a été marquée par d’immenses développements de la lutte des classes, par l’affrontement entre la révolution et la contre-révolution, combinés à des secousses successives de l’économie mondiale engendrées par les moyens mêmes utilisés pour permettre son fonctionnement.

Au lendemain de la dislocation de l’URSS et de la première guerre d’Irak, l’impérialisme américain — et à sa suite toutes les bourgeoisies — s’est engagé dans une offensive contre les peuples, conduisant à la dislocation des nations et contre la classe ouvrière à l’échelle internationale et dans chaque pays, contre l’ensemble de ses droits et de ses conquêtes, contre l’existence même d’organisations indépendantes de la classe ouvrière.

La destruction des forces productives, devenue indispensable au maintien même du système impérialiste mondial, signifiait d’abord la tentative de détruire la *“principale force productive, la classe révolutionnaire elle-même”* (Marx). Plus que jamais, l’avenir de l’humanité s’identifiait à la résistance de la *“classe révolutionnaire”* se dressant contre sa destruction. L’offensive impérialiste s’accompagnait d’une course encore plus frénétique dans l’augmentation des dépenses d’armement, dans la spéculation et le parasitisme. La signification et les conséquences de cette évolution ont notamment été analysées par notre courant dans *Lutte des classes et mondialisation*.

Dans les conditions les plus difficiles, malgré l’obstacle constitué par la politique des appareils voulant asservir les organisations aux besoins de l’impérialisme pourrissant, les travailleurs et les peuples ont résisté. Cette résistance, c’est-à-dire la lutte de classe, reste le facteur déterminant de la situation.

Aujourd’hui, l’aboutissement de l’ensemble des moyens employés en particulier depuis 1971 pour sauver le système impérialiste trouve aujourd’hui son expression dans la crise mondiale, que personne, y compris les participants du G 20 et le plus puissant d’entre eux, ne contrôle.

LA QUESTION QUI N'A PAS ÉTÉ POSÉE

Lorsque la crise actuelle a commencé à balayer le monde, nombre de thuriféraires du système capitaliste ont cherché à se rassurer en expliquant que l'Asie serait épargnée. Les faits ont vite démenti cette espérance. Les conséquences de la politique menée par la bureaucratie dirigeante en Chine, au nom de l'«ouverture», se sont manifestées d'abord dans le fait que la crise mondiale a frappé la Chine de plein fouet. Notamment, la place occupée dans l'industrie chinoise par des secteurs exportateurs largement contrôlés par les grands monopoles impérialistes a conduit à un recul brutal de la production, entraînant des licenciements par millions : 30 millions de travailleurs chinois «migrants» ont perdu leur emploi dans les derniers mois.

La Chine était le seul Etat présent au G 20 qui reposait sur des rapports de propriété antagoniques à ceux qui structurent le marché mondial. A la base de l'économie chinoise, malgré les coups qui lui ont été portés par la politique de la bureaucratie chinoise se subordonnant à l'impérialisme, demeurent encore les rapports de propriété procédant de l'expropriation du capital étranger et national par la révolution de 1949.

Que s'est-il passé dans les vingt dernières années, plus précisément depuis la chute de l'URSS, et après que la bureaucratie chinoise a pu temporairement liquider les conséquences du grand mouvement de 1989 ?

La politique d'ouverture et de privatisation a créé les conditions pour que ce «coût du travail», extrêmement bas et maintenu tel par la bureaucratie, qui interdit aux travailleurs chinois la possibilité de s'organiser librement, et donc de se défendre, constitue une véritable variable d'ajustement utilisée par la classe capitaliste à l'échelle internationale, et, tout particulièrement, par l'impérialisme américain, pour accélérer la destruction des forces productives à l'échelle mondiale.

Il convient de souligner que ce qui a été présenté comme un développement impétueux, sans précédent, de l'économie mondiale grâce au «miracle chinois» a

reposé dans les faits sur la destruction en masse — et dans des proportions bien plus importantes — des forces productives, et d'abord de la principale d'entre elles, la classe ouvrière.

En Chine même, le développement déséquilibré d'un secteur exportateur contrôlé majoritairement par les multinationales, amenant le fait que des millions de travailleurs chinois soient employés par celles-ci, a entraîné des distorsions de toute l'économie chinoise, menaçant ses bases mêmes.

Même ce développement momentané, gagé sur le marché du travail chinois, nécessite l'existence d'un marché capable d'absorber les marchandises produites, et donc de réaliser la plus-value.

L'effondrement de l'économie mondiale amorcé en 2007 aboutit, dans le cas de la Chine, à une crise qui menace ses bases sociales, c'est-à-dire les bases mêmes de la propriété sociale et la principale composante de celle-ci, qui est le prolétariat chinois.

La manière dont la Chine a été intégrée au marché mondial — grâce aux délocalisations et à la surexploitation du prolétariat chinois — a aussi conduit à ce que la Chine se trouve être le premier détenteur de la dette américaine, accumulée par le gouvernement chinois sous la forme de bons du Trésor américains.

Dans les conditions explosives créées par le développement de la crise mondiale, la bureaucratie chinoise est aujourd'hui amenée jusqu'à un certain point, pour préserver son pouvoir, à chercher à contrecarrer, ou en tout cas à freiner le processus de démantèlement de la propriété sociale, et donc de la Chine.

C'est ce qui explique le fait qu'avant la réunion du G 20, des représentants officiels du gouvernement chinois aient avancé la possibilité de l'établissement d'une monnaie de référence qui ne soit pas le dollar. Proposition dont la signification est capitale, car, prise au sérieux, elle équivaut à une mise en cause directe de la place mondiale occupée par l'impérialisme américain. Tout aussi capitale est la capitulation sur ce point de la bureaucratie chinoise, qui s'est refusée à poser cette question lors de la réunion du G 20.

En Chine, le pouvoir de la couche bureaucratique dirigeante repose sur le parasitage de la propriété sociale. Il est donc en contradiction avec l'action et l'organisation indépendantes de la classe ouvrière chinoise, seule force sociale capable de défendre, rétablir et étendre les conquêtes sociales de la révolution chinoise dans le cadre du combat international de la classe ouvrière mondiale pour son émancipation.

Mais parce qu'il repose sur le parasitage des conquêtes arrachées par la révolution de 1949 (propriété d'Etat des moyens de production), la crise actuelle mine les bases mêmes de ce pouvoir et conduit inexorablement la bureaucratie à se déchirer, certaines de ses fractions cherchant à limiter le démantèlement en cours.

Cependant, la couche bureaucratique dirigeante dans son ensemble n'a aucune indépendance véritable vis-à-vis de l'impérialisme : pour s'assurer les moyens d'une politique indépendante, il lui faudrait s'appuyer sur les intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie, ce qui est contradictoire avec la nature même de son pouvoir politique.

C'est bien pourquoi la question ne pouvait être posée au G 20, et que la bureaucratie chinoise, liée et se subordonnant au maintien à l'échelle mondiale du système impérialiste, ne pouvait la poser.

L'existence même de la classe ouvrière chinoise est liée aux rapports de propriété par lesquels elle s'est développée. Sa résistance — manifestée sur tous les terrains malgré la répression — pose la question de la démocratie ouvrière, de la conquête du pouvoir politique, donc de la révolution politique, seul moyen en définitive de s'opposer à la liquidation de la propriété collective, et donc de l'Etat qui y est lié.

UN NOUVEAU BRETTON WOODS ?

Avant le G 20, il y a eu beaucoup de discours sur "*la refondation du capitalisme*", voire même l'instauration d'un nouvel ordre mondial. A ce sujet, on a évoqué la possibilité d'un nouveau Bretton Woods. Ce sont là de purs bavardages, mais qui ont comme fonction d'aider à

semer l'illusion selon laquelle il y aurait des solutions favorables aux masses travailleuses dans le cadre de l'acceptation et de l'accompagnement des décisions du G 20.

Rappelons que les accords de Bretton Woods (1944) ont exprimé, dans les conditions de la liquidation du second conflit mondial, la prédominance de l'impérialisme américain. Il s'agissait alors avant tout de faire barrage à la révolution prolétarienne. Avec le concours décisif de la bureaucratie stalinienne, l'objectif était de reconstruire les bases d'une stabilité temporaire pour les différents Etats bourgeois d'Europe. Aussi, ces accords, s'ils exprimaient la prédominance indiscutable de l'impérialisme américain, le faisaient alors qu'il était encore possible de reconstruire un cadre pour l'économie mondiale dans lequel demeurait une place pour les impérialismes secondaires. Les accords de Bretton Woods avaient pour but explicite de fixer les grandes lignes du système financier international et ont donc consacré la suprématie du dollar, mais dans des conditions où celui-ci restait indexé sur l'or.

La décision de Nixon de 1971 de décrocher le dollar de l'or donnait ainsi à la devise américaine un cours forcé découlant de la domination politique et militaire des Etats-Unis. Tout le développement postérieur de l'économie capitaliste mondiale et toutes les convulsions qui le marquent jusqu'à la crise actuelle se déroulent dans ce cadre.

Aujourd'hui, répétons-le, remettre en cause la place du dollar serait remettre en cause la place détenue par l'impérialisme américain dans la préservation de l'ordre mondial. Pour ses propres intérêts, l'impérialisme américain ne peut que s'y refuser. Les autres bourgeoisies ne peuvent remettre en cause cet état de choses, parce que, quel que soit le tribut qu'elles doivent en conséquence payer, il est indispensable à leur propre survie comme classe dominante.

Obama a clairement signifié lors du G 20 que l'impérialisme nord-américain entendait partager le fardeau de la "guerre sans fin" décrétée par Bush en en faisant payer le plus possible le prix par ses partenaires. Pour lui, "lutter contre la crise", c'est associer les impérialismes secondaires.

daïres au sauvetage avant tout du capitalisme américain.

Moins que jamais, dans les conditions de la crise, il n'y a de "super-impérialisme", au sens d'une émancipation quelconque à l'égard des lois du système capitaliste. Plus que jamais, il y a un impérialisme dont les décisions essentielles ne peuvent être remises en question.

En ce sens, on peut dire que la décision la plus importante prise par le G 20, bien qu'elle ne figure pas dans sa résolution finale, c'est qu'en aucun cas le règne du dollar ne peut être aboli et que, quelle que soit la réalité de la "monnaie de singe" utilisée par les Etats-Unis, elle reste la seule mesure pour tous les échanges.

Même si cela, aujourd'hui, aboutit à une impasse, l'impérialisme américain, entraînant derrière lui toutes les forces attachées à la préservation de l'ordre existant, n'a d'autre possibilité que de continuer dans la même voie, multipliant les désastres pour tous les peuples.

Il n'y a d'issue positive que dans le combat des travailleurs du monde pour leur émancipation, combat qui se matérialise dans leur refus des plans de sauvetage du capital financier et qui, dans son développement, pose la question de l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

OTAN, UNION EUROPÉENNE

En continuité directe avec le G 20 réuni à Londres, s'est tenu à Strasbourg un sommet de l'OTAN. L'un des éléments qui ont marqué ce sommet, c'est le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Cette décision du gouvernement Sarkozy ne fait que souligner ce qui a été le fait dominant de la réunion du G 20 et de ses suites : la réaffirmation, sur tous les terrains, de la domination américaine, dont l'OTAN est le bras armé. Le style a pu changer avec l'accession à la présidence de Barack Obama, mais la continuité stratégique est parfaitement maintenue : le "multilatéralisme" affiché n'est qu'une forme d'une domination unilatérale et de plus en plus sans partage. La crise mondiale n'épargne aucun des ins-

truments du système impérialiste. L'OTAN n'échappe pas à la règle.

Si sa fonction est d'affecter, en fonction des besoins de l'impérialisme américain, des tâches militaires (ou le financement de ces tâches) à diverses puissances comme le Japon et les grands Etats européens, il se heurte à des limites nées précisément de la faiblesse des partenaires de l'impérialisme américain. C'est cette faiblesse, et donc les risques d'explosions sociales qui expliquent que l'impérialisme américain mette lui-même un frein à la pression qu'il exerce sur eux. Mais cela dans un cadre qu'il fixe souverainement et dans lequel l'OTAN est amené à jouer un rôle central comme bras armé de l'impérialisme américain.

Ce qui a été confirmé, à la suite du G 20, c'est le nouveau rôle planétaire de cette alliance, conçue à l'origine comme un pacte défensif face à l'URSS. Les opérations militaires de l'OTAN ne se limitent nullement, comme l'atteste son rôle en Afghanistan, à un périmètre délimité. Ce qui a été enregistré au sommet du G 20 et dans le sommet de l'OTAN, c'est la confirmation de la stratégie définie par Condoleezza Rice, qui liait la subordination de l'Union européenne à l'OTAN aux nouvelles missions affectées à celle-ci.

Elle écrivait :

"Les Etats-Unis se réjouissent de l'existence d'une Europe unie et cohérente. Il n'y a pas de doute que l'Union européenne est un pilier de l'évolution démocratique de l'Europe de l'Est après la guerre froide (...). L'Union européenne et l'OTAN ont eu une puissance d'attraction suffisante pour conduire des pays à effectuer les réformes nécessaires (...). 12 des 28 membres de l'OTAN sont d'anciennes nations captives de la sphère soviétique. Par l'envoi de troupes en Afghanistan ou en Irak et en défendant fermement la poursuite de l'extension de l'OTAN, ces Etats ont apporté une énergie nouvelle à l'Alliance (...). Si, en 2000, quelqu'un avait dit que ce serait l'OTAN qui délogerait les terroristes de Kandahar, qui formerait les forces de sécurité d'un Irak libre, qui fournirait un soutien indispensable aux forces de paix au Darfour et installerait un bouclier de missiles, qui l'aurait cru ?"

Ce qu'expliquait Rice rejoint ce qu'écrivait, également à la veille de

l'élection présidentielle, le secrétaire à la Défense, Robert Gates, expliquant :

“Les Etats-Unis auront bientôt un nouveau président, mais les problèmes complexes auxquels ils doivent faire face seront toujours là.”

Robert Gates a été confirmé dans ses fonctions de secrétaire à la Défense par Barack Obama.

LE RÔLE DU FMI

L'autre institution dont le rôle a été souligné par le G 20, c'est le Fonds monétaire international, qui a vu, face à la crise, tripler ses ressources.

Mais, précisément, d'où viennent les ressources du FMI ? Elles viennent d'abord de la quote-part versée par chaque pays adhérent, en proportion de son importance économique. Les plus gros cotisants sont, bien évidemment, les principales puissances impérialistes, et au premier chef les Etats-Unis. Si l'OTAN est le bras armé de l'impérialisme américain, le FMI a été et reste l'instrument économique et financier privilégié pour le pillage des peuples et des nations. L'une des conséquences de la pression exercée par l'impérialisme américain pour que toutes les autres puissances se sacrifient pour le sauver est précisément que celles-ci sont appelées à fournir de nouveaux fonds au FMI, mais sans que cela mette en cause le contrôle exercé par les Etats-Unis.

Parmi les décisions prises, relevons celle-ci : le renforcement du FMI et de la Banque mondiale. Le FMI, dont les ressources s'établissaient jusqu'à présent à environ 250 milliards de dollars, se voit attribuer 500 milliards de plus, soit un triplement de ses ressources. D'où viennent ces 500 milliards ?

Le FMI s'est vu notamment autorisé à créer une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) pour l'équivalent de 250 milliards. Le DTS est une unité de compte créée par le FMI en 1969, qui est en quelque sorte un panier de quatre devises : dollar, euro, yen et livre sterling. Le DTS est en fait une monnaie créée par le FMI, et qui n'est utilisée que par les banques centrales. Mais c'est une mon-

naie de singe acceptée en tant que monnaie par les pays adhérent au FMI.

Une “allocation”, c'est tout simplement de la création monétaire *ex nihilo*. L'allocation décidée par le G 20 a pour but d'injecter cette “monnaie” dans le système. Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, a déclaré à ce sujet que

“ces DTS permettent d'apporter de la liquidité (de l'argent frais) à nos membres, qui peuvent se les prêter entre eux. Ils leur servent de réserve” (Les Echos, 3 et 4 avril 2009).

Ces 250 milliards de dollars seraient mis donc à disposition des pays qui menaceraient de tomber en faillite. Depuis le début de la crise, le FMI est intervenu pour “sauver” le Pakistan, l'Islande, la Lettonie, la Hongrie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Serbie, la Bosnie et la Roumanie. Et le Mexique, par la voix de sa banque centrale, vient d'appeler à l'aide le FMI en lui demandant un prêt de 47 milliards de dollars. Un appel au secours de la Grande-Bretagne est également évoqué...

Mais ce que tout le bruit autour du G 20 occulte, c'est le fait que les prêts accordés par le FMI (et les différentes mesures de renforcement de ses ressources visent à asseoir cette capacité de prêt) le sont toujours à certaines conditions réunies dans les plans d'ajustement structurel. L'ajustement, dans le langage du FMI, ce sont les coupes claires dans les budgets publics, les privatisations, le démantèlement des services publics. Les coupes budgétaires étaient en tête de la liste des mesures exigées dans les plus récentes interventions du FMI.

Le “socialiste” français qui préside le FMI, Dominique Strauss-Kahn, se réjouissait de la nouvelle “*puissance de feu*” accordée au FMI. Cette “puissance de feu” est dirigée contre les peuples.

SAUVER WALL STREET

Dans sa déclaration finale, le G 20 déclare s'engager à poursuivre “*l'effort budgétaire et monétaire*” pour permettre la relance et le plus grand programme de soutien du secteur financier des temps

modernes. En d'autres termes, saigner les nations et les peuples du monde entier pour sauver le secteur financier, et d'abord Wall Street, aux dépens des travailleurs.

D'après le G 20, les dépenses résultant de ce plan devraient atteindre 5 000 milliards de dollars à la fin de 2010 ; en même temps, ce sont 50 millions de licenciements qui sont prévus dans le monde pendant la même période.

Une catastrophe sociale qui menace les travailleurs de tous les pays, qui menace tous les peuples. Une catastrophe à laquelle des dirigeants se réclamant du mouvement ouvrier osent demander aux travailleurs de s'associer.

C'est sur ce terrain, comme sur celui du recours aux moyens militaires, que se mène la guerre contre les travailleurs et les peuples.

Le G 20, tout en saluant les plans de relance estimés à environ 5 000 milliards de dollars au total, auxquels s'ajoutent les plans de sauvetage des banques, renforce les outils de remise en cause et de destruction de tous les acquis de l'humanité. Le message est clair : dépensez sans compter, faites marcher la planche à billets pour sauver les capitalistes et les spéculateurs, mais pas un sou ne doit être donné aux travailleurs et, au contraire, réduisez le "train de vie de l'Etat".

La question de la "régulation" est mise entre les mains d'un comité de stabilité financière (Financial Stability Board), extension d'une structure déjà existante depuis une dizaine d'années... et qui a montré sa grande compétence pour prévenir la crise. En fait, cette structure n'a jamais eu pour fonction (et n'aura pas plus cette fonction dans sa nouvelle configuration) de réguler quoi que ce soit. C'est une structure d'échange d'informations et de bons procédés sans aucune fonction de sanction. Et une fois de plus, comment demander à ceux qui, pendant des années, n'ont eu comme fonction que de faciliter la situation dans laquelle se trouve l'économie mondiale de s'"auto-réguler" ? C'est tout bonnement demander au renard de garder le poulailler.

CONCLUSIONS

Lorsqu'en 1993, la IV^e Internationale fut reproclamée, la résolution qui justifiait cette décision déclarait :

"Il ne fait pas de doute que, pour assurer leur survie, sous une forme ou sous une autre, dans des délais plus ou moins longs, des millions, des dizaines de millions d'êtres humains ne pourront, dans le monde entier, accepter d'être réduits au dénuement le plus complet, enfoncés dans une catastrophe préparée par la crise mondiale du système de la propriété privée des moyens de production."

La IV^e Internationale se reconstituait sur la base même de sa fondation : la lutte des classes. L'affirmation citée plus haut prolonge dans des conditions données ce qui était affirmé dans le programme de fondation de la IV^e Internationale :

"L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant, d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est bien entendu le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques."

Partout, face aux conséquences de la crise qui s'aggrave quotidiennement, les travailleurs se refusent à être "réduits au dénuement le plus complet". Partout, ils se dressent contre les plans de licenciements qui signifient la misère et la déchéance pour eux et leurs familles. Partout, ils se heurtent à la politique de ceux qui ont partie liée avec le système capitaliste en décomposition. Sous des formes diverses, variant suivant les situations spécifiques de chaque pays, la même exigence se trouve au premier rang des revendications : interdiction des licenciements.

Dans le système fondé sur la propriété privée des moyens de production, le licenciement n'est qu'une expression "naturelle" des lois du marché et du fait que celui qui possède comme sa propriété privée les moyens de production possède un pouvoir absolu sur ceux qui les mettent en œuvre.

Au lendemain de la révolution russe de 1905, Léon Trotsky écrivait :

“Les moyens de production appartiennent à la bourgeoisie, mais le prolétariat est seul à pouvoir les mettre en mouvement, de là résulte sa puissance sociale. Du point de vue de la bourgeoisie, le prolétariat est aussi l’un de ces moyens de production, qui, tous ensemble, ne constituent qu’un seul mécanisme unifié. Mais le prolétariat est la seule partie de ce mécanisme à ne pas être automatique et, en dépit de tous les efforts, il ne peut être réduit à la condition d’automate.”

L’action de la classe ouvrière pour ses droits élémentaires, pour le droit au travail, met en cause, dans ses fondements mêmes, le système capitaliste, c’est-à-dire, avant tout, la propriété privée des moyens de production, l’Etat qui défend ces rapports sociaux.

Les décisions du G 20, l’appui donné aux “plans de relance”, c’est-à-dire aux plans de sauvetage du capital financier, appuyés par nombre de dirigeants des organisations qui prétendent parler au nom de la classe ouvrière et de la démo-

cratie, définissent clairement l’alternative au sein du mouvement ouvrier : ou bien assumer la mission historique de défense des intérêts ouvriers pour laquelle les organisations ont été construites, ou bien s’intégrer à la “gouvernance mondiale” de ce système d’exploitation en décomposition.

Toutes les forces politiques qui se refusent, au sein du mouvement ouvrier, à poser cette question sont amenées à “accompagner”, en prétendant les améliorer, les décisions prises par le G 20. Or la mise en œuvre de ces décisions est incompatible avec l’indépendance des organisations que les travailleurs ont construites dans leur combat passé. La défense de cette indépendance est inséparable du rejet de ces plans, qui mènent, comme cela est quotidiennement attesté, à la barbarie.

**François Forgue
et Jean-Pierre Raffi**

De nouveau sur la place de la Confédération syndicale internationale (CSI)

Par Olivier Doriane

« Le directeur des services nationaux de renseignement des Etats-Unis a indiqué que “la principale préoccupation à court terme des Etats-Unis en matière de sécurité est la crise économique mondiale et ses implications géopolitiques”, en expliquant que les crises économiques qui durent plus d’un an ou deux accroissent le risque d’une instabilité propre à menacer le régime en place. Si elle n’est pas maîtrisée, la crise mondiale de l’emploi et de la protection sociale, qui touche les familles laborieuses et les communautés locales, se transformera en une crise politique bien plus généralisée. »

Cette crainte exprimée par un représentant haut placé de l’impérialisme américain est rapportée dans le rapport du directeur général de l’OIT intitulé *“Faire face à la crise mondiale de l’emploi”*, préparatoire à la 98^e session de la Conférence internationale du travail de juin 2009. La principale préoccupation des Etats-Unis est donc que la crise mondiale de l’emploi génère une instabilité propre à menacer le régime. Et pour maîtriser cette crise, la politique impulsée par l’impérialisme américain se construit autour d’un triptyque : généraliser les guerres de décomposition, détruire le travail et les conquêtes sociales partout dans le monde pour renflouer à fonds perdus les spéculateurs, et intégrer les organisations syndicales à

ces plans pour tenter de priver les travailleurs des organisations constituées par leur lutte de classe séculaire.

Le chef de file de cette politique est Barack Obama, qui, aux Etats-Unis, impose les accords à Chrysler et à General Motors (voir dans ce numéro l’article d’Alan Benjamin).

Cela s’exprime au niveau international par la recherche de la mise en place d’un “Pacte mondial pour l’emploi”, auquel tous devraient s’associer.

Nous voudrions dans cet article revenir sur la place qu’occupe dans ce dispositif la Confédération syndicale internationale (CSI). Rappelons que la CSI a été constituée en novembre 2006 et que sa constitution avait soulevé des problèmes politiques qui touchent à l’existence même du mouvement ouvrier, de la démocratie et des nations. Selon l’un de ses principaux initiateurs, Emilio Gabaglio (ancien dirigeant de la CES) :

“L’ambition était d’aboutir à une véritable refondation du syndicalisme international.”

La déclaration de principe adoptée au congrès constitutif de la CSI donnait le contenu de cette “véritable refondation” en ces termes :

“La CSI assume la tâche de lutter pour la gouvernance démocratique de l’économie globalisée.”

Lors de son Sixième Congrès mondial, la IV^e Internationale avait souligné dans une résolution qu’avec la constitution de la CSI,

“un dispositif a été mis en place pour domestiquer l’ensemble des organisations syndicales à l’échelle internationale. Il serait erroné de le sous-estimer. Cependant, cela ne règle pas le sort des organisations constituées par la longue lutte de la classe ouvrière et qui en sont membres.”

Au moment où le système capitaliste est entré dans une crise profonde, entraînant des millions d’hommes dans la catastrophe, et où, plus que jamais, les intérêts antagoniques entre les classes nécessitent que le mouvement syndical préserve son indépendance, il n’est pas inutile de revenir sur la place de la CSI.

Le sommet du G 20 vient de se tenir. On lira dans ce numéro de *La Vérité* l’analyse que nous en faisons. Nous établissons faits et preuves à l’appui qu’il a été dirigé du début à la fin par l’impérialisme américain, qui entend dicter ses ordres au monde entier. Quelle fut l’attitude de la CSI par rapport à cet événement ?

La CSI, bien silencieuse depuis le début de la crise, a publié conjointement avec Global Unions (1) deux déclarations, l’une avant le sommet, l’autre après. Il est frappant de constater que les dirigeants de la CSI se présentent d’abord comme des “conseillers” des gouvernements :

“Le mouvement syndical international appelle les responsables du G 20, travaillant de concert avec d’autres pays et institutions internationale, à une stratégie en 5 points pour faire face à la crise et pour une économie mondiale plus juste et plus soutenable pour les générations futures.”

Cela est conforme à la déclaration de principe de la CSI, qui indique :

“Une gouvernance effective et démocratique de l’économie mondiale réclame une réforme fondamentale des organisations internationales concernées, en particulier du FMI, de la Banque mondiale et de l’OMC (...). Le congrès reconnaît l’importance du dialogue social mondial.”

Les 5 points sur lesquels la CSI en appelle aux dirigeants des plus grandes puissances impérialistes sont les suivants :

“Mettre en œuvre un plan de relance et un programme de croissance durable coordonné au niveau international avec un impact maximum sur la création d’emplois (...);

– nationaliser les banques insolvables pour restaurer la confiance et le crédit dans le système financier ;

– se fixer l’objectif d’établir un seuil de décence sur le marché du travail (...);

– préparer un terrain sur un accord ambitieux sur le changement climatique (...);

– établir un référendum juridique composé des normes et d’instruments des organisations internationales économiques et sociales – l’OIT, le FMI, la Banque mondiale, l’OMC et l’OCDE –, réformer ces mêmes institutions et instaurer une gouvernance économique mondiale qui soit efficace et responsable (§ 30-32).”

Le document détaille ensuite les cinq points.

“Les gouvernements doivent prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin et user de leur pouvoir d’influence sur les banques pour raviver le marché du crédit et apporter de nouvelles liquidités. Depuis novembre 2008, la plupart des pays du G 7, et d’autres du G 20 et au-delà, ont annoncé ou adopté des mesures budgétaires pour stimuler la croissance. L’effet de ces mesures sur l’emploi et la croissance serait démultiplié si seulement elles étaient coordonnées et complémentaires au niveau international” (page 3).

Dans le monde entier, les gouvernements capitalistes ont en effet adopté des plans depuis novembre 2008. Il s’agit de plans de pillage des fonds publics pour renflouer les banques et les spéculateurs. Du plan Paulson, aux Etats-Unis, suivi du plan Obama, aux décisions de l’Union européenne obligeant tous les gouvernements d’Europe à verser aux banques partout des milliards d’euros ou de dollars à fonds perdu dans la spéculation pour renflouer les banques qui, comme aux Etats-

(1) Cette déclaration commence de manière surprenante en constatant : “Dix ans de progrès en matière de réduction de la pauvreté ont été balayés en quelques mois.” Les peuples du monde entier n’ont pas bien vu, au cours des dix dernières années, où et comment la pauvreté avait reculé.

Unis, reconnaissent qu'elles ne savent pas ce que sont devenues ces sommes fantastiques, comment est-il possible de présenter cela comme des mesures visant à stimuler la croissance ? Les faits sont là. L'Union européenne, lors de ce premier sommet de crise, a décidé d'offrir 1 700 milliards d'euros aux banquiers et aux spéculateurs. Le résultat : une vague de désindustrialisation, de liquidation des emplois sans précédent en Europe (3 000 chômeurs supplémentaires par jour en France, 11 000 par jour en Espagne).

Le rôle du mouvement syndical est-il de demander la généralisation de ce dispositif au niveau mondial ? A ce compte-là, la CSI (qui se présente frauduleusement comme le mouvement syndical international) a obtenu gain de cause. Car c'est exactement ce qu'a décidé le G 20 en décrétant le plus grand plan de soutien aux institutions financières internationales jamais réalisé. 5 000 milliards de dollars supplémentaires devraient être versés pour nourrir les banques au nom du fait que, demain, celles-ci relanceraient la production. La réalité est tout autre. Les fonds versés dans la spéculation par les gouvernements qui pillent les richesses publiques sont ensuite récupérés par l'augmentation des conditions d'exploitation dans tous les pays, par la destruction des services publics, par la liquidation des postes de travail.

Que la CSI, qui s'est fixé dans ses statuts l'objectif de participer à la gouvernance mondiale, le revendique, c'est dans l'ordre des choses. Cela confirme qu'il ne s'agit pas d'une organisation syndicale. Mais les confédérations syndicales ouvrières, pour se préserver, se doivent au contraire de refuser de s'enchaîner à ce dispositif d'union sacrée des plans de relance.

Dans la lettre d'invitation convoquant son Septième Congrès mondial, la IV^e Internationale affirme :

“Tous les travailleurs savent que ces sommes seront versées en vain. Elles ne serviront tout au plus qu'à relancer la machine de la spéculation et de l'exploitation. A la crise actuelle succédera une autre crise encore plus dévastatrice tant que le problème n'aura pas été réglé à la racine. Et la racine, c'est le régime capitaliste fondé sur la propriété privée

des moyens de production. La IV^e Internationale lance un appel solennel à toutes les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier et de la démocratie : la défense de la nation, de la démocratie et de la classe ouvrière exige de rompre avec ce plan. L'indépendance du mouvement ouvrier est à ce prix. Les travailleurs n'ont d'autre choix que de se dresser dans l'unité pour dire : retrait de ces plans infâmes.”

Poursuivons la lecture des propositions de la CSI.

“En cette période difficile, les entreprises doivent faire preuve de responsabilité sociale et maintenir leurs salariés le plus longtemps possible” (page 5).

Il y a belle lurette que les travailleurs savent ce qu'il en est de la responsabilité sociale des entreprises. Comme l'a fort justement rappelé un économiste, la seule responsabilité sociale d'une entreprise est bel et bien de faire du profit. Et que veut dire pour une organisation syndicale “maintenir les salariés le plus longtemps possible” ? Y a-t-il un moment où le syndicat devrait accepter les licenciements ? C'est ce que propose la déclaration :

“La restructuration doit se fonder sur le dialogue entre direction, syndicats et représentants des travailleurs. Les entreprises touchant des aides publiques doivent respecter les accords avec les pouvoirs publics et les syndicats pour des plans de restructuration incluant la réinsertion et la formation professionnelles” (ibidem).

En fait, cette déclaration est un véritable programme visant à faire dépendre les revendications ouvrières de l'entreprise elle-même.

Ainsi est-il proposé, en ce qui concerne les salaires, de lier leur augmentation aux gains de productivité.

“Cela passera par une amélioration du respect des droits des salariés pour que les syndicats puissent négocier des augmentations salariales en ligne avec les gains de productivité” (page 6).

Il s'agit d'une politique corporatiste visant à nier la réalité de l'opposition entre les classes et visant à ce que l'ensemble des organisations syndicales se considèrent comme faisant partie d'un “tout” qui serait l'entreprise. Mais ce corporatisme a une particularité. Il s'exprime à l'époque de l'impérialisme décomposé

qui détruit les nations, il est donc d'essence supranationale. C'est ainsi que, s'inscrivant dans ce schéma des institutions supranationales contre les nations, la déclaration de Global Unions et de la CSI participe de la dénonciation, au nom de la lutte contre le protectionnisme, du droit des nations à prendre les mesures de sauvegarde, par les nationalisations, par des lois et des réglementations contre les marchés et les multinationales à l'échelle mondiale.

« Il nous faut éviter les erreurs de la crise des années 30 et le retour au protectionnisme "du chacun pour soi" (...). »

Et la CSI de revendiquer d'être impliquée dans ce dispositif supranational :

"Les gouvernements doivent mettre fin à la fragmentation de la réglementation financière, qui, aujourd'hui, est divisée par métier et par juridiction nationale. Il faut procéder à une consolidation supranationale là où cela s'avère nécessaire, notamment en Europe. Les autorités de contrôle doivent pouvoir disposer de pouvoirs d'exécution suffisants et de ressources à la hauteur de leur mission. La voix des syndicats doit être entendue dans leur gouvernance" (page 10).

"A plus long terme, il faut recréer les structures tripartites pour les consultations économiques et sociales, et l'élaboration des politiques (...). Faire participer les représentants de la population active aux décisions qui déterminent la croissance de l'emploi et de l'économie est non seulement conforme aux principes démocratiques, mais se justifie d'un point de vue économique" (page 12).

Est-ce le rôle d'un syndicat de participer à la définition de l'économie et de prendre des décisions qui se justifient d'un point de vue "économique" ? Dans le système capitaliste fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et l'extraction de la plus-value, ce qui se justifie d'un point de vue économique pour les capitalistes, c'est la rentabilité et la réalisation du taux de profit. Ce qui se justifie pour les ouvriers, c'est la défense de leur emploi, c'est la défense de leur force de travail, c'est la défense de la seule classe productive de l'humanité. Ce sont là des intérêts antagoniques. Il n'y a pas de point de vue économique abstrait dans la société capitaliste.

Cette gouvernance que revendique la CSI est fort précise :

"La crise a révélé les failles dans la gouvernance économique mondiale. Certes, il n'y pas de solution unique à la gouvernance mondiale (...). Il coule de source que la gouvernance nationale à elle seule ne suffira pas et qu'une nouvelle architecture institutionnelle s'impose au niveau mondial dans le cadre d'un accord global (...). Le processus du G 20 présente certains aspects utiles à cet égard, mais reste fortement orienté vers les questions financières (...). Il nous faut un nouveau forum pour traiter des politiques économiques et sociales au niveau mondial, un forum qui soit tout à la fois légitime, efficace et redevable. Une avancée dans ce sens pourrait être la Charte, ou Référent légal, de gouvernance mondiale économique et sociale fondée sur les normes de l'OCDE, de l'OMC, de l'OIT, du FMI et de la Banque mondiale, que proposent la chancelière allemande et le ministre italien des Finances"(page 13).

La CSI revendique donc que le mouvement syndical se constitue en soutien aux propositions des gouvernements de la chancelière allemande membre de la CDU et du ministre italien des Finances du gouvernement Berlusconi pour la mise en place d'institutions internationales.

Poursuivant leur travail de conseillers des gouvernements, la CSI et Global Unions demandent à ce que les syndicats travaillent avec les ministres des Finances :

"Les gouvernements peuvent entamer ce travail, à condition toutefois qu'il ne soit pas laissé au bon vouloir des banquiers et des fonctionnaires des ministères des Finances dans des réunions à huis clos. Les syndicats sont prêts à entamer un dialogue constructif et appellent les gouvernements à les inviter à la table des négociations. Les syndicats doivent faire partie intégrante de nouvelles instances consultatives et de gouvernance (...)" (page 14).

Il y a incontestablement dans cette position de la CSI un élément extrêmement dangereux pour le mouvement syndical. On vient d'en voir un exemple récent en Europe, où le bras armé de la CSI qu'est la CES a cherché à imposer comme institution supranationale son orientation intégrationniste aux confédéra-

tions syndicales italiennes. La CES a en effet condamné la CGIL pour avoir refusé de signer un accord remettant en cause les conventions collectives nationales. John Monks, secrétaire général de la CES, a en effet adressé une lettre à Guglielmo Epiphani pour condamner la manifestation de la CGIL qui a rassemblé 2,5 millions de travailleurs à Rome. Motif : la CGIL a refusé de signer, comme l'ont fait les deux autres confédérations italiennes, l'accord remettant en cause les conventions collectives nationales au profit d'accords d'entreprise. Cette lettre de Monks précisait :

“La CES souhaite que le syndicalisme italien retrouve le plus rapidement possible l'unité d'action pour s'opposer à la crise et mieux soutenir l'initiative du syndicat européen. Quel est le contenu de cette prétendue unité d'action ?”

La réponse est donnée par John Monks lui-même :

“Il était nécessaire de décider la mise en œuvre d'un plan de relance comme l'a fait la Commission européenne, tout comme le sauvetage des banques a été nécessaire.”

On le voit, les propositions de la CES à l'échelle internationale ont des conséquences pratiques dans ce qu'ils cherchent à imposer dans chaque pays.

Mais les positions de la CSI ne peuvent que susciter débat et réactions. Car pour dangereuse que soit l'existence de la CSI, cela ne règle pas, fort heureusement, la question de la nature des organisations qui y adhèrent. C'est ainsi que les responsables de la CGIL en Italie ont bel et bien refusé le diktat, maintenu leur manifestation et confirmé leur exigence de l'arrêt des licenciements et du maintien des conventions collectives nationales.

Après la tenue du G 20, la CSI a donc publié une nouvelle déclaration. Cette dernière se félicite des résultats de ce sommet. Selon la CSI, *“la déclaration adoptée lors du sommet du G 20 de Londres offre la possibilité d'une nouvelle mondialisation au cœur de laquelle se trouverait l'emploi et qui marquerait la fin des politiques inopérantes de ces trente dernières années”*, avec une *“attention particulière à la sauvegarde et à la création d'emplois”*, une *“réglementation des marchés financiers”*, *“davantage de soutien aux pays en développement et aux économies*

émergentes, réforme des institutions financières internationales et renouvellement des engagements vis-à-vis des Objectifs du millénaire pour le développement”, et des *“politiques visant à éviter les soubresauts économiques, et soutien aux activités économiques anticycliques”*.

Guy Ryder, secrétaire de la CSI, annonce :

“Le G 20 nous a offert la possibilité de tourner la page après des décennies de déréglementation et de restaurer le rôle des gouvernements en s'assurant que la finance sert les intérêts de l'économie réelle, qui doit à son tour servir les intérêts des populations (...). Nous saluons tout particulièrement le renforcement du rôle de l'OIT.”

Nous sommes là au cœur du processus ouvrant la voie au Pacte mondial pour l'emploi. Mais avant d'en arriver à cette question, relevons qu'en ce qui concerne l'appréciation du sommet du G 20, des organisations syndicales ont exprimé un autre point de vue.

Ainsi, la KCTU de Corée considère :

« Nous sommes dubitatifs sur le fait que les mesures qui devraient être discutées à ce sommet soient des solutions véritables. Nous mettons également en doute le fait que les dirigeants du G 20 et des invités comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et autres institutions puissent prétendre être “ceux qui vont résoudre les problèmes” de la crise mondiale. En résumé, ces institutions sont toutes complices dans la mise en œuvre de politiques néo-libérales, du libre commerce et du libre investissement, et de la mondialisation financière. De plus, alors que le G 20 considère que “les racines de la crise actuelle” sont “les mauvaises pratiques de gestion du risque, la complexité et l'opacité croissantes des produits financiers” et dans d'autres domaines, nous, soussignés, réaffirmons que la crise économique mondiale en cours est en fait la conséquence des contradictions intrinsèques au système capitaliste que ces institutions prétendent si noble. Par conséquent, les mesures envisagées par le G 20 sont autant de piqûres de ciment pour maintenir un système “failli” — et non une réhabilitation fondamentale du système qui a provoqué la crise actuelle. Nous maintenons que les solutions véritables commencent avec la sauvegarde

des conditions de vie des travailleurs, de leurs familles et des peuples (...).

Nous, soussignés, sommes également opposés à la "sauvegarde inconditionnelle" des banques et des institutions financières, qui ne vise qu'à faire payer les ravages provoqués par les spéculateurs par la population. Un transfert des richesses aussi gigantesque revient à prendre l'argent des familles ouvrières pour payer les plus riches actionnaires des banques dans le monde. Par conséquent, les pertes provoquées par la spéculation financière ne doivent peser que sur ceux qui ont spéculé. Il y a nécessité d'une politique de confirmation et de renforcement du caractère public des banques et des institutions financières, y compris par la nationalisation des banques.

Par ailleurs, il faut dépasser le faux débat sur "protectionnisme" ou "libéralisme" pour concevoir et promouvoir un système de commerce international plus équitable et favorable aux travailleurs. En particulier, nous, soussignés, sommes totalement opposés à la politique commerciale de l'administration du gouvernement Lee Myung Bak, en Corée, qui a osé défendre un accord de libre commerce bilatéral (ALC) avec les Etats-Unis et l'Union européenne sous prétexte d'en finir avec le protectionnisme. Il faut affirmer clairement que l'ALC est l'une des principales institutions responsables de la crise actuelle, car il a miné largement les règles imposées aux services financiers et promeut la flexibilisation du marché du travail et la privatisation. De plus, l'ALC a entraîné une série de désastres, comme la liquidation de l'auto-suffisance de la production alimentaire, de l'accès de la classe ouvrière à des services fondamentaux par la privatisation des services publics, de l'accès aux soins et du droit à l'information, du fait d'accords draconiens sur la propriété intellectuelle (...).

Nous sommes convaincus que les véritables solutions ne pourront être trouvées qu'en considérant comme une question centrale les conditions de vie des travailleurs, de leurs familles et du peuple. »

Oui, c'est en partant des intérêts de la classe ouvrière et des peuples, contradictoires en tout point à la survie du régime capitaliste et au plan de relance des institutions supranationales, qu'une solution peut être trouvée à la crise de l'humanité. C'est précisément contre cette indépendance que se dresse la menace du Pacte mondial pour l'emploi.

La réunion initiée par l'Entente internationale à Genève a attiré l'attention du mouvement ouvrier mondial sur le danger que représente cette initiative.

Il est nécessaire de préciser qu'elle a été construite dans un véritable "pas de deux" entre la CSI et les institutions de l'impérialisme.

En effet, la déclaration commune de la CSI revendique le fait que

"l'OIT doit être au centre d'une nouvelle architecture multilatérale qui puisse répondre à la crise actuelle de la mondialisation (...). Les gouvernements travaillant avec les partenaires sociaux et avec la participation d'organisations pertinentes telles que l'OIT doivent créer un nouvel ordre économique mondial."

Le sommet du G 20 a répondu à cette demande en chargeant l'OIT de préparer un sommet mondial pour l'emploi. Comme il est indiqué dans le rapport de Somavia déjà cité, le "présent rapport réunit les éléments initiaux d'un Pacte mondial pour l'emploi, (qui) reflète aussi la conférence de Londres sur les emplois tenue par le G 20 et la réunion du G 8".

Le même document précise :

« Le 2 avril 2009, les dirigeants du G 20 ont adopté un plan de relance mondial, qui, dans sa section intitulée "Favoriser une relance équitable et durable pour tous", comporte la demande suivante formulée à l'intention de l'OIT : "Nous reconnaissons la dimension humaine de la crise (...). C'est pourquoi nous nous félicitons des rapports de la conférence de Londres sur l'emploi et du sommet social de Rome, ainsi que les principes clés qu'il propose. Nous appelons l'OIT, en collaboration avec d'autres organisations concernées, à évaluer les mesures déjà prises et celles qui seront nécessaires à l'avenir." Le 5 avril 2009 (...), l'OIT a été priée de prendre la tête des travaux sur le Pacte mondial pour l'emploi. »

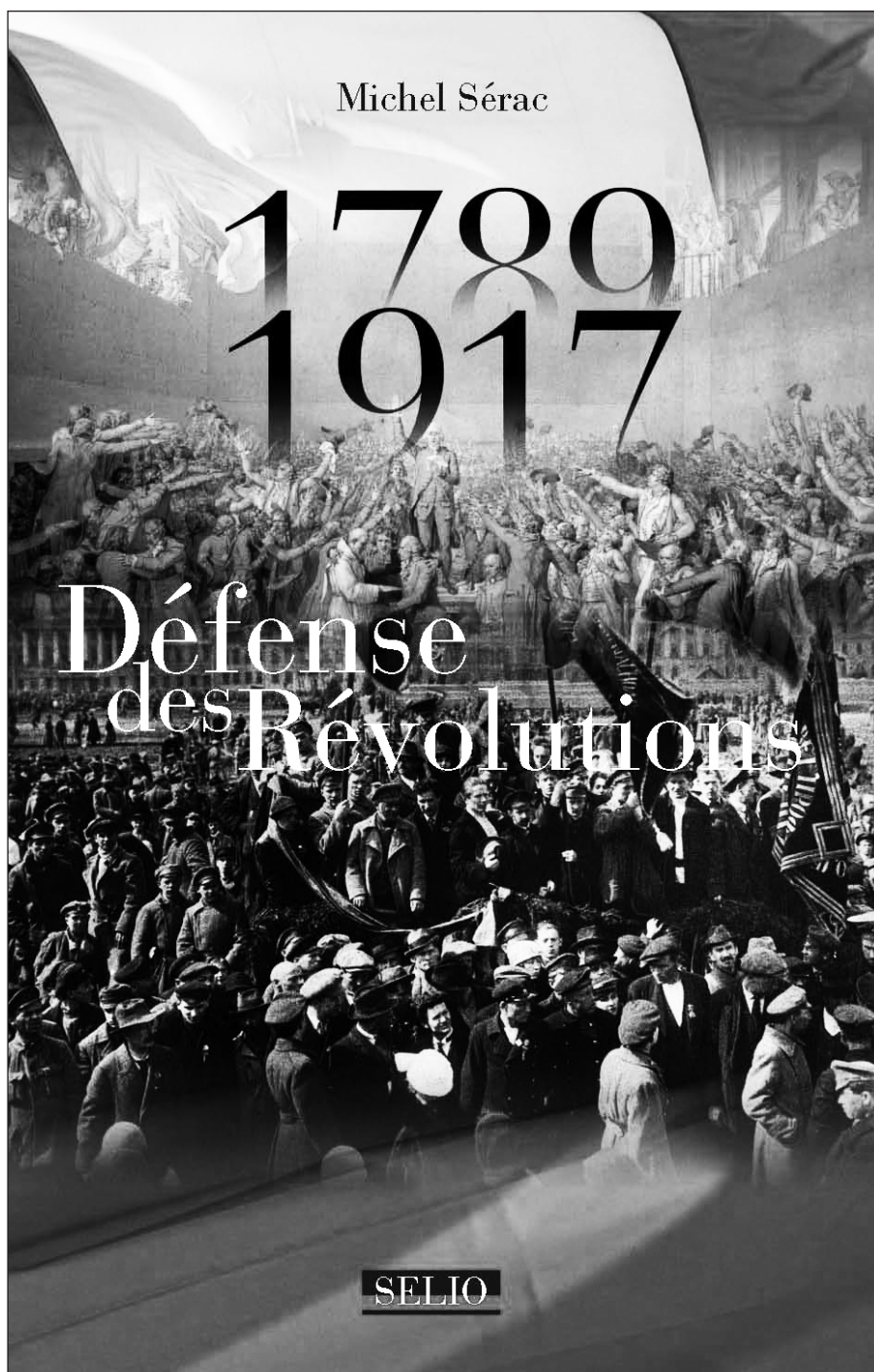
C'est donc dans une véritable collaboration étape par étape entre la CSI et les dirigeants du sommet du G 20 qu'a été préparé le dispositif visant à utiliser l'OIT pour la mise en œuvre d'un Pacte mondial pour l'emploi afin d'intégrer les organisations syndicales à l'ordre corporatiste.

Les débats autour de ces questions — à savoir : le mouvement ouvrier mondial doit-il s'intégrer dans la gouvernance mondiale et à tous les niveaux, ou, à l'in-

verse, doit-il assumer sa mission historique de défense des intérêts ouvriers ? — seront au cœur de la préparation et de la tenue de la conférence mondiale ouverte

contre la guerre et l'exploitation convoquée à Berlin les 22 et 23 mai 2010.

Olivier Doriane



Michel Sérac : *Défense des révolutions*. En vente à la Selio au prix de 24 euros.

*“L’émancipation des travailleurs
sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes”*

**Courant socialiste internationaliste
(section péruvienne de la IV^e Internationale)**

Déclaration

**Le gouvernement apriste au service de l’impérialisme
est responsable !**

Le massacre de Bagua endeuille toute la nation !

**Saluons le Front de défense de la vie
et de la souveraineté nationale !**

**Unité pour renverser le gouvernement assassin
et vendeur de la nation !**

**Assemblée constituante souveraine dotée de pouvoirs,
qui nomme un gouvernement responsable devant elle
qui sauve la nation !**

Obéissant aux ordres de l’impérialisme américain pour imposer le traité de libre commerce, le gouvernement a donné l’ordre de tirer sur la population native qui protestait pacifiquement depuis plus de 50 jours, exigeant l’abrogation de neuf décrets qui ont été déclarés inconstitutionnels par la commission de Constitution du Congrès de la République. D’après des informations, plus de 150 natifs auraient été assassinés parce qu’ils défendaient leurs terres, il y aurait 23 policiers tués. Il y a des centaines de blessés. Le gouvernement seul est responsable de ce carnage !

Par ce massacre, le gouvernement ouvre une étape de terreur, dont le but est d’écraser par le feu et le sang les masses populaires, empêcher la grève des mineurs annoncée pour le 15 juin et les protestations en cours, afin d’imposer les 200 000 licenciements qu’Alan Garcia a annoncés pour les mois de mai et de juin. C’est la

politique du FMI, de la Banque mondiale, de l’OMC, et les ordres de l’ambassade américaine. Le combat de l’Amazonie s’ajoute à la lutte des mineurs de Doe Run et de tout le pays, des enseignants, qui préparent une grève illimitée, et d’autres secteurs.

Soit nous nous unissons pour vaincre le gouvernement, soit le gouvernement nous écrasera tous ! C’est ce qu’a dit le camarade Alberto Pizango, président de l’AIDSESEP, dans la réunion du 4 juin, en proposant la constitution d’un commandement national de lutte avec la CGTP, CUT, CCP, CNA, AIDSESEP, CONACAMI, la Coordination politico-sociale et d’autres organisations politiques. Réunies, ces organisations ont constitué le “Front de défense de la vie et de la souveraineté nationale”, qui appelle à une mobilisation nationale pour le 11 juin avec le mot d’ordre “*A bas le gouvernement. Démission*”

du cabinet ministériel !” et qui exige la levée de l’état d’urgence, l’arrêt des poursuites contre Alberto Pizango, l’abrogation des décrets législatifs d’application du traité de libre commerce, et appelle à une grève nationale.

Le Courant socialiste internationaliste considère que le Front de défense de la vie et de la souveraineté nationale est appelé à agir comme un vrai commandement national unitaire de lutte et que la chasse menée pour emprisonner Alberto Pizango, la qualification de terroristes et de délinquants envers les dirigeants et habitants natifs, le refus du gouvernement de lever l’état d’urgence et son extension par le couvre-feu à Bagua, Utcubamba et d’autres villages, démontrent que le gouvernement a décidé de prendre la voie de la guerre contre le peuple, pour tenir son engagement vis-à-vis de l’impérialisme américain d’appliquer le traité de libre commerce.

C’est la défense de la nation et des travailleurs qui est en jeu ! Plus de 44 millions d’hectares ont déjà été remis à quelques multinationales pétrolières, et ils veulent continuer. Près de 30 milliards de dollars pour “payer la dette externe” ont été donnés aux banques étrangères, en moins de 4 ans, et ils veulent leur en donner bien davantage. Plus de 200 000 travailleurs ont été licenciés ces derniers mois et l’on en annonce 200 000 autres. Plus de 4 000 emplois directs et plus de 20 000 indirects sont sur le point de disparaître à La Oroya du fait de la fermeture de la multinationale minière Doe Run, qui, avec la complicité du gouvernement, déclare la “faillite économique”. 400 travailleurs s’ajoutent aux 600 licenciés à SiderPeru par la multinationale Gerdau, qui annonce de nouveaux licenciements. On licencie dans les entreprises textiles, la pêche, les conserveries. Le licenciement de milliers d’instituteurs et de fonctionnaires est en préparation. Le plan de privatisation de l’éducation à tous les niveaux se poursuit, celui de la santé publique. Cela ne peut continuer !

Que le commandement national de lutte organise la lutte pour renverser le gouvernement ! a été le cri unanime des travailleurs rassemblés mardi 4 juin au local de l’AIDSESEP. Ce gouvernement est la continuité du fujimorisme, dont la

Constitution, les lois et les institutions régissent le pays, avec le même style de mafieux et de gangsters.

Renverser le gouvernement, c’est la volonté de milliers qui, à chaque mobilisation, répètent “*Urgent, urgent ! Nouveau président !*”. Voilà pourquoi il y a chaque fois davantage d’organisations syndicales, paysannes et populaires qui mettent en avant la nécessité de convoquer une Assemblée constituante souveraine avec tout le pouvoir, qui nomme un gouvernement responsable devant elle, avec mandat de défendre la souveraineté et l’unité de la nation, nationaliser et renationaliser toutes les ressources naturelles et les entreprises privatisées comme seule issue pour empêcher les licenciements et réemployer les licenciés, annuler le paiement de la dette externe pour utiliser les ressources dans un plan de sauvetage des travailleurs et du peuple de la crise capitaliste qui s’approfondit chaque fois davantage, annuler le traité de libre commerce avec les Etats-Unis et abroger les 102 décrets au service de la division de la nation, pour que les multinationales s’approprient les mines, le pétrole, le gaz, la terre, l’eau, l’Amazonie, etc. ; décréter une nouvelle réforme agraire, qui rende la terre aux paysans, leur accorde des crédits bon marché et affirme l’intangibilité des terres des communautés paysannes et natives ; abroger la nouvelle loi de l’eau, qui crée l’autorité nationale de l’eau ; abroger le DL 728 et toutes les lois anti-ouvrières ; mettre fin à la privatisation de l’éducation à tous les niveaux, défendre la santé publique ; abroger la loi n° 29062 de la carrière d’enseignement public, abroger les lois 25967 et 28532, qui attaquent les retraités et les pensionnés, etc.

Tout cela exige que la classe ouvrière de la ville et de la campagne ait son parti propre, qui lui permette de combattre pour ces objectifs, pour le pouvoir, pour le gouvernement ouvrier et paysan dans la voie du socialisme, pour en finir avec la propriété privée des moyens de production, dont la seule fin est le gain privé, cause de tous les maux actuels et à venir.

C’est pour cela que nous soutenons et agissons en faveur de la décision du XI^e Congrès rassemble de la Fédération des travailleurs des mines, qui a adopté l’appel pour organiser le Parti de la classe ou-

rière de la ville et de la campagne, appel qui a reçu le soutien de dizaines de dirigeants syndicaux, paysans et populaires, de milliers de travailleurs qui sont déçus par l'ex-Gauche unie, des fronts politiques qui se sont créés pour participer aux élections de 2011 et non pour en finir avec le gouvernement maintenant ; ils ont décidé de franchir le pas de l'organisation de leur parti propre lors d'un congrès d'organisation programmé pour le 27 juin prochain dans le local de la CNA.

De la même manière, nous soutenons l'appel lancé par la commission d'organisation du Parti de la classe ouvrière pour former des comités de base dans les mines, dans les usines et dans tout le pays.

Stop au massacre des peuples de l'Amazonie !

Stop à la chasse menée contre Alberto Pizango, président de l'AIDSESEP !

A bas l'état d'urgence !

Stop aux licenciements ! Nationalisation de Doe Run, Siderperu, Shougan !

Renationalisation de toutes les entreprises privatisées ! Non à la privatisation des ports !

Dehors le gouvernement apriste de Garcia-Simon !

Assemblée constituante souveraine avec pouvoir qui nomme un gouvernement responsable devant elle et qui sauve la nation !

Vive l'organisation du Parti de la classe ouvrière de la ville et de la campagne !

Lima, 7 juin 2009

La coordination nationale

***“L'émancipation des travailleurs
sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes”***

Commission d'organisation du Parti de la classe ouvrière de la ville et de la campagne

Déclaration

Un Front de défense de la vie et de la souveraineté nationale s'est constitué, qui intègre la CGTP, la CNA, la CCP, la Fédération des travailleurs des mines, l'AIDSESEP pour représenter les peuples natifs, la CPS et d'autres organisations politiques, et il a lancé un appel à une mobilisation nationale pour le 11 juin, pour le rejet et la condamnation du massacre de Bagua, qui a provoqué la mort de plus de 150 natifs et de 24 policiers, des centaines de blessés et disparus, et près d'une centaine d'emprisonnés.

Le Front de défense de la vie et de la souveraineté nationale rend responsable de ce massacre qui endeuille le pays le gouvernement servile à l'impérialisme, et il exige l'abrogation des décrets en faveur du traité de libre commerce, motif de la

protestation des peuples natifs. De la même manière, le Front de défense constitué exige la levée de l'état d'urgence et du “couvre-feu” imposés dans plusieurs villages d'Amazonie, et précise que si ces revendications n'étaient pas satisfaites avant le 11, jour de la mobilisation, il appellerait à une grève nationale.

La commission d'organisation du Parti de la classe ouvrière de la ville et de la campagne salue la CGTP et le Front de défense de la vie et de la souveraineté nationale, et soutient sa décision de donner une date d'appel à une grève nationale si le gouvernement ne répond pas à leurs demandes avant le 11 juin ; ce qui met immédiatement à l'ordre du jour la convocation d'une Assemblée nationale d'urgence de délégués de la CGTP, avec

toutes les organisations qui composent le Front de défense de la vie et de la souveraineté nationale.

L'appel à une grève nationale est justifié pour unir toute la nation aux peuples originaires de l'Amazonie, mais aussi pour empêcher le licenciement de 4 000 travailleurs de La Oroya par la fermeture totale des opérations par l'entreprise Doe Run, qui a imposé des vacances forcées de 90 jours à tous les travailleurs, prétextant une "faillite économique", ce pourquoi elle a bénéficié de la complicité du gouvernement, comme en a bénéficié le licenciement de 400 travailleurs de Siderperu, qui s'ajoutent aux 600 licenciements de novembre 2008.

Qui garantit l'emploi des 4 000 travailleurs de La Oroya ? Ce n'est pas la multinationale américaine Doe Run. C'est le gouvernement qui est dans l'obligation et le devoir de garantir l'emploi des 4 000 travailleurs. Comment ? Par la nationalisation immédiate de la métallurgie et en réactivant ses activités.

Mais le gouvernement est au service de l'impérialisme américain, des multinationales, ce qui fait qu'il s'oppose à la défense de la souveraineté, ce qui explique qu'il ait publié 102 décrets pour la mise en place du traité de libre commerce pour piller la nation. C'est pourquoi chaque fois il y a davantage d'organisations qui s'ajoutent à la CMA pour revendiquer la nécessité d'une Assemblée constituante souveraine qui nomme un gouvernement responsable devant elle, qui fasse que soit respectée la souveraineté de la nation en abrogeant les 102 décrets au service du traité de libre commerce et qui fasse respecter l'intangibilité des terres des communautés paysannes et natives, qui étatisent Doe Run pour garantir les 4 000 emplois directs et les plus de 20 000 indirects ; tout comme Siderperu et toutes les entreprises privatisées... Assemblée constituante pour abroger la loi des ressources hydrauliques qui privatise l'eau, les lois 25967 et 28532 qui attaquent les retraités et les pensionnés, la loi des études publiques d'enseignement n° 29062, et

ouvrir une enquête sur l'ampleur du massacre de Bagua et punir les responsables, c'est-à-dire le gouvernement.

Nous soutenons la décision du camarade Alberto Pizango, président de l'AIDSESEP, de se réfugier dans l'ambassade du Nicaragua pour défendre sa liberté et sa vie, et nous exigeons du gouvernement aprise qu'il annule l'ordre d'arrestation contre lui. Nous n'avons aucun doute que, derrière cette traque, tout comme derrière le massacre des peuples originaires de l'Amazonie, il y a l'ambassade américaine.

Pour lutter pour ces objectifs, la classe ouvrière de la ville et de la campagne, et la nation entière ont besoin d'une CGTP unie et indépendante, une Fédération des travailleurs des mines unie et indépendante tout comme toutes ses organisations de classe ; ainsi que du Front de défense de la vie et de la souveraineté nationale qui agisse toujours comme un véritable commandement national unitaire de lutte.

Mais comme elle a besoin de la CGTP et de ses organisations syndicales, la classe ouvrière a besoin de son parti politique propre, qui l'aide à combattre pour ses revendications et pour le pouvoir, pour en finir avec l'exploitation capitaliste, cause de tous ses maux ; c'est pourquoi nous appelons tous les dirigeants et militants syndicaux à nous accompagner dans la tenue du congrès d'organisation du Parti de la classe ouvrière de la ville et de la campagne, qui se tiendra le samedi 27 juin, à 10 heures, au local de la CNA, Jr. Antonio Miro Quesada 327 – Lima.

Lima, 10 juin 2009

Pour la commission d'organisation :
Erwin Salazar Vásquez, CGTP, Lambayeque ; Hugo Aguilar Bernales, Fédération des mineurs ; Carlos Palacios Guillén, Syndicat des travailleurs de la construction civile d'Arequipa, secrétaire général ; Daniel Vásquez, MNPTC et membre de la CSI ; Fausto Bazán, Syndicat national des travailleurs de la Banque de la Nation, secrétaire général.

**Université nationale supérieure
de San Marcos**

**Mouvement étudiant
"Projet San Marcos"**

Appel

Le gouvernement apriste a endeuillé le pays par le sang d'humbles Péruviens versé à Bagua, du fait de sa volonté d'imposer le traité de libre commerce et les décrets législatifs pour sa mise en place. La servilité du gouvernement vis-à-vis de l'impérialisme américain n'a pas de limites.

Le gouvernement est le seul responsable de la mort des natifs et des policiers. Les ordres sont venus de Washington, via l'ambassade des Etats-Unis, tout comme sa politique est dictée par le FMI, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce.

Le gouvernement apriste est le serviteur des multinationales et l'ennemi de la nation !

Le soulèvement des peuples d'Amazonie contre les décrets qui mettent en place le traité de libre commerce se fait au compte de la défense de toute la nation. C'est ce qui a motivé la formation du Front de défense de la vie et de la souveraineté nationale avec la CGTP, la CNA, la CCP, l'AIDSESEP, la Fédération des travailleurs des mines, la CUT, la Coordination politico-sociale et d'autres mouvements politiques, exigeant l'abrogation des décrets, de l'état d'urgence et du "couvre-feu" en Amazonie, que cesse la traque d'Alberto Pizango. A bas le gouvernement, que le cabinet ministériel démissionne !

Le Front de défense de la vie et de la souveraineté nationale doit continuer d'agir comme un véritable commandement national unitaire de lutte, car il a appelé à la mobilisation nationale du 11 juin et à la grève nationale si les revendications populaires ne sont pas satisfaites.

Il faut cependant tenir compte de la CNA et d'autres organisations, qui propo-

sent la convocation d'une Assemblée constituante souveraine avec pouvoir pour désigner un gouvernement responsable devant elle afin de sauver la nation.

Au combat des habitants de l'Amazonie s'ajoute la lutte de la Fédération des travailleurs des mines pour l'interdiction du licenciement de 4 000 travailleurs de La Oroya, travailleurs qui ont été mis à la rue avec des vacances forcées par la multinationale américaine Doe Run, ce qui ferait un total de plus de 15 000 mineurs licenciés et plus de 200 000 travailleurs dans tout le pays.

Et d'autres licenciements devraient suivre, puisque Alan Garcia en a annoncé 200 000 entre mai et juin.

Quant à la jeunesse étudiante, elle est agressée par la privatisation de l'éducation dans tout le pays. Cependant, il n'existe pas aujourd'hui une organisation qui regroupe ses forces, ce qui fait que le combat est dispersé et spontané.

"Proyecto San Marcos" appelle tous les jeunes de San Marcos et de toutes les universités du pays à intégrer le Front de défense de la vie et de la souveraineté nationale, et les luttes qu'il annonce.

Il n'y a pas de temps à perdre. Et il nous faut nous mettre d'accord sur le cap politique et organisationnel que nous devons prendre, ainsi que sur les tâches qu'il nous faut réaliser.

Devant cette nécessité, le "Projet San Marcos", qui revendique les statuts de l'université San Marcos, en particulier son affirmation anti-impérialiste, lance un appel à toutes les organisations étudiantes, aux groupes et organisations de jeunes qui interviennent dans les universités du pays pour tenir une première convention nationale à Lima, qui mette au centre la constitution d'une plate-forme de lutte unitaire

nationale, ainsi que la construction de la Fédération des étudiants du Pérou. Affirmons la volonté de combat révolutionnaire de la jeunesse.

Il n'y a pas de temps à perdre ! Place à la jeunesse !

**Lima, Cité universitaire,
le 10 juin 2009**

Le mouvement ouvrier américain, la crise de l'industrie automobile et la politique d'Obama

Une interview d'Alan Benjamin, responsable de Socialist Organizer

Barack Obama effectue actuellement une tournée mondiale. Le discours officiel cherche à mettre en évidence l'image d'un homme nouveau à la Maison-Blanche, d'un nouveau système, d'un nouvel équilibre à l'échelle internationale. Cependant, depuis son élection, se développent aux Etats-Unis des éléments d'une crise politique à partir des contradictions entre les aspirations (et les illusions) qui se sont exprimées dans le vote du 4 novembre 2008 et la réalité de la politique d'Obama. Peux-tu expliquer la signification de cette crise politique et les différentes formes sous lesquelles elle se manifeste aux Etats-Unis ?

Nombreux sont ceux qui s'emploient à démontrer qu'il existe une nouvelle présidence américaine qui respecte le monde. Mais lors du sommet des Amériques, à Trinidad et Tobago, s'est exprimé le rejet de la mise en œuvre des traités de libre commerce qui lient les pays d'Amérique aux Etats-Unis, traités qui étaient au centre de ce sommet. Aucun chef d'Etat n'a apposé sa signature sur la déclaration finale du sommet... à l'exception du gouvernement de Trinidad et Tobago. Ce rejet

n'était pas uniquement le fait des gouvernements de Chavez (Venezuela) ou Morales (Bolivie), mais de tous les chefs d'Etat américains. Obama avait pourtant affirmé pendant sa campagne que, concernant les Amériques, il y aurait une nouvelle donne, que toute la politique de libre commerce qui étouffe ces pays serait amendée. Mais la réalité a été tout autre. Les exigences de l'impérialisme américain de destruction des conquêtes ouvrières et du cadre même des nations ne laissent aucune marge de manœuvre pour pouvoir modifier ou amender les accords de libre commerce.

Obama avait promis qu'il y aurait des amendements, des ajustements au NAFTA (traité de libre-échange nord-américain). Et les syndicats — bien que ce ne soit pas notre position : nous nous sommes toujours prononcés pour l'abrogation de ces traités — ont exigé d'Obama qu'il inclue des "clauses sociales" au sein même de ces traités. Mais même cette exigence n'est pas applicable, car contradictoire aux besoins de l'impérialisme américain. C'est ce qui explique l'échec du sommet des Amériques, par lequel Obama prétendait se tourner vers le continent

pour amorcer une “nouvelle période”. L’un des premiers voyages à l’étranger d’Obama a concerné le Mexique, où il a apporté sa caution et son aide à Calderon, celui-là même qui a organisé la fraude à l’élection présidentielle. De toute part, on a entendu : *“Comment se fait-il qu’il vienne au Mexique pour saluer Calderon, pour dire que Calderon est son meilleur allié ?”*

Au plan international, la “nouvelle image” que l’administration américaine veut donner se heurte à la crise politique de l’impérialisme. Obama a dû prendre sur ses épaules et celles de son administration les plans de sauvetage des banques. C’est lui qui les impose, et les sommes dévolues au capital financier sont beaucoup plus importantes que ce que Bush lui-même avait prévu. 4 000 milliards de dollars — 1,7 directement du Trésor et 2,3 sur des fonds de la Réserve fédérale — ont été versés aux banques. Le rejet de cette politique s’est pourtant exprimé dès le 30 septembre, quand les dirigeants républicains et démocrates sont allés au Congrès pour demander aux députés de voter les 700 milliards pour le plan de renflouement (*bail-out*), et que cette demande a été rejetée. Il a fallu l’unité nationale et l’investissement personnel d’Obama (en particulier auprès des congressistes noirs) pour convaincre qu’avec le vote de ce bail-out, la situation allait s’améliorer, que les banques seraient responsables, qu’elles utiliseraient ces crédits pour relancer l’économie, qu’elles mettraient ces crédits au service de l’économie productive.

Mais les premières difficultés n’ont pas tardé à arriver lorsque la presse a informé que de nombreuses banques avaient utilisé les fonds du plan de renflouement pour acheter des jets privés, que les banquiers s’étaient mis immédiatement des sommes gigantesques dans les poches.

Il faut bien comprendre que des secteurs très importants, aussi bien du Parti démocrate que du Parti républicain, ont dû “accepter” Obama. Il n’était pas le candidat de leur choix, parce qu’il y avait une donnée qu’ils ne pouvaient pas maîtriser : un Noir à la présidence crée des espérances, des illusions qui ne peuvent pas si facilement être maîtrisées. Obama a tout de même fait une campagne avec une rela-

tive autonomie, même si c’était en relation avec l’appareil du Parti démocrate. Il avait une certaine base propre, une petite marge qu’il pouvait utiliser.

Donc, de très larges secteurs de la classe dirigeante n’ont pas accepté la présidence Obama et ont tout fait pour la miner. Prenons l’exemple de Guantanamo, réputé partout dans le monde entier comme le symbole de l’arbitraire absolu. De partout, montait la demande de fermer Guantanamo. Obama avait promis que toute la vérité serait faite sur les tortures pratiquées sous l’administration Bush. De toute part montait l’exigence d’une enquête sur ces tortures. Les républicains ainsi que des secteurs du Parti démocrate ont fait appel à l’état-major de la CIA pour faire renoncer Obama sur cette question. L’état-major de la CIA a clairement déclaré au président que s’il faisait cela, il ne ferait qu’aider Al-Qaida. Que ce serait une attaque contre la CIA. Le chef d’état-major en Irak, le général Petraeus, lui a rendu personnellement visite à la Maison-Blanche pour le “persuader” qu’on ne pouvait pas publier le dossier qui montrait les tortures, les viols commis par l’armée américaine.

Le Sénat a donc voté, républicains et démocrates confondus, qu’il ne donnera pas de crédits pour commencer à fermer Guantanamo dans l’année, bien qu’il ait voté sa fermeture dans un an. Mais il n’y a pas pour l’instant de crédits pour le faire. Nancy Pelosi, chef de file des démocrates au Congrès, savait ce qui s’était passé avec la torture. Mais elle a expliqué qu’elle n’avait pas été informée. Dick Cheney et les anciens de l’administration Bush lui ont répondu : *“Tu as été informée, mais tu ne voulais pas voir.”*

Il y a en permanence de la part de certains secteurs du Parti républicain une campagne déchaînée affirmant qu’Obama est un “socialiste”, que son gouvernement a “nationalisé” General Motors.

Pendant ce temps, quelles sont les conséquences de la crise pour le peuple américain ?

“En bas”, dans la population, le constat est terrible : les chômeurs supplémentaires se comptent par centaines de milliers chaque mois. Officiellement, depuis octobre 2008, entre 500 000 et 650 000 emplois

ont été supprimés chaque mois. La réalité est bien pire, on peut le vérifier sur le site de l'AFL-CIO : le nombre réel de chômeurs supplémentaires est en réalité presque deux fois supérieur (de 900 000 à un million), car le Département du travail a modifié la façon dont les chômeurs sont comptabilisés.

Dorénavant, après neuf mois de chômage, vous n'êtes plus inclus sur les listes du chômage officiel. Même chose si vous travaillez au moins 10 heures par semaine, vous n'êtes plus considéré comme chômeur.

Les maisons continuent à être saisies. Le taux de suicides depuis octobre est quatre fois plus élevé que le taux de suicides il y a un an.

Dans l'Etat de Californie, le plus riche du pays, il y a un déficit budgétaire de 23 milliards de dollars et le gouverneur a engagé à partir du 15 juin une politique de coupes budgétaires de 3 milliards, ce qui a pour conséquence la fermeture d'hôpitaux, des fermetures d'écoles, la suppression des programmes d'aide aux sans-abris, la fermeture de casernes de pompiers juste à la veille de la saison de sécheresse et de feux. Ils vont même supprimer des prisons en Californie, en vertu de quoi 150 000 travailleurs immigrés qui sont enfermés pour avoir commis des délits mineurs vont être expulsés, parce qu'on n'a pas d'argent pour leur peine de prison de trois ou de six mois. On ferme la quasi-totalité des parcs nationaux, ainsi que les parcs d'Etat, que l'on commence à privatiser.

L'angoisse grandit de jour en jour dans la population, elle s'exprime dans les lettres aux rédacteurs des journaux, dans les talk shows de radios et de télévisions. De nombreux travailleurs téléphonent pour expliquer à la radio qu'ils ont perdu leur maison. Ils disent : mais où est le changement ? Comment cela est-il possible ? Nous comprenons qu'on ne peut pas tout changer d'un coup, mais on pensait qu'au moins, ça commencerait à aller dans l'autre sens. Ce n'est pas le cas.

Dans l'élection d'Obama, il y a un aspect particulier : les aspirations propres des Noirs à un changement. Que peux-tu nous donner comme éléments sur ce sujet ?

Le pourcentage de Noirs dont les maisons sont saisies aujourd'hui est trois ou quatre fois plus élevé que le pourcentage concerné dans l'ensemble de la population. Aujourd'hui, 70 % des maisons saisies appartiennent à des Noirs ou à des Latinos (60 % de Noirs, 9 à 10 % de Latinos). 4 à 5 millions d'expulsions sont attendues cette année. C'est gigantesque.

Des fonds avaient été promis pour les rescapés de l'ouragan Katrina. Ils sont toujours 350 000 rescapés qui ne peuvent pas revenir à La Nouvelle-Orléans. Ceux qui sont les premiers à perdre leur emploi, ce sont les Noirs, ce sont les femmes, ce sont les Latinos. La criminalité augmente. La population est démunie. Oakland, la grande ville noire à côté de San Francisco, est une ville en guerre. Les journaux comparent la situation à Oakland à la situation en Irak. Il y a tous les jours des fusillades, des gens qui sont tués. Tous les jours, les incidents de ce type se multiplient dans une situation où les jeunes n'ont aucun futur.

Des militants noirs et du mouvement démocratique ont interpellé Obama et son ministre de la Justice sur le cas de Mumia Abu-Jamal (*journaliste et militant noir accusé du meurtre d'un policier et condamné à mort en 1982 à l'issue d'un procès truqué duquel tous les jurés noirs avaient été exclus* — NDLR).

Aux Etats-Unis, il y a eu 18 exécutions capitales de janvier à aujourd'hui. Depuis qu'Obama est arrivé à la présidence le 20 janvier, tous ont fait appel à lui. Mais il n'a pas bougé. Concernant Mumia Abu-Jamal, son dernier appel demandant le droit à un procès équitable vient d'être rejeté par la Cour suprême des Etats-Unis. De nouveau, plane sur lui la menace d'exécution. La dernière chance qui reste pour lui sauver la vie, c'est qu'Obama et son ministre de la Justice interviennent directement — ils en ont la possibilité constitutionnelle. Ils viennent d'ailleurs d'utiliser cette possibilité dans le cas d'un sénateur républicain corrompu, mais dans le procès duquel il y avait un vice de forme dans la procédure, et cette intervention a permis que ce sénateur soit gracié. Dans le cas de Mumia, ce n'est pas un simple "vice de forme", ce sont 18 violations flagrantes de ses droits constitutionnels lors de son procès de 1982 qui ont été mises en évidence depuis bien longtemps.

Le 4 novembre dernier, les travailleurs, et en particulier les Noirs, avaient les larmes aux yeux, exprimant cette aspiration profonde que tout allait changer, mais maintenant, dans les regards, on trouve du désespoir. Personne ne veut revenir à Bush.

Obama avait pris l'engagement de faire voter le "Employee Free Choice Act", une réforme modifiant la législation en vigueur afin de garantir le rétablissement de la liberté syndicale. Peux-tu nous expliquer où l'on en est aujourd'hui ?

Obama a eu droit à un soutien plus qu'habituel du mouvement syndical, et surtout de la base du mouvement syndical. Il a fait des promesses qui ont reçu un écho, des promesses concernant la réforme des traités de libre commerce, mais surtout la réforme de la législation fédérale sur la syndicalisation, sur le droit à se syndiquer. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, qui est prétendument le pays le plus démocratique, on n'a pas le droit en pratique d'organiser un syndicat : ce droit n'existe que sur le papier. Pour constituer un syndicat, il faut se soumettre à une procédure où la liste des salariés qui se prononcent pour l'organisation d'une section syndicale est fournie à l'employeur. Celui-ci dispose d'un délai de 90 jours pour faire pression pour que les salariés retirent leur signature, et, bien entendu, utilise le chantage au licenciement pour arriver à ses fins. Dans les campagnes de syndicalisation pour lesquelles l'AFL-CIO investit des sommes considérables, il n'y a que 10 % des cas qui aboutissent à constituer un syndicat. Donc, la possibilité de pouvoir utiliser le syndicat comme moyen de défense des intérêts des travailleurs existe sur le papier, mais pas dans la pratique. Plusieurs amendements à la loi fédérale de 1935 (le "Wagner Act") ont abouti à cette situation. En plus des 90 jours, il existe toute une série d'entraves au droit à la syndicalisation. Donc, pour les syndicats, depuis 2004, le combat pour modifier la législation sur la syndicalisation est une question centrale.

C'est sur la base de la promesse de la révision de cette loi et la promesse d'arrêter la guerre en Irak et en Afghanistan

que les démocrates ont gagné l'élection de 2006 au Congrès. Partout, Obama a déclaré : « *Je serai avec vous, je vais dans les 100 premiers jours de mon mandat soumettre la proposition de loi et je vais me battre avec vous pour que le "Employee Free Choice Act" soit adopté.* »

Le jour même de l'investiture d'Obama, dans le *New York Times*, une page de publicité a été publiée par la Chambre de commerce et toutes les banques, sous le titre "*Lettre ouverte au président*". Cette lettre affirmait que, dans cette nouvelle situation de crise, ce serait un suicide politique, ce serait l'effondrement du pays que de permettre une telle loi pour le droit à la syndicalisation. Et dès le 5 novembre, une campagne de lobbying de 400 millions de dollars était lancée par les capitalistes pour aller voir chaque député pour le convaincre de voter contre le "Employee Free Choice Act".

A son tour, l'AFL-CIO a alors organisé une campagne de 200 millions de dollars en faveur du "Employee Free Choice Act", ce qui est considérable juste après une élection présidentielle dans laquelle les syndicats avaient dépensé énormément d'argent. Car ce sont bien les syndicats qui ont mobilisé pour assurer la victoire des démocrates, qui, seuls, ne pourraient pas se faire élire, ne pourraient pas faire élire un seul conseiller municipal. Les syndicats donnent non seulement de l'argent, mais ont mis des centaines de milliers de syndiqués à disposition pour aller en porte en porte convaincre les électeurs un par un.

Le 16 janvier 2009, Obama a publié une tribune dans le *Washington Post*, dont on n'a pas beaucoup parlé, dans laquelle il expliquait qu'il s'était réuni avec les représentants de la Chambre de commerce, des banques et des patrons. Il a expliqué qu'il avait compris leur angoisse et que, peut-être, il fallait trouver une alternative au "Employee Free Choice Act" qui permettrait de modifier un peu la loi existante.

L'AFL-CIO ne s'est pas prononcée sur cette déclaration ni sur la déclaration du principal conseiller d'Obama, Larry Summers, qui a signé un appel disant que le droit à la syndicalisation est une entrave à la reprise économique. Nous avons fait cam-

pagne dans le cadre de la Workers Emergency Recovery Campaign (WERC) (1) pour en appeler au mouvement syndical pour qu'il se prononce, pour dire qu'il n'accepte pas ce revirement.

Que s'est-il passé ensuite ? Toute la presse a expliqué qu'au Sénat il n'y aurait pas 60 % de voix pour pouvoir résister à un veto. Plusieurs démocrates ont indiqué qu'ils retireraient leur soutien à "Employee Free Choice Act". Le premier à dire que le mouvement syndical avait échoué sur ce point, ce fut Andy Stern, le dirigeant de Change to Win (*scission de l'AFL-CIO — NDLR*). Et Stern d'affirmer : essayons de faire le mieux possible avec une "réforme" de la loi existante ; au lieu de 90 jours de délai pour que les employeurs puissent intimider et licencier, on va le réduire à 60 jours.

Pour notre part, nous n'avons pas appelé à voter pour Obama, candidat du Parti démocrate, et nous n'avons pas soutenu les dirigeants du mouvement ouvrier qui ont financé la campagne d'Obama. Mais les travailleurs sont en droit d'interpeller les dirigeants de leurs organisations syndicales pour leur dire : vous avez soutenu Obama, notamment en raison de son engagement à faire passer le "Employee Free Choice Act". Pouvez-vous accepter qu'il renonce aujourd'hui à cet engagement essentiel ? La responsabilité du mouvement syndical n'est-elle pas de l'exiger d'Obama, qui s'est fait élire par le mouvement syndical — notamment, répétions-le, en raison de cet engagement — pour qu'il fasse adopter le "Employee Free Choice Act" ? Obama n'a bien entendu rien à voir avec Ronald Reagan, mais en 1981, l'AFL-CIO a fait descendre un million de travailleurs dans les rues contre le lock-out des contrôleurs aériens organisé par Reagan (ce qui fut le premier coup majeur porté au mouvement syndical dans la période récente). C'est aujourd'hui un enjeu similaire pour l'avenir même du mouvement ouvrier que de mobiliser pour imposer le "Employee Free Choice Act".

La direction de United Auto Workers (UAW) a signé un accord avec les directions de Chrysler et General Motors. Est-ce que tu peux nous parler du contenu de cet accord et des consé-

quences pour les travailleurs des entreprises en question, mais plus généralement pour les travailleurs américains ?

L'annonce de la faillite imminente de Chrysler et de General Motors a été soulevée dès la fin de l'année 2008. Ils ont fait venir le P-DG de General Motors, celui de Chrysler, ainsi que des syndicalistes de base, des présidents de syndicats et même d'anciens membres de l'exécutif de l'AFL-CIO, afin d'organiser un forum pour présenter leur point de vue sur ce que devrait être un "plan de sauvetage de l'automobile". Ford n'a pas accepté. Pour General Motors et Chrysler, ce sont des dizaines de milliards de dollars qui ont été débloqués, mais avec comme condition que c'était une aide pour restructurer l'industrie ; et cela signifiait la destruction massive des emplois.

Pour faire passer ces plans, il y a eu une propagande inouïe où l'on présentait les ouvriers de l'automobile comme des "nantis" : on a expliqué que le salaire moyen d'un ouvrier était de 64 dollars, ce qui est faux, puisqu'il est de 28 dollars aujourd'hui ! 64 dollars, c'était il y a onze ans, quand General Motors et Chrysler fabriquaient encore des centaines de milliers de voitures. Mais avec les coupes et les restructurations successives, les salaires ont diminué. Neuf concessions ont été acceptées par les syndicats aboutissant à ces réductions de salaires. Une "task force" a été créée : il s'agit d'une commission sur l'automobile présidée par un P-DG de Wall Street, Steve Rattner. Elle a affirmé clairement : ce qui nous intéresse, ce ne sont pas les emplois, ce sont les actionnaires. Tout le langage du prétendu plan de sauvetage, c'est le langage de Wall Street, qui consiste à sauver les actionnaires en liquidant les emplois.

(1) Workers Emergency Recovery Campaign (Campagne pour un plan d'urgence pour sauver les travailleurs — WERC) : campagne nationale à l'initiative de plus de 500 militants ouvriers, syndicalistes, Noirs, Latinos, dont sont partie prenante les militants de la section américaine, autour d'un programme d'urgence qui affirme : "Sauver les travailleurs, pas les banques ni Wall Street", et avance l'exigence de l'arrêt des licenciements, des expulsions locatives, de la nationalisation des banques et de l'industrie automobile, etc. Cette campagne a pris l'initiative, avec cinq conseils centraux de l'AFL-CIO de la région de San Francisco, d'une conférence qui a réuni 320 militants et responsables ouvriers le 9 mai 2009.

Il faut “restructurer”, “aller à la faillite” si nécessaire, parce que, selon le chapitre 11 de la loi sur les faillites, qui a toujours été utilisé comme une épée de Damoclès, comme un moyen de chantage contre le syndicat, après la mise en faillite, le chapitre de la loi fédérale sur les impôts permet d’éliminer le syndicat, éliminer les fonds de pension ; on peut tout éliminer quand l’entreprise est en faillite.

Donc, le chantage du “plan de sauvetage” de l’automobile consistait à dire : si les travailleurs ne font pas de concessions, l’entreprise ira à la faillite. Et, depuis décembre, les syndicats ont commencé à proposer des concessions. Il y a eu une première réouverture de la négociation du contrat de travail chez Chrysler et General Motors, et les syndicats ont accepté la réduction de salaires, ils ont accepté l’augmentation des primes de productivité, l’élimination des règlements sur le travail dans l’usine et la modification de la pension.

Mais la proposition faite par Rattner, ce n’est pas la continuité d’une politique de chantage aboutissant à des concessions du syndicat, c’est quelque chose de tout à fait nouveau. Il a dit : peut-être ira-t-on à la faillite, peut-être pas, mais il faut que vous nous aidiez. Il faut que le syndicat prenne en charge directement la restructuration. En investissant les fonds de santé pour les retraités, vous allez devenir copropriétaires, vous allez utiliser ces fonds et vous allez, avec nous, faire partie de la commission de gestion, dont la première tâche sera de supprimer 21 000 emplois immédiatement, de fermer 2 600 des entreprises sous-traitantes qui sont aussi sous contrat. Aujourd’hui, ce sont 20 000 milliards de dollars, que la compagnie aurait dû payer pour le fonds de retraite et de santé, qui sont capitalisés dans une industrie qui, le 1^{er} juin, a été mise en faillite.

Et tout le monde s’accorde à dire que, même “restructuré”, General Motors ne relèvera pas la tête. Ils cherchent des contrats avec Opel, mais General Motors, c’est fini. Il y a onze ans, il y avait 600 000 travailleurs chez General Motors, aujourd’hui, ils sont 60 000. Lors de la consultation par vote organisée par la direction de UAW, 54 000 ont voté le contrat le 29 mai et 21 000 d’entre eux

sont immédiatement licenciés. Et l’on parle de dizaines de milliers de licenciements supplémentaires, car il y a une clause de l’accord qui permet de continuer à licencier si la situation de s’améliore pas. La direction syndicale a justifié cette clause par le fait qu’on ne veut quand même pas que General Motors aille à la faillite. Or tout le monde savait que, de toute façon, signature ou pas de l’accord, ce serait la faillite.

Mais en toute connaissance de cause, ils ont fait voter les travailleurs et les syndicalistes en leur disant : vous n’avez pas le choix, si vous votez non, General Motors va à la faillite, et cette faillite signifie la fin de l’UAW. Vous n’aurez pas vos fonds de pension, vous n’aurez pas vos emplois.

Soyons clairs, les travailleurs qui ont voté pour l’accord ne peuvent être tenus pour responsables. Malgré cette pression, 11 % des salariés chez Chrysler et 26 % chez General Motors ont voté non. Et même parmi ceux qui ont été contraints de voter oui, nombreux sont ceux qui ont fait des déclarations de presse, qui ont organisé des manifestations pour dénoncer le chantage.

La direction du syndicat a donc accepté, au nom du maintien de l’emploi, de fermer 17 usines, elle a accepté que le fonds constitué depuis des années par les travailleurs pour leur retraite soit utilisé pour financer la “restructuration” et sauver les actionnaires. Tous les travailleurs s’interrogent : comment va-t-on faire avec nos dépenses de santé ? On tombe malade, on perd sa maison... “*Qu’est-ce qu’on va devenir ?*” C’est une angoisse énorme. La direction de l’AFL-CIO n’a rien dit sur cette question. Elle a seulement dit que c’était la seule possibilité.

Pour notre part, dans le cadre de la campagne de la WERC, dont vous avez parlé dans le dernier numéro de *La Vérité*, nous avons organisé une conférence le 9 mai dernier à San Francisco, à laquelle 320 délégués, délégués et responsables syndicaux pour la plupart, ont participé, une rencontre coorganisée par la WERC avec les cinq conseils de l’AFL-CIO de la région de San Francisco. Cette conférence a ouvert la discussion dans le mouvement ouvrier sur ces questions cruciales.

Dans cette situation de chantage, le fait que 26 % des travailleurs de General Motors et 11% des travailleurs de Chrysler aient voté non à un tel accord est extrêmement important (bien que, répétons-le, les travailleurs qui ont voté pour le plan sous la pression de l'ignoble chantage qui leur était fait ne peuvent être tenus pour responsables). Ils ont dit non pour la défense de leur syndicat, ils ont dit non parce qu'ils veulent sauver leurs postes de travail, ils ont dit non parce qu'ils n'acceptent pas l'inacceptable. Ils ne peuvent accepter cette politique de destruction menée par la direction du syndicat. Ce n'est pas pour cela qu'ils ont constitué leur syndicat. Dans une lettre, le président local d'un syndicat UAW explique que l'accord signé est un contrat esclavagiste. Il affirme : les travailleurs ont dû voter avec un canon de revolver sur la tempe, un revolver brandi par le gouvernement, les banques et le grand capital, tous en collusion et, malheureusement, avec le soutien de la direction du syndicat, qui s'éloigne de plus en plus des traditions du mouvement syndical. Ce camarade dit : la situation est difficile, mais quand le syndicat a été construit dans les années 1930, la situation était difficile aussi, il fallait tenir tête à la Garde nationale, aux milices patronales, il fallait organiser les grèves avec occupation, et pourtant, le syndicat s'est imposé. Et il conclut : dans la situation actuelle, on ne peut pas tourner le dos aux traditions du mouvement syndical indépendant, c'est la seule voie qui nous permettra de nous en sortir. Ce ne sera pas facile, mais c'est la seule voie.

Dans une manifestation organisée à Lansing, Michigan, le 1^{er} juin, des syndiqués de UAW brandissaient une pancarte : *"Aujourd'hui, c'est le tour des travailleurs de l'automobile, demain, à qui le tour ?"* Le président du syndicat qui a organisé la manifestation a déclaré : ce n'est pas le rôle d'un syndicat de devenir le patron de l'entreprise. Jamais, et surtout pas aujourd'hui, dans des conditions où la seule voie est d'imposer les plans de licenciements, les plans de sauvetage des banquiers. On ne peut pas utiliser nos fonds de santé et de pension pour renflouer les entreprises, qui ne vont utiliser ces fonds que pour nous détruire. Les syndicats doivent rester des syndicats et non

pas entrer dans la politique d'intégration et de mise en œuvre des plans de destruction de la force de travail.

Ils ont raison. Et en disant non au corporatisme, ils montrent la voie, celle de la résistance, du maintien des traditions qui sont profondément ancrées dans le mouvement syndical américain, dans la classe ouvrière américaine.

Ne faut-il pas mettre à l'ordre du jour une campagne pour exiger le retrait de la signature de l'UAW sur cet accord et combattre pour que le mouvement syndical en tant que tel se prononce, car ce n'est pas uniquement l'UAW qui est visé, ce sont tous les syndicats, tous les syndiqués, tous les travailleurs ? Les capitalistes veulent utiliser cette crise pour remettre en cause tous les contrats collectifs, pour exiger que l'accord signé par l'UAW soit utilisé aujourd'hui comme le modèle à imposer partout. Et au nom de ce modèle, ils veulent imposer les "restructurations" et les plans de destruction qu'ils n'ont pas pu organiser avant.

Le *New York Times* a publié le 2 mai dernier un éditorial dans lequel il est indiqué à propos de la débâcle de Chrysler — car le vote à General Motors avait lieu le 29 mai, mais le vote chez Chrysler le 30 avril : *"Peut-être M. Obama aura son moment de Nixon en Chine. De la même façon qu'il a fallu que ce soit un républicain conservateur qui ouvre les relations de notre pays avec le plus grand pays communiste du monde, ce sera un démocrate libéral qui sonnera le glas de l'UAW."* Ce que le *New York Times* exprime, c'est qu'Obama peut et doit faire ce que les républicains et Bush n'ont pas fait, parce que Obama a été élu avec le soutien des syndicats. C'est donc toute la question de l'indépendance du mouvement syndical, du mouvement ouvrier en tant que tel, du mouvement noir vis-à-vis du gouvernement et du Parti démocrate, qui se pose concrètement dans la lutte pour la défense des travailleurs, dans le combat pour préserver les emplois, pour dire non à ce pacte, pour retirer la signature.

Répétons-le, pour notre part, nous n'avons pas appelé à voter Obama, ni n'avons soutenu ceux qui, dans le mouvement syndical, ont soutenu et financé sa

candidature. Et il y a aujourd'hui encore aux États-Unis, dans les organisations ouvrières, dans le mouvement noir, dans la population en général, des illusions, l'espérance qu'Obama veut faire de bonnes choses, mais "qu'il est entouré de mauvais conseillers", "qu'il a hérité d'une situation épouvantable et qu'il essaie de s'en sortir", donc qu'il faut lui donner un peu de temps. Ces illusions existent et nous ne pouvons les ignorer. Mais l'existence même de la classe ouvrière américaine, du mouvement ouvrier, exige aujourd'hui que les syndicats agissent en toute indépendance, et nous sommes engagés à soutenir tout pas dans ce sens.

C'est dans cette situation qu'un dirigeant syndical, Andy Stern, qui avait organisé il y a quelques années une scission de l'AFL-CIO en constituant le regroupement de syndicats appelé Change to Win, occupe une place majeure. Dans un premier temps, à l'époque, comme principal dirigeant du syndicat des employés SEIU, il avait critiqué le fait que l'AFL-CIO ne se donnait pas comme priorité une campagne de syndicalisation massive. Mais, peu à peu, il a affirmé que l'AFL-CIO était trop "lutte de classe", qu'il lui fallait sortir de son attitude de trop grande confrontation avec les patrons. Aujourd'hui, Stern est à la pointe d'une offensive sur le thème : il faut aider les patrons, car si on les aide, ils vont nous aider.

Depuis le dernier numéro de *La Vérité*, à propos de cette question, quels sont les derniers développements ?

D'abord, Stern a déclenché une chasse aux sorcières généralisée contre ceux qui résistent, ceux qui restent sur une position d'indépendance de classe au sein de son ancien syndicat, SEIU. Dans le cadre des licenciements massifs qui ont lieu dans le secteur hospitalier par exemple, Stern affirme — contre les militants et responsables de SEIU qui combattent les licenciements — qu'il est prêt à signer un "bon accord" d'accompagnement des licenciements.

Il organise de véritables expéditions punitives contre les autres syndicats de sa propre fédération, Change to Win allant jusqu'à organiser une scission dans le

deuxième syndicat de cette fédération, qui est le syndicat de l'hôtellerie. Ce syndicat, qui est né de la fusion du syndicat du textile et du syndicat des hôtels et restaurants, est un syndicat très combatif, très militant. Stern a organisé la scission du syndicat.

C'est dans ces conditions que se prépare le congrès national de l'AFL-CIO fin septembre, où John Sweeney, son actuel président, ne se représente pas. Et il y a une énorme pression de l'administration Obama pour pousser à reconstituer une AFL-CIO qui réintégrerait Change to Win, en même temps que Stern déclare qu'il veut être le seul reconnu. Telle est la situation actuelle dans le mouvement ouvrier américain. Une situation très dangereuse, et qui ne peut trouver une issue que par l'indépendance absolue du mouvement ouvrier, indépendance face au licenciement, indépendance vis-à-vis de tous les accords du type de celui de General Motors que les patrons veulent imposer, indépendance vis-à-vis du gouvernement pour exiger qu'Obama tienne son engagement de faire adopter le "Employee Free Choice Act".

Quelles ont été les suites de la campagne de la WERC, après la conférence du 9 mai à San Francisco ?

Comme je l'ai dit, cette conférence a été un franc succès. Il y avait 320 participants. Le comité sur la crise économique du conseil central de l'AFL-CIO de San Francisco a adopté un texte qui dit : « *Pas un seul licenciement. Si le gouvernement peut trouver des milliards de dollars dans les fonds publics pour renflouer les banquiers, alors il peut les trouver pour empêcher les licenciements et rétablir tous les travailleurs licenciés à leur poste de travail. Le mouvement ouvrier américain doit dire : "Pas un seul licenciement dans l'industrie automobile !" La seule réelle relance pour l'économie, c'est de maintenir tous les emplois et de réinvestir dans l'industrie. Cette formule s'applique parfaitement à l'industrie automobile — comme elle s'applique à tous les secteurs de l'économie, y compris le secteur public. L'administration Obama doit nationaliser les Big Three (expression qui désigne les trois grosses entreprises auto-*

mobiles : General Motors, Ford et Chrysler — NDLR) (...), *interdire tout nouveau licenciement, réinvestir dans l'industrie automobile, reconstituer sa force de travail et rétablir immédiatement tous les licenciés à leur poste de travail, dans le cadre du contrat collectif signé par le syndicat. C'est la seule voie pour la défense de l'UAW et du mouvement syndical lui-même.* »

Ce texte a été soumis par le conseil du travail à la conférence.

Un deuxième texte a été soumis à la rencontre, qui exige la confiscation de tous les fonds qui ont été mis dans les plans de sauvetage et la nationalisation des banques. Il dit notamment : *“Cet argent (les milliards donnés aux banques — NDLR), c'est notre argent, celui de nos impôts, et il doit ne servir qu'à créer des emplois afin de réellement relancer l'économie. Le gouvernement peut et doit recouvrer ces sommes du plan de relance. Il peut utiliser les banques comme un instrument d'une politique publique de progrès social pour arrêter tous les licenciements et garantir un emploi à tous et un revenu qui permette de vivre, arrêter les expulsions de logements, reconstruire nos infrastructures en ruine, reconstruire La Nouvelle-Orléans, rétablir et étendre les services publics (dont la santé et l'éducation), et plus. Mais il n'y a qu'une seule voie pour accomplir ces objectifs : le gouvernement doit nationaliser les banques (...). Cela n'a rien à voir, comme certains voudraient le faire croire, avec la nationalisation des “dettes toxiques”, ou des actifs pourris des banques, à la seule fin de les rendre ensuite aux mêmes patrons une fois qu'elles sont redevenues rentables. Cela n'a rien à voir avec la nationalisation, c'est la socialisation des pertes.* »

La conférence en a appelé à la mobilisation du mouvement ouvrier à tous les niveaux pour imposer à l'administration la signature du “Employee Free Choice Agreement”.

Et également pour exiger la mise en place d'un système de santé fondé sur le salaire différé (le “single payer”), dont Obama ne veut pas entendre parler. S'il est aujourd'hui un mouvement profond qui existe dans la classe ouvrière améri-

caine, c'est bien celui sur la santé. Parce que, dans un pays où 45 millions n'ont aucune couverture contre la maladie, quand on perd son emploi, on perd le droit à la santé. La question d'avoir une sécurité sociale fondée sur le salaire différé, c'est une question de vie ou de mort. Et sur ce sujet, il y a une mobilisation profonde. Quand certains des dirigeants syndicaux qui animent cette campagne sont allés à Washington, lors des audiences publiques du président, on les a interdits de séjour, parce qu'on savait qu'ils allaient parler devant les caméras de l'exigence d'un système de santé fondé sur le salaire différé. Marc Dudzic, l'ancien président du syndicat de la chimie, s'est fait purement et simplement expulser *manu militari* des audiences... Mais chaque jour, aux quatre coins du pays, il y a des manifestations, des réunions pour exiger une sécurité sociale.

La campagne de la WERC s'est dotée d'un comité national de seize personnes, et ce comité est en train de discuter de la proposition de constituer des comités dans toutes les villes, dans la perspective d'une conférence nationale des comités avant la fin de l'année, axée sur un plan de travail dont l'exigence sera la question du retrait de la signature sur l'accord de General Motors. Une campagne pour mobiliser à tous les niveaux dans le mouvement ouvrier — délégations, prises de position, mais aussi actions de masse dans la rue — pour exiger d'Obama qu'il respecte sa promesse de mise en place du “Employee Free Choice Act”.

Il faut noter que cette conférence a eu un écho énorme dans de nombreux secteurs du mouvement ouvrier. La coalition US Labor Against the War (“Le mouvement ouvrier américain contre la guerre”), qui regroupe des syndicats représentants la moitié des travailleurs syndiqués aux Etats-Unis, en a publié le résultat sur son site, de même que des responsables de l'AFL-CIO dans plusieurs Etats.

On assiste en ce moment à une escalade dangereuse de la guerre en Asie centrale (Pakistan, Afghanistan, menaces contre l'Iran, etc.). Parmi les promesses faites par Obama, et qui ont pesé dans ce qui a amené à son élection,

il y avait bien entendu la question de la guerre. Qu'en est-il ?

Je voudrais vous citer ce qu'écrit à ce sujet le vieux militant ouvrier et anti-guerre bien connu, Jerry Gordon, dans le numéro d'avril 2009 du bulletin *Unity & Independance*, une tribune libre pour la défense de l'indépendance de classe du mouvement ouvrier à laquelle nous participons. Jerry Gordon rappelle que « *Obama a fait sa campagne en se présentant comme un candidat anti-guerre, ami du mouvement ouvrier et défenseur des droits civiques. Mais voici quelques-uns des records à mettre à son actif depuis qu'il occupe la Maison-Blanche :*

– *escalade dans la guerre en Afghanistan en ordonnant l'envoi de 21 000 soldats supplémentaires qui y sont stationnés depuis ;*

– *annonce que le retrait total des troupes américaines d'Irak sera décalé à la fin de l'année 2011 (...)* ;

– *demande au Congrès qu'il autorise une dépense supplémentaire de 83 milliards de dollars pour financer la guerre en Irak et en Afghanistan, et cela après avoir promis à de nombreuses reprises au cours de sa campagne qu'il ne formulerait pas de demande supplémentaire ;*

– *intensification des bombardements par drones au Pakistan aboutissant à la mort de nombreux civils ;*

– *publication d'un plan de renforcement des forces armées américaines de 100 000 hommes (...)* ;

– *directives aux procureurs généraux pour priver certains détenus du respect de l'habeas corpus exactement comme Bush l'avait fait ;*

– *directives aux procureurs généraux pour s'opposer aux poursuites judiciaires contre des entreprises et des individus qui ont violé les lois sur les écoutes téléphoniques illégales, exactement comme Bush l'avait fait ;*

– *promesse de ne pas considérer comme responsables de crimes ceux qui sont coupables d'avoir commis des actes de barbarie et de torture contre des détenus, en invoquant de fait le mode de défense rejeté et discrédité du procès de Nuremberg : "Nous obéissions seulement aux ordres" ;*

– *indifférence vis-à-vis de la législation digne des talibans que le président Afghan Hamid Karzai a promulguée, déniait aux femmes les droits les plus élémentaires. Obama déclarant que bien qu'en désaccord avec cette législation, sa priorité était de combattre Al-Qaida. »*

Jerry Gordon insiste à juste titre sur l'échéance majeure que représente l'assemblée nationale contre la guerre, les 10 et 11 juillet, à Pittsburg, dont l'un des orateurs principaux sera un responsable de US Labor Against the War, avec la participation de centaines de militants syndicaux, des coalitions anti-guerre, etc., pour exiger le retrait immédiat des troupes d'Irak et d'Afghanistan, l'arrêt de tout financement d'interventions militaires américaines.

Comment se pose aujourd'hui la question du combat pour la rupture du mouvement syndical avec le Parti démocrate, c'est-à-dire le combat pour un Labor Party appuyé sur les syndicats, intégrant un parti noir ?

Comme vous venez de le voir, la question de la rupture avec le Parti démocrate est plus que jamais posée, et pour notre part, nous l'avons même soulevée dans la campagne électorale. Plus que jamais, on voit où mène cette subordination. Nous disons aujourd'hui que préparer le terrain pour avancer vers le Labor Party, c'est justement mener cette campagne indépendante. Aujourd'hui, la question centrale qui est posée, c'est la défense de l'indépendance des syndicats, c'est la défense du mouvement ouvrier sur ses propres revendications contre tous les plans qui visent à nous faire accepter les compromis, le langage du système des deux partis (républicain et démocrate, les deux partis de la bourgeoisie).

Bien sûr, nous n'en faisons pas un préalable dans les combats que j'ai évoqués. Mais ce n'est pas un hasard si cette question du Labor Party revient à l'ordre du jour dans certains secteurs du mouvement ouvrier. Par exemple, à Los Angeles, le syndicat des enseignants vient de reconstituer le comité pour un Labor Party. Le syndicat a décidé de débloquer des fonds pour le constituer, et il a invité le président national du Labor Party, qui

existe toujours. D'ailleurs, en marge de la conférence du 9 mai à San Francisco (car, comme je l'ai dit, nous n'en faisons pas un préalable), une discussion a eu lieu pour débattre des questions du Labor Party, à laquelle de nombreux représentants syndicaux ont participé.

Parce que cette question est posée dans la situation. Certains démagogues de droite commencent à utiliser le fait que les démocrates et les républicains, "c'est la même chose", que les uns et les autres ont accepté de permettre que les immigrants puissent prétendument venir nous voler nos emplois, parce qu'ils ont accepté de reconnaître un "Etat palestinien" contre Israël, etc. Il y a donc, à droite, des gens

qui cherchent à occuper le terrain du rejet des "deux partis", sur un créneau raciste et réactionnaire. C'est donc notre responsabilité, dans le mouvement ouvrier, d'ouvrir le débat pour une réponse politique sur le terrain de la classe ouvrière.

Ce débat qui revient à l'ordre du jour sur le Labor Party se pose de façon comparable sur la question de l'action politique noire indépendante. Des militants noirs, qui sont partie prenante de la campagne de la WERC, ont depuis la mi-avril réactivé le Comité national du Parti de la reconstruction.

**Propos recueillis
par Christel Keiser et Dominique Ferré**

LA VERITE

Revue théorique de la IV^e Internationale

La Vérité paraît tous les deux mois. Elle est éditée en dix langues, dont les « unes » sont reproduites ci-contre : allemand, anglais, français, arabe, espagnol, italien, ourdou, portugais, russe, serbe.

Pour se procurer La Vérité :

• **Edition française** et administration centrale de la revue : La Vérité, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, France.
Mail : the-truth@laverite.org

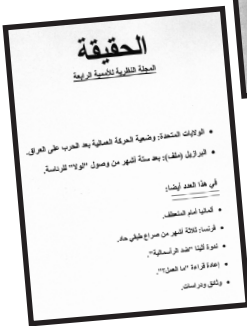
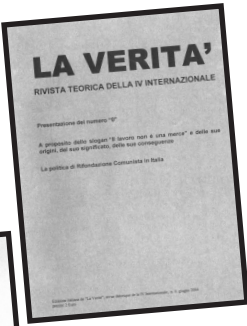
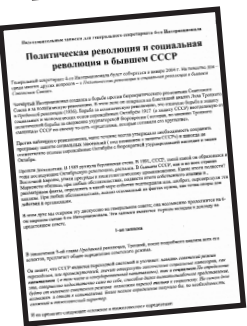
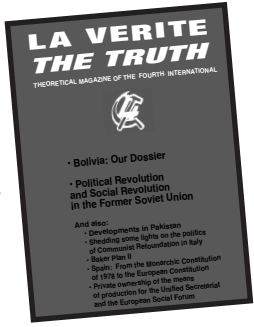
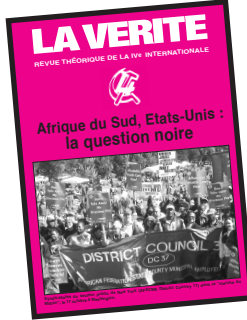
• **Edition allemande** : Vierte Internationale, La Vérité, Werner Udhe, Postfach 180 106, D-10205 Berlin.

• **Edition anglaise** : The Truth, Bill Hooldsworth ; 14 Keymur road, Stratford, London SW2 3AP. Socialist Organizer, P.O. Box 40009, San Francisco, CA 94140, USA

• **Edition espagnole** : POSI, calle Desengaño, 12, 1°3, 28004, Madrid, Espagne.

• **Edition portugaise** : Edições O Trabalho, rua Caetano Pinto, Cep 3041-000 São Paulo/SP, Brésil.

Pour toutes les autres éditions, s'adresser à l'administration centrale de la revue.



Quelle "paix" au Sri Lanka ?

Par François Forgue

Lorsque l'armée du gouvernement sri-lankais a encerclé le dernier réduit tenu par les Tigres de libération du Tamil Eclam (LTTE), au nord-est de l'île, les plus vives inquiétudes se sont manifestées quant au sort de la population civile de la région, alors que 250 000 à 300 000 personnes avaient déjà dû quitter leur lieu d'habitation pour fuir les combats.

Les pires prévisions ont été dépassées. Il est maintenant établi qu'au-delà de la liquidation militaire des séparatistes du LTTE, quinze à vingt mille civils ont été tués. L'armée sri-lankaise a utilisé des armes lourdes sur une superficie de plus en plus exiguë.

Après coup, les représentants au Sri Lanka de l'ONU ont été accusés d'avoir délibérément minimisé l'ampleur du massacre. Par dizaines de milliers, hommes, femmes, enfants, des réfugiés qui ont pris la fuite sont parqués dans des camps. Ces camps, d'ailleurs, ne peuvent être définis comme des "camps de réfugiés", mais bien plutôt des camps de concentration, puisque les hommes sont strictement séparés du reste des familles, que seule l'armée contrôle ces camps et qu'aucun représentant d'organismes indépendants ou humanitaires n'y a accès.

L'écrasement militaire de la dernière région contrôlée par le LTTE — que l'on disait inexpugnable — a été effectué en quelques mois par l'armée sri-lankaise, alors qu'auparavant elle avait été tenue en échec pendant des années. Quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur le LTTE — et, pour nous, il s'agit d'une organisa-

tion ni révolutionnaire ni démocratique exprimant véritablement les intérêts de la population tamoule —, son écrasement militaire s'est accompagné d'un véritable massacre de la population civile tamoule. C'est parce qu'ils sont Tamouls, parce qu'ils parlent tamoul, parce qu'ils viennent de villages tamouls que par milliers des innocents ont été abattus, que par dizaines de milliers aujourd'hui des gens qui ont tout perdu sont privés de leur liberté. S'il n'y avait pas eu auparavant une "question tamoule", il y en aurait une aujourd'hui.

Au lendemain de la victoire militaire du gouvernement sri-lankais, le gouvernement des Etats-Unis ne s'est pas bruyamment réjoui. Au contraire, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton a fait savoir qu'elle était concernée par l'indifférence manifestée dans les deux camps à l'égard des populations civiles. Hypocrite remarque de la part de celle dont l'une des tâches est de couvrir diplomatiquement les exactions sans nombre perpétrées contre les populations civiles en Irak, en Afghanistan et au Pakistan par l'armée américaine.

Le gouvernement américain, qui a longtemps utilisé le mouvement séparatiste, allant jusqu'à organiser sous sa tutelle des négociations entre lui et le gouvernement sri-lankais visant à la partition de l'île, a maintenant décidé de se passer du LTTE et de renforcer directement sa pression sur le gouvernement sri-lankais. Son apparente émotion pour le sort des populations civiles, ses réserves sur les méthodes employées n'ont d'autre signification que de

constituer un moyen de pression supplémentaire sur le gouvernement sri-lankais, qui n'aurait pu mener à bien son offensive militaire sans le "feu vert" de Washington.

Ce qui frappe, ce n'est pas tant le cynisme de l'impérialisme, auquel on est accoutumé, que le silence du mouvement ouvrier au Sri Lanka au sujet de ce qui se passe.

Le mouvement ouvrier au Sri Lanka s'est constitué notamment en unissant dans les mêmes organisations syndicales et politiques travailleurs cinghalais et tamouls. Dans la période où le Sri Lanka a acquis son indépendance comme dans les années qui ont suivi, une organisation qui avait ses racines dans la lutte contre la domination impérialiste britannique et dans la constitution des premières organisations ouvrières, le LSSP, organisation qui s'est ensuite située sur le terrain de la IV^e Internationale, occupait une position centrale dans le mouvement ouvrier.

L'un des axes de son combat était l'unité entre les travailleurs tamouls et les travailleurs cinghalais sur la base de l'égalité des droits. La tragédie actuelle ne peut être saisie sans prendre en compte l'effondrement politique du LSSP, directement lié à la crise dislocatrice de la IV^e Internationale en 1950-1953 (1).

AUX ORIGINES DE LA QUESTION TAMOULE

L'histoire du Sri Lanka a toujours été liée à celle de l'Inde, dont elle forme, géographiquement, la pointe méridionale. Dans cette mesure, le peuplement de l'île du Sri Lanka s'est fait à partir de populations venant d'Inde, les deux principales "ethnies" de l'île, les Tamouls et les Cinghalais, sont l'une et l'autre des composantes de la population de l'Inde continentale. Les Tamouls viennent du sud de l'Inde et pratiquent majoritairement la religion hindouiste. Les Cinghalais ont leur origine dans le nord de l'Inde et leur religion majoritaire est le bouddhisme.

Cette répartition géographique de la population s'est maintenue jusqu'à nos jours : les régions du nord et du nord-est

sont majoritairement tamoules, celles du sud et de l'ouest cinghalaises. Mais le développement économique, sous le colonialisme et après l'indépendance, a abouti à un brassage de populations : l'industrie, à Colombo, dans le sud du pays, occupe largement des Tamouls et il y a des Cinghalais au nord. C'est pourquoi "l'affrontement ethnique", intensifié ces dernières années, a conduit à des pogroms anti-Tamouls à Colombo et à des mesures d'expulsions massives de la part du gouvernement.

Contrairement à ce qui a été parfois le cas, l'histoire de la formation du Sri Lanka n'est pas faite d'un affrontement constant entre ces deux composantes, dont les relations seront, jusqu'à la colonisation, essentiellement pacifiques (2).

La colonisation du Sri Lanka par la Grande-Bretagne est liée à la pénétration coloniale dans toute l'Inde, mais elle prend une forme différente. Dès le début du XIX^e siècle, le Sri Lanka est placé sous la domination directe de la couronne britannique et n'est pas une dépendance de la Compagnie des Indes, qui gère alors les possessions britanniques en Inde.

C'est sous la domination britannique que se cristallise l'opposition entre la minorité tamoule et la majorité cinghalaise. Les colonisateurs utilisent l'arme de la division et jouent les uns contre les autres, accordant parfois une place privilégiée aux Tamouls dans l'administration, effaçant d'un coup de plume toute garantie à la minorité tamoule dans le statut de 1931.

Il s'ajoute à cela que le développement des plantations de thé entraîne une immigration considérable de Tamouls indiens, qui forment une main-d'œuvre sous-payée et privée de droits. Ces problèmes trouveront une expression accentuée lors de la constitution de l'Etat sri-lankais indépendant. Encore une fois, cette constitution en 1948 est liée au développement en Inde même, mais les formes dans lesquelles l'indépendance est octroyée vise à séparer

(1) Cet article s'appuie largement sur les matériaux rassemblés par le camarade Bernard Trinquet, et, pour ce qui est du LSSP et de ses relations avec l'Internationale, sur les deux articles du camarade Jean-Marc Schiappa parus dans *La Vérité*, n^{os} 27 et 28, de janvier et avril 2001.

(2) Voir *Sri Lanka*, par Eric Meyer (La Documentation française).

encore plus le Sri Lanka de l'Inde. D'ailleurs, à l'époque, le LSSP dénoncera cette indépendance octroyée comme une tentative de constituer un "Ulster indien" (3). Dans la constitution même du Sri Lanka s'insère la question tamoule. Tout d'abord, les Tamouls indiens se voient refuser la nationalité sri-lankaise. D'autre part, au fur et à mesure que se constitue le nouvel Etat, les Tamouls sont placés dans une situation d'infériorité à la fois pour ce qui est de la langue, puis, plus tard, de la religion. En effet, après une période où l'anglais (pourtant parlé par moins de 10 % de la population) était administrativement désigné comme la langue officielle, le cingalais fut ensuite proclamé comme la seule langue officielle. Plus tard, en 1972, le bouddhisme fut institué "religion d'Etat".

LA CONSTITUTION ET LE DÉVELOPPEMENT DU LSSP

Le développement du Sri Lanka sous domination coloniale aboutit notamment à un développement de grandes plantations (le Sri Lanka est toujours à l'heure actuelle le troisième exportateur de thé), 85 % du prolétariat rural qui était employé sur ces plantations étaient d'origine tamoule indienne. En même temps, le développement des infrastructures nécessaires aux colonisateurs comme le développement de diverses industries exportatrices (en particulier le caoutchouc) aboutissait à la constitution d'un prolétariat industriel où se retrouvaient aussi bien Tamouls que Cinghalais.

C'est en 1935 que de jeunes intellectuels sri-lankais, pour beaucoup formés à Londres, créent le Lanka Sama Samaja Party (LSSP) (4). D'emblée, ce parti anti-impérialiste cherche à se construire dans la classe ouvrière. Ses militants — ils seront environ 3 000 en 1940 — participent à la création des syndicats ouvriers et sont à la tête de nombreuses grèves. En mars 1936, ils ont deux élus dans l'Assemblée consultative mise en place par l'impérialisme britannique. A partir de ce développement et de leur expérience, des dirigeants du LSSP se tournent vers le marxisme, participent aux débats sur "la révolution par étapes", sur le "Front popu-

laire", etc., et tendent, pour certains d'entre eux, à se rapprocher des positions de Léon Trotsky et du mouvement pour la IV^e Internationale (5).

Comme le note un historien du mouvement ouvrier au Sri Lanka, Charles Wesley Ervin,

"l'un des points forts du premier LSSP était son orientation vers les Tamouls, le cœur du prolétariat cinghalais".

Un militant du LSSP explique d'ailleurs à ce sujet :

"Dans une société où des relations de travail salariées coexistaient avec des restes du féodalisme, où il y avait des classes, des castes, des divisions communalistes et religieuses, et où les classes sociales étaient à la fois étrangères et locales, les mots d'ordre importants étaient la liberté, l'égalité et la réforme sociale."

En 1940, le LSSP, dans une conférence nationale, exprime sa méfiance à l'égard de la III^e Internationale stalinienne. Lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, les deux députés du LSSP votent contre les crédits de guerre. Mais c'est seulement en avril 1941 qu'une conférence tenue dans la clandestinité "*affirmera la solidarité du LSSP avec la IV^e Internationale*".

Dans les conditions de la guerre, après que le LSSP eut été interdit, que nombre de ses dirigeants eurent été arrêtés et d'autres exilés de force en Inde, le lien avec la politique de la IV^e Internationale s'affirmera notamment dans la participation de cadres venus du Sri Lanka à la construction d'une organisation trotskyste en Inde.

Après la Seconde Guerre mondiale et après que le Sri Lanka fut devenu un Etat indépendant, le LSSP s'imposa comme la principale organisation politique ouvrière de l'île, se développa sur tous les terrains et obtint une large représentation parlementaire. Le LSSP était alors section de la IV^e Internationale, ce qui ne signifiait nullement que cette organisation soit homo-

(3) Allusion à l'Ulster (l'Irlande du Nord), séparée du reste du pays en 1921 et demeurée possession britannique.

(4) Sama Samaja signifie à la fois égalité et socialisme.

(5) Au sujet de la formation et du développement du LSSP, voir notamment "*Le trotskysme au Sri Lanka*", par Jean-Marc Schiappa, dans *La Vérité*, n° 27, janvier 2001.

gène. Mais sa direction, à cette époque, se plaçait clairement sur le terrain de l'égalité des droits, refusant toute discrimination, combattant pour la légalisation des Tamouls indiens et pour l'unité de la classe ouvrière sur ses revendications, seule force à même d'assurer la constitution démocratique de la nation sri-lankaise unifiant ses différentes composantes.

Les développements au Sri Lanka confirment une fois encore ce qu'expliquait Léon Trotsky lorsqu'il écrivait que « *pas une seule étape de la révolution "bourgeoise" ne peut être résolue dans les pays arriérés sous la direction de la bourgeoisie nationale* ». La bourgeoisie cinghalaise, soumise à l'impérialisme, pour établir sa propre domination politique établissait une oppression particulière à l'égard de la minorité tamoule (les éléments de la petite bourgeoisie tamoule, pour leur part, ne parvenaient à formuler leurs revendications qu'en termes "communautaires", puis, plus tard, en termes séparatistes). Seule une organisation se situant sur le terrain de la lutte de la classe ouvrière pouvait, comme le déclare en 1955 le LSSP, "*s'opposer au communisme, qu'il soit majoritaire ou minoritaire*", et réclamer qu'il soit donné "*à la langue tamil la parité comme langue officielle avec le cinghalais*".

Le parti politique de la bourgeoisie cinghalaise lors de l'indépendance, l'United National Party (UNP), se scinde pour donner naissance au Sri Lanka Freedom Party (SLFP), parti qui se présente à la fois comme anti-impérialiste et qui, en même temps, accentue la défense de la place privilégiée de la majorité cinghalaise, niant les droits de la minorité. C'est ce parti qui va exiger la reconnaissance de la langue cinghalaise comme la seule langue officielle et, plus tard, donner un statut privilégié au bouddhisme. C'est la politique de ce parti que combat alors le LSSP. Mais en 1964, au terme d'une dégénérescence rapide et profonde, le LSSP formera un gouvernement de coalition avec ce parti, et donc, parce qu'il capitule alors sur l'indépendance politique de la classe ouvrière, il sera également amené à renoncer à combattre pour la démocratie, pour l'égalité des droits.

Cet effondrement politique du LSSP aura des conséquences majeures non seu-

lement au Sri Lanka — nous y reviendrons —, mais aussi pour les organisations qui se réclament du trotskysme en Inde et, au-delà, pour toute l'Asie.

Cet effondrement procède certes de facteurs internes propres au LSSP, mais est inexplicable en dehors de la crise de la IV^e Internationale et du rôle joué par le centre liquidateur de Pablo et de Mandel.

Dans les limites de cet article, il n'est pas possible de reprendre l'ensemble du processus politique qui aboutit à la capitulation du LSSP. Nous n'en donnerons que quelques éléments en nous appuyant notamment sur l'article "*Le trotskysme au Sri Lanka*" auquel nous nous sommes référés plus haut.

Le LSSP, dès sa fondation, a été un parti qui contenait en son sein de grandes contradictions. Il constituait surtout, dans ses premières années, un regroupement luttant contre la domination coloniale et s'appuyant sur les luttes de la classe ouvrière et des paysans, sans pourtant définir une politique claire correspondant à ces objectifs. Au sein du LSSP, s'est développée une fraction — en fait, un certain nombre de dirigeants — se réclamant plus précisément des positions de Léon Trotsky. Dans les conditions du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, ces dirigeants ont pu mobiliser les militants du parti contre le stalinisme, rompant avec celui-ci, sans que cela signifie une homogénéisation du parti lui-même.

Les éléments les plus avancés du LSSP, bannis de l'île par les autorités coloniales et envoyés en Inde, jouèrent un rôle central dans la constitution de la section indienne de la IV^e Internationale et dans les positions prises lors du soulèvement d'août 1942 contre l'impérialisme britannique.

A la fin de la guerre, lorsque ces dirigeants sont revenus au Sri Lanka, les contradictions au sein du LSSP ont ré-émergé. Le parti a même connu une scission (de 1944 à 1950) qui a fait que le groupe parlementaire élu sous l'étiquette du LSSP s'est divisé lors du vote sur l'indépendance octroyée, les députés de la section de la IV^e Internationale votant contre le gouvernement mis en place, les dissidents s'abstenant.

LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE DE LA IV^e INTERNATIONALE

La direction d'alors de la IV^e Internationale soutenait certes ceux qui se sont opposés à la constitution de l'État sri-lankais, mais sans en faire une question de principe, et, en janvier 1948, dans une déclaration, elle soulignait avant tout "la victoire électorale des trotskystes à Ceylan", mettant ainsi sur le même plan ceux qui se sont opposés à une fausse indépendance et ceux qui se sont abstenus.

Plus grave encore, cette même déclaration tire du succès électoral de ceux qui se réclament du trotskysme la conclusion qu'il

"est possible, au moins dans les pays coloniaux, de contourner l'obstacle du stalinisme et de la social-démocratie traîtres".

En 1951, le Troisième Congrès mondial de la IV^e Internationale est celui où l'offensive liquidatrice conduite par Pablo aboutit à une crise dislocatrice. Le rapport de Michel Pablo, au sujet du Sri Lanka, déclare :

"Notre organisation est en pourparlers avec le PC de ce pays pour conclure un front unique en vue des prochaines élections (...) ouvrant la voie à un gouvernement des partis ouvriers."

Le front unique est donc vu sous un angle uniquement électoral et le PC est défini comme un "parti ouvrier" sans autre précision, et donc placé sur le même plan que le LSSP. Quelques mois plus tard, la direction internationale de Pablo disait au LSSP : "Le pouvoir est à votre portée, non pas d'ici dix ans, mais immédiatement, dans les quelques années à venir, sinon cette année même", par le moyen de la constitution d'une "majorité parlementaire".

Cette orientation se précisera en relation avec la scission du parti bourgeois au pouvoir, l'UNP, donnant naissance au Sri Lanka Freedom Party (SLFP) : la majorité parlementaire rêvée par le SI de Pablo devient alors une majorité SLFP-PC stalinien et LSSP. Malgré les prévisions optimistes de Pablo, c'est l'UNP qui remporte les élections. Face à sa politique, les travailleurs réagissent, notamment par une

grève générale, le 12 juillet 1953, contre l'augmentation vertigineuse du prix du riz. Le LSSP joue un rôle essentiel dans ce combat, dans une situation où, comme l'affirme la direction du LSSP, "dans des régions entières, le conflit a atteint le niveau d'une rébellion".

Mais encore une fois, on ne peut séparer ce qui se passe au Sri Lanka de la crise de la IV^e Internationale. La direction du LSSP, avec des oscillations et des réserves, avait accepté les décisions du Troisième Congrès. Mais Pablo apporte son appui aux éléments les plus pro-staliniens dans le LSSP, poussant ainsi à sa liquidation, comme il a tenté de le faire pour le SWP aux États-Unis.

Lorsqu'en 1953, se constitue le Comité international de la IV^e Internationale, la direction du LSSP refuse de s'associer à ce regroupement qui se fait sur la base de la défense du programme de la IV^e Internationale et du rejet du pablisme. Elle dénonce la "Lettre ouverte aux trotskystes du monde entier" du SWP, appelant à la lutte contre le révisionnisme liquidateur de Pablo et de Mandel, comme étant un acte scissionniste.

Cette attitude est décisive pour l'évolution que le LSSP va alors connaître. Avec l'appui du SI de Pablo, après les élections de 1956 qui ont porté le Sri Lanka Freedom Party au pouvoir, le LSSP s'engage dans une politique de "coopération responsable" avec ce gouvernement. Or c'est précisément ce gouvernement qui va attiser l'opposition entre la majorité cinghalaise et la minorité tamoule en proclamant le cinghalais seule langue officielle de l'île, en contradiction avec toute la politique antérieure du LSSP.

La voie est alors ouverte à l'écroulement politique de 1964. A la suite de négociations avec le gouvernement du SLFP dirigé par M^{me} Bandaranaike, des dirigeants du LSSP entrent dans le gouvernement bourgeois. C'est alors — et alors seulement — que la direction Pablo-Mandel, oubliant tout ce qu'elle a elle-même fait pour pousser le LSSP dans cette voie, le condamne.

L'effondrement du LSSP, indissociable de la crise de la IV^e Internationale, compte tenu du rayonnement de ce parti et de son prestige dans toute l'Asie, a eu des consé-

quences profondes sur le mouvement ouvrier de tout le continent. Il a eu aussi les plus graves conséquences pour les développements politiques au Sri Lanka même. Il n'y a plus alors de parti exprimant l'indépendance de la classe ouvrière et capable, en conséquence, de promouvoir des solutions démocratiques aux problèmes existant au Sri Lanka.

La signification de cette liquidation s'est exprimée par le fait que, lorsqu'en 1971, toute une fraction de la jeunesse, poussée à bout par les résultats catastrophiques du gouvernement du SLFP, constitue une organisation, le Janata Vimukthi Peramuna (JVP) — Front de libération du peuple, qui s'inspire notamment de la lutte révolutionnaire à Cuba, et qu'elle s'engage dans la voie de l'insurrection, le LSSP est dans le camp de la répression sauvage déchaînée par le gouvernement.

Tout aussi grave est le fait qu'au nom de sa collaboration gouvernementale, le LSSP accepte la discrimination à l'encontre des Tamouls. Les événements tragiques de ces derniers mois, l'impasse qu'ils manifestent sont inexplicables en dehors de cette faillite politique, produit de la crise de la IV^e Internationale.

UN CONFLIT RYTHMÉ PAR L'INTERVENTION AMÉRICAINE

La situation actuelle procède très largement de l'intervention de plus en plus directe de l'impérialisme américain, utilisant et manipulant les problèmes réels — comme le problème tamoul — pour assurer son hégémonie.

Un discours de l'ambassadeur des Etats-Unis au Sri Lanka résume la vision et les perspectives de l'impérialisme américain en ce qui concerne ce pays :

“Nous avons commencé à réexaminer nos relations avec le Sri Lanka alors que la politique de celui-ci s'écartait des positions du mouvement des pays non alignés et renonçait à toutes expériences de caractère socialiste, réouvrant son économie. Alors, nos relations bilatérales se sont améliorées.

Les Etats-Unis avaient une certaine sympathie pour les Tamouls parce qu'ils faisaient clairement l'objet d'une discri-

mination. Mais des terroristes se sont emparés de leur mouvement et ont adopté des moyens et des méthodes que nous condamnons (...). Nous continuons à considérer le LTTE comme une organisation terroriste (...). Cependant, le processus de paix actuel offre la possibilité de créer un nouvel environnement constitutionnel qui pourrait servir d'exemple pour d'autres conflits dans le sud de l'Asie.

Le Sri Lanka pourrait rapidement devenir un pays où les revenus se situeraient dans la zone moyenne, il pourrait devenir le Singapour de l'Asie du Sud.

Il y a au Sri Lanka d'immenses possibilités pour le commerce américain et pour les investissements américains dans les technologies d'information, l'industrie légère, l'agro-industrie, le tourisme, la joaillerie et le développement d'infrastructures comme les ports, les aéroports, les télécommunications et l'énergie.

Les firmes américaines ont négligé le Sri Lanka, mais il y a là un marché de 19 millions de personnes, à la porte d'un marché de plus d'un milliard.

Le Sri Lanka est le seul pays à avoir signé un accord de libre commerce avec l'Inde. Je prévois une forte montée des investissements américains avec la fin de la guerre.”

Cette déclaration de l'ambassadeur américain survient un an après qu'a été conclu entre le gouvernement sri-lankais et le LTTE un cessez-le-feu sous l'égide de la Norvège, agissant pour le compte d'un consortium de pays donateurs, constitué notamment par les Etats-Unis, les Etats de l'Union européenne et le Japon.

Ce que cette déclaration dit clairement, c'est que le LTTE, hier organisation terroriste, est devenu un partenaire “acceptable” pour présider à une “solution” qui pourrait servir d'exemple pour toute l'Asie du Sud. On voit ici pointer, au-delà du Sri Lanka, la menace en direction de l'Inde, où existent aussi, sur la base de problèmes linguistiques, des organisations séparatistes.

La même visée stratégique sera exprimée deux ans plus tard par la sous-secrétaire d'Etat américaine Christina Rocca après le tsunami. Elle dit alors :

“Nous espérons que le gouvernement et le LTTE s'entendront rapidement pour mettre en place un mécanisme commun

d'aide à la suite du tsunami. Nous demandons à tous de reprendre les pourparlers de paix (...). Notre position sur le LTTE n'a pas changé. Il doit comprendre que nous sommes prêts à traiter avec lui s'il renonce à la violence.

L'économie du Sri Lanka semble avoir résisté aux effets du tsunami mieux qu'on ne pouvait l'escompter. Néanmoins, la vaste tragédie humaine aura obligatoirement des effets économiques négatifs. De plus, avec une telle dévastation, surgiront des défis difficiles pendant la reconstruction. Les Etats-Unis entendent être des partenaires du Sri Lanka durant cette période.

Les Etats-Unis sont un client essentiel pour les exportations du Sri Lanka (...). Il est vital que le Sri Lanka continue à avancer dans le domaine des réformes économiques."

Cette dernière phrase résume les objectifs de la politique américaine au Sri Lanka. L'économie "ouverte" qui est ici saluée, c'est celle fondée sur la privatisation de toutes les entreprises et de toutes les activités qui avaient été placées sous la tutelle de l'Etat. Et c'est la politique du pillage du pays par le moyen de la dette. Quels que soient les gouvernements qui se succèdent (les uns constitués autour de l'UNP, les autres autour du LSFP), c'est cette même politique qui se poursuit. Elle comprend la mise en place de zones spéciales d'exportation, affranchissant les investisseurs qui s'y installent du versement de taxes et de tout respect du droit du travail. Les lois du Sri Lanka ne s'y appliquent pas en ce qui concerne la liberté syndicale : les syndicats sont de fait interdits de séjour dans ces zones. C'est en 1978 que sera installée la première zone spéciale d'exportation, qui sera suivie de plusieurs autres, et le statut sera élargi dès 1992 à toute entreprise dédiée à l'exportation, quel que soit son lieu d'implantation.

La mainmise sur les richesses du pays, notamment par le moyen de la dette et par la mise en place de "zones d'exportation spéciales", s'accompagne d'objectifs militaires déterminés par la place stratégique du Sri Lanka. La grande base militaire de Trincomalee, située sur la côte est de l'île, a, ces dernières années, reçu de nombreuses visites d'officiers supérieurs américains et le tsunami de 2004 a été, au nom

de l'aide humanitaire, l'occasion d'une présence ostensible de la flotte américaine dans la région.

La politique des "réformes", c'est-à-dire des privatisations et de l'implantation des multinationales, entraîne une aggravation de la discrimination et de l'oppression spécifique de la minorité tamoule. Les régions "reconquises" font l'objet d'un "nettoyage ethnique" qui facilite la mise en place de zones où les lois du travail ne s'appliquent pas et où les droits syndicaux sont bafoués. C'est dans la région de l'est, précisément autour du port de Trincomalee, que le gouvernement sri-lankais veut constituer une nouvelle zone économique spéciale.

Le 16 juin 2007, le gouvernement a annoncé que les districts de Matur East et de Sampur (dans la région de Trincomalee) étaient considérés comme des zones de "haute sécurité". En même temps, il est prévu dans cette région une zone économique spéciale qui s'étendrait sur 675 km². Les 50 000 Tamouls qui avaient quitté cette région lors des combats ne seraient pas autorisés à y revenir.

Il s'agit de la région où le rétablissement du pouvoir central a été facilité par le passage dans le camp gouvernemental de toute une partie de la direction et de l'encadrement du LTTE. Qu'en sera-t-il aujourd'hui pour les 250 000 à 300 000 Tamouls qui ont dû fuir le nord lors des récents et terribles affrontements ?

LA RÉSISTANCE DES TRAVAILLEURS

Par des combats incessants, la classe ouvrière s'opposera à cette politique. Des grèves imposeront au patronat des concessions dans certains secteurs. La volonté d'organisation des travailleurs des zones spéciales d'exportation y imposera parfois la reconnaissance d'organisations syndicales.

Le Sri Lanka connaît une alternance de gouvernements dirigés parfois par l'UNP, parfois par le SLFP, avec le recours, à un moment, du JVP. Ces gouvernements poursuivent essentiellement la même politique économique, politique contre laquelle se dresse la classe ouvrière, quel que soit

le type de gouvernement. C'est ainsi, par exemple, que les travailleurs du secteur de l'énergie ont résisté aux plans de restructuration — menant à la privatisation — de la Ceylan Electricity Board. En mars 2003, sous un gouvernement UNP, des milliers de travailleurs manifestaient contre les plans de restructuration. En 2005, ils manifestaient à nouveau pour le même motif, mais cette fois face à un gouvernement du SLFP et du JVP. Mais cette lutte constante ne trouve pas de débouchés politiques.

C'est un facteur qui marque toute l'histoire des luttes sociales et politiques au Sri Lanka depuis l'effondrement du LSSP. La misère, l'absence d'emplois poussent la jeunesse à la révolte. Mais ces soulèvements de la jeunesse restent encadrés par des organisations qui ne se placent pas sur le terrain de la classe ouvrière.

Ce n'est pas seulement en 1971, mais à nouveau en 1987, que le JVP est à la tête d'une véritable insurrection qui touche surtout le sud du pays. La répression organisée par le gouvernement et l'armée sera à nouveau féroce : plusieurs dizaines de milliers de morts en quelques mois. Mais la direction du JVP s'est finalement, en 2004, associée à un gouvernement du SLFP dont la politique n'est pas fondamentalement différente de celle de ses prédécesseurs. Au contraire, ce gouvernement poursuit la politique de privatisation des gouvernements précédents, comme en témoigne son programme intitulé "*Un nouvel ordre économique pour une forte économie nationale*" :

"Actuellement, le Sri Lanka manque d'un mécanisme institutionnel pour faciliter la restructuration des entreprises en difficulté. Un service formé d'experts venus du secteur public comme des entreprises privées sera créé pour aider à la restructuration de celles des industries qui pourraient être transformées en entreprises financièrement viables."

Quel rapport y a-t-il entre les aspirations démocratiques et révolutionnaires des jeunes qui se lançaient dans la lutte à l'appel du JVP et la lettre adressée par la direction de celui-ci à Christina Rocca, sous-secrétaire d'Etat du gouvernement Bush ?

« Dans son discours d'inauguration, le président Bush a dit : "La liberté dans

notre pays dépend du succès de la liberté dans d'autres pays" (...). Comme le président Bush l'a déclaré, nous, dans le JVP, considérons que seule la démocratie peut apporter la paix. Alors que nous nous efforçons de développer notre pays comme un pays multiculturel, multi-ethnique et multi-religieux, nous espérons que les Etats-Unis suivront la voie qu'ils avaient prise après la Seconde Guerre mondiale quand ils aidèrent à remplacer les dictatures fascistes par de fortes démocraties. »

Le texte du JVP continue en expliquant qu'il faut se fonder sur "*la pleine égalité des citoyens*" et non sur une division territoriale artificielle basée sur des principes ethniques.

Certes, mais la réalité du Sri Lanka, entretenue par l'impérialisme et acceptée par les différents gouvernements qui se sont succédé, n'est pas celle de l'égalité des droits, mais celle de la discrimination. C'est la situation dans laquelle elle était placée qui a poussé une partie de la jeunesse tamoule à appuyer l'action armée.

Le LTTE, tel qu'il s'est constitué au fil des années, a non seulement utilisé les revendications légitimes des Tamouls, mais s'est imposé par la violence comme la seule organisation parlant au nom du peuple tamoul. La combinaison de la répression de la situation critique de la grande masse de la population, qu'elle soit cinghalaise ou tamoule, et des méthodes de la direction du LTTE a écarté de la scène politique les différentes organisations tamoules qui cherchaient une solution unitaire.

Le LTTE est devenu, cela a été noté plus haut, dans ces conditions, l'interlocuteur "valable" de l'impérialisme, réalité qui s'est affirmée dans le cessez-le-feu de 2002 entre le gouvernement cinghalais et le LTTE, cessez-le-feu conclu sous l'égide de la Norvège, agissant pour le compte d'un consortium de pays donateurs dans lequel on trouve notamment les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon.

Dans les dernières années, le ton des représentants de l'impérialisme américain s'est modifié. C'est ainsi que, le 10 janvier 2006, devant un parterre d'hommes d'affaires sri-lankais, alors que la vague de violence se développait tant du côté de l'armée que du LTTE, le diplomate améri-

cain Burns menaçait le LTTE. Il indiquait que les Etats-Unis fourniraient à l'armée sri-lankaise tous les moyens nécessaires et, dans le même temps, il faisait un panegyrique des réformes économiques engagées par le gouvernement sri-lankais.

C'est à partir de là que l'aspect militaire du conflit se transforme complètement. La province de l'Est, qui est sous le contrôle du LTTE, est reconquise après une offensive de l'armée sri-lankaise. Plus tard, le LTTE sera déchiré par une scission de toute une partie de son appareil militaire et administratif. Karuna, l'un des grands dirigeants du LTTE, passe avec armes et bagages — et avec toute une série de cadres de l'organisation — du côté du gouvernement, dont il est maintenant l'un des ministres.

L'ambassadeur américain, Robert Blake, déclare le 18 décembre 2007 :

"Le Sri Lanka a une opportunité importante de stabiliser l'Est de façon à démontrer à tous les Sri Lankais, et notamment aux Tamouls, qu'ils ont un avenir brillant dans le cadre d'un Sri Lanka uni."

Cet avenir, nous l'avons vu, c'est celui des zones économiques spéciales, c'est celui des déplacements de populations, des opérations de nettoyage ethnique destinées à faciliter l'implantation d'entreprises impérialistes.

C'est dans ce cadre que prend place l'ultime offensive et la défaite éclair du LTTE. Celle-ci n'annonce ni la paix ni la réconciliation au Sri Lanka. Les massacres perpétrés contre la population civile dans la zone des derniers combats montrent bien que le but du gouvernement n'était pas essentiellement d'assurer l'élimination militaire du LTTE. Ils annoncent de nouveaux coups portés contre la population tamoule et ses droits, mais pas seulement contre elle.

La presse officielle du Sri Lanka répète que l'heure est venue de faire des sacrifices pour payer le coût de la guerre. Le gouvernement sri-lankais est contraint de se tourner vers le FMI en même temps

qu'il déclare que les dépenses militaires continueront à être élevées. Cela ne peut qu'entraîner la recrudescence des attaques contre toute la classe ouvrière et la militarisation de la vie politique sous le prétexte de la lutte contre le LTTE, prélude à un renforcement des atteintes aux droits démocratiques et syndicaux pour tous les travailleurs du Sri Lanka. L'armée dont on vante aujourd'hui les "exploits", c'est celle-là même qui a écrasé dans le sang les révoltes sociales de 1971 et de 1987.

Répétons-le, les derniers événements au Sri Lanka ne peuvent être séparés de la politique de l'impérialisme américain dans toute la région, et, notamment, de la déstabilisation du Pakistan.

La lutte des travailleurs du Sri Lanka, des travailleurs cinghalais comme des travailleurs tamouls, dans d'autres circonstances historiques que celles de la lutte contre le colonialisme britannique, pose à nouveau la question qui avait été centrale dans le développement du LSSP : celle de leur unité avec les travailleurs de tout le sous-continent indien.

La situation dramatique dans laquelle est aujourd'hui plongé le Sri Lanka montre à nouveau que la question de la direction révolutionnaire est au cœur de tous les problèmes. L'effondrement du LSSP, il y a maintenant un demi-siècle, indissolublement lié à la crise de la IV^e Internationale, est encore aujourd'hui un facteur majeur des conditions dans lesquelles se développe la lutte des classes au Sri Lanka, et, sous d'autres formes, cela est vrai pour tout le continent asiatique.

L'expérience des dernières années a montré que, même dans les circonstances les plus difficiles, la classe ouvrière du Sri Lanka cherchait à résister, qu'elle combattait. C'est à partir de ce combat que peuvent être retrouvées les traditions de la lutte démocratique et révolutionnaire qu'avait incarnées le LSSP. Il s'agit d'un enjeu du combat de la IV^e Internationale.

François Forgeue

Soutenez financièrement la IV^e Internationale

- Je soutiens financièrement la IV^e Internationale, qui prépare son Septième Congrès mondial.
- Versement exceptionnel de euros.
- Versement mensuel de euros.

Prenez connaissance de ses publications

- Je demande à disposer du n° de la revue théorique de la IV^e Internationale, *La Vérité*.
- Je m'abonne à *La Lettre de La Vérité*, publication hebdomadaire du CCI.

Rejoignez ses rangs !

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Tél. : E-mail :

Pour tout contact :

**Secrétariat international de la IV^e Internationale
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris**

Document préparatoire au 47^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale

Le 47^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale aura lieu les 26 et 27 septembre 2009.

Le fait qu'il s'agisse du 47^e Congrès appelle déjà une explication.

Le Premier Congrès de la section française de la IV^e Internationale, unifiant les différents groupes qui se réclamaient du trotskysme en France, se tient en 1944, dans la dernière période de la Seconde Guerre mondiale, mais alors que la plus grande partie de l'Europe occidentale est encore sous occupation nazie. C'est donc dans la clandestinité, face à une sauvage répression, que les délégués de la section française manifestent — en se basant sur leur activité — que la continuité de la IV^e Internationale a été assurée et que cette continuité sera préservée.

Quelles que soient les difficultés, les erreurs, c'est le combat mené depuis lors, la volonté d'intervenir dans la lutte des classes, de s'enraciner dans le mouvement ouvrier sur la base de la défense du programme et des principes de la IV^e Internationale qui ont permis cette continuité.

Elle s'est exprimée notamment en 1951-1952, lorsque, face à une offensive révisionniste entraînant la dislocation de la IV^e Internationale comme organisation mondiale unifiée, offensive dont le contenu politique était avant tout de charger la bureaucratie stalinienne d'une mission historique progressive, la majorité de la section française rejeta le révisionnisme liquidateur.

Depuis, le combat de la section française, comme composante des forces qui, à l'échelle internationale, demeureraient organisées sur la base du programme de fondation de l'Internationale, n'a pas cessé. Il a pris des formes différentes pour exprimer en permanence le même contenu fondamental :

— La lutte entre les classes fondamentales de la société s'est poursuivie sans répit, à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale. Son enjeu, c'est la barbarie ou le renversement du système d'exploitation capitalisme fondé sur la propriété privée des moyens de production, système aujourd'hui en pleine décomposition.

— Seul le combat d’émancipation des travailleurs eux-mêmes peut assurer une solution positive à cette alternative. Pour réaliser ces buts, la classe ouvrière à l’échelle nationale et internationale a besoin de son parti politique.

— Si, pour la IV^e Internationale et ses militants, ce parti ne peut en définitive se fonder que sur le programme de la IV^e Internationale, les formes par lesquelles se développera ce combat ne sont pas prescrites à l’avance et, à chaque étape de la lutte des classes, ce combat se combine avec l’action la plus large pour réaliser l’unité des travailleurs et de leurs organisations sur la base des revendications des travailleurs.

C’est pourquoi la section française, qui a dû payer au prix fort le rôle qu’elle avait joué dans la défense de la IV^e Internationale, s’est développée dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale dans les formes et sous des dénominations diverses (PCI, OCI, OCI [u], PCI, Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs et aujourd’hui du Parti ouvrier indépendant).

Aujourd’hui, la section de la IV^e Internationale en France est le Courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant fondé il y a un an avec des militants ouvriers d’origines diverses se rassemblant sur le terrain de l’indépendance de classe. Les militants de la IV^e Internationale ont engagé toutes leurs forces dans la construction de ce parti, convaincus que c’est dans cette voie que peut se constituer le parti révolutionnaire nécessaire à la classe ouvrière, convaincus qu’il leur faut tout faire pour, à égalité de droits et de devoirs avec tous les autres militants et composantes du Parti ouvrier indépendant, aider à sa consolidation, à son organisation, en l’implantant parmi les combattants de la classe ouvrière et ses combats.

La section française de la IV^e Internationale prépare donc son congrès dans des conditions marquées par le pas en avant dans l’application pratique du combat de la IV^e Internationale que représente la constitution du Parti ouvrier indépendant, dans des conditions qui, en France, mais comme conséquences et composantes des développements mondiaux, aboutissent à créer d’ores et déjà une situation de crise prérévolutionnaire transitant vers une crise révolutionnaire ouverte, alors même que toutes les forces politiques liées à l’ordre bourgeois poussent à un dénouement contre-révolutionnaire.

Le Parti ouvrier indépendant, notamment par la campagne qu’il mène pour le front unique, pour l’interdiction des licenciements, est au cœur de cette bataille, qui est un élément central de la préparation du 47^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale.

La direction de celle-ci a adopté en avril 2009 un texte qui a été publié dans son intégralité dans un bulletin de discussion interne et qui constitue le point de départ de la discussion que nous aurons au 47^e Congrès.

S’il a été décidé d’en reproduire de larges extraits dans ce numéro de *La Vérité*, c’est d’abord parce que, de tout évidence, les problèmes discutés aujourd’hui au sein de la section française de la IV^e Internationale sont fondamentalement les mêmes que ceux posés dans toute l’Internationale. C’est aussi parce que, comme l’explique la lettre de convocation du Septième Congrès mondial de la IV^e Internationale (1), les problèmes qui se discutent au sein de la IV^e Internationale sont ceux-là mêmes qui sont au centre des débats qui traversent tout le monde ouvrier.

(1) “*La IV^e Internationale convoque son Septième Congrès mondial*” (*La Vérité*, n° 63, octobre 2008).

PREMIERE PARTIE

Sur le moment de la situation et les tâches de la section française de la IV^e Internationale

I. NE PAS SE LAISSER SURPRENDRE PAR LES ÉVÉNEMENTS...

Une période de soixante ans se termine. Une période beaucoup plus longue que les vingt ans qui ont séparé les deux précédentes guerres mondiales, et qui nous ramène à la veille d'une crise comparable à celles qui ont provoqué ces deux tragédies.

Certes, cette période n'a pas été la période de stabilité et d'harmonie que certains veulent bien nous décrire, maintenant que nous sommes au début d'un nouveau cataclysme. La lutte des classes n'a jamais cessé. Et le monde n'a jamais non plus connu la paix depuis qu'ont cessé les derniers combats de la Seconde Guerre mondiale — la "guerre froide", la guerre de Corée, les guerres d'émancipation coloniale, la guerre du Vietnam, les "guerres ethniques" en Afrique, la guerre sans fin contre le peuple palestinien, la guerre dans les Balkans, dans le Caucase, la première et la deuxième guerre d'Irak, la guerre en Afghanistan, au Pakistan, etc.

Mais la partie occidentale du Vieux Continent ravagé par la Seconde Guerre mondiale a néanmoins été réinsérée dans une nouvelle division internationale du travail, dans le cadre des rapports sociaux de production capitalistes préservés (à quel prix), sous le contrôle et la direction incontestés de l'impérialisme américain.

C'est la puissance de la vague révolutionnaire qui a balayé toute l'Europe qui a contraint l'impérialisme américain à agir ainsi pour préserver l'ordre capitaliste mondial. Une vague révolutionnaire qui a déferlé en France, en Italie, en Grèce..., mais aussi en Europe orientale (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie) et dans tous

les Balkans. Une vague révolutionnaire qui s'est développée à l'Est sur la base de l'effondrement des régimes qui avaient collaboré avec le nazisme et qui a été encamisolée, contrôlée et épurée par l'occupation militaire soviétique dans le cadre de l'application des accords de maintien de l'ordre signés à Yalta, pour aboutir à l'intégration de ces pays dans le "glacis" des "démocraties populaires" contrôlées par la bureaucratie stalinienne.

La révolution qui prenait son essor fut sabordée par les appareils staliniens et sociaux-démocrates. Elle arracha néanmoins des conquêtes sociales incompatibles avec le système de la propriété privée. Ce fut le cas, par exemple, de la Sécurité sociale en France, une conquête qui contribua à donner au mouvement syndical, chargé de sa gestion, une importance dans les relations qu'il entretenait de ce fait, au nom de la classe, avec la bourgeoisie ; une importance qui n'était ni prévue ni voulue par celle-ci. Ces conditions ont façonné toutes les relations sociales depuis 1945. Dès l'origine, la bourgeoisie, dénonçant le caractère "totalitaire" de la Sécurité sociale, combattait pour sa remise en cause et imposait, avec l'aide des staliniens, sa présence dans la gestion de la Sécurité sociale. Depuis, la bourgeoisie n'a cessé de vouloir détruire ces conquêtes. L'affrontement qui s'aiguise une nouvelle fois aujourd'hui autour de la Sécurité sociale — et derrière elle contre toutes les relations sociales fondées sur la reconnaissance de l'indépendance des organisations de la classe ouvrière — tend à prendre de plus en plus clairement la place d'un enjeu véritablement révolutionnaire.

Cette période de soixante ans qui se termine a été profondément ébranlée à plusieurs reprises.

Il y a presque quarante ans, les premiers signes d'un effondrement majeur de tout le système mondial fondé sur la propriété privée des moyens de production n'ont été "enrayés" et "différés" que par le recours massif à l'économie d'armement, le parasitisme, qui impliquent, dans cette voie, un nouveau bond en avant dans la remise en cause des acquis ouvriers (déréglementations, etc.) (2).

Il y a vingt ans, la chute du Mur sous les coups des masses allemandes, l'effondrement de l'URSS, dont les fondements avaient été sapés par la bureaucratie stalinienne (*voir à ce sujet la seconde partie du texte*), modifiaient, de façon majeure, le dispositif de maintien de l'ordre à l'échelle mondiale.

L'ensemble du système est à nouveau au bord du gouffre.

Une période de soixante ans se termine, où les relations sociales — en dépit de gigantesques surgissements des luttes de classes — ont été contenues dans un cadre, en premier lieu en raison du rôle décisif joué par l'appareil international de la bureaucratie stalinienne du Kremlin et parfaitement secondé par la social-démocratie. Un cadre reposant largement sur la capacité des directions des organisations de classe (les staliniens et les réformistes, chacun dans son rôle) à préserver le système, et donc, pour cela, à gérer les conquêtes de la Libération et arracher les contreparties indispensables.

Si ces contreparties (Sécurité sociale, retraites, assurance chômage, Code du travail, statuts...) ont toutes fait l'objet de tentatives de remise en cause de plus en plus violentes depuis des dizaines d'années, une étape nouvelle est en train d'être franchie. La crise d'effondrement du système ne laisse à la bourgeoisie pratiquement plus aucune marge. Et malgré la panique que cette perspective provoque chez elle, cette crise la contraint à attaquer sur tous les fronts. Pour cela, elle est obligée de remettre totalement en cause la place consentie aux organisations et à leurs directions dans les anciennes relations sociales. Des relations où les appareils ont certes pu préserver le système, mais où la pression des masses organisées dans leurs organisations de classe a pu, contre les directions — au prix d'une

bataille qui n'a jamais cessé en leur sein —, freiner la contre-offensive et gagner du temps pour se préparer aux échéances inévitables. C'est dans ces combats permanents (grève Renault, grève générale de 1953, combat contre la prise du pouvoir par de Gaulle en 1958, combats contre les ordonnances réformant la Sécurité sociale en 1967, grève générale de 1968, combat pour le double non au référendum corporatiste de De Gaulle en 1969...) que les petits noyaux trotskystes, dont nous sommes issus — qui ont fait leurs premières armes dans la vague révolutionnaire de la Libération —, se sont inscrits et se sont développés, et enracinés dans les organisations de classe.

En France, lorsque le bonapartisme gaulliste a engagé une profonde réorganisation de son dispositif — ébranlé par la perte de son empire colonial provoquée par la mobilisation des peuples coloniaux pour leur émancipation —, il a tenté de remettre en cause tout le cadre des relations sociales établies après guerre pour franchir un pas dans la voie de l'instauration d'un système corporatiste auquel de Gaulle avait déjà dû renoncer en 1945. Devant la résistance de la classe ouvrière, pourtant privée par ses appareils dirigeants de la possibilité d'interdire le coup d'Etat, de Gaulle a dû reculer. Il n'a pas remis en cause les grandes lignes de son plan (institutions de la V^e République), mais, pour préserver des relations politiques indispensables à la poursuite de la collaboration des appareils — en raison de la résistance de la classe —, il a dû renoncer à remettre en cause l'indépendance des organisations et il a dû préserver un "Parlement" croupion.

Aucun courant n'a aussi clairement et fermement que le nôtre formulé, dans le mouvement ouvrier, les enjeux de la bataille qui s'engageait autour de la question du corporatisme et de l'indépendance de classe des organisations. Face à un de Gaulle qui tentait une nouvelle fois, à l'issue de la grève générale de 1968, de remettre le couvert en soumettant à référendum une proposition de réorganisation corporatiste de la société autour d'une "chambre des métiers", notre courant a

(2) *Lutte des classes et mondialisation*, par Daniel Gluckstein.

gagné durant ces dix années une influence au sein des organisations de classe qui dépassait ses forces numériques effectives et en faisait une composante majeure de la défense de l'indépendance de classe de ces organisations.

Que ce soit en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne..., sous des formes politiques et institutionnelles différentes, cette étroite collaboration entre les sommets du mouvement ouvrier et l'État — non dénuée de tensions et de contradictions — n'a pu se maintenir que tant que la production, certes douloureusement restructurée à plusieurs reprises, a pu néanmoins être maintenue sans pour autant remettre en cause le processus de déclin des forces productives frappant tous les pays.

Mais aujourd'hui, c'est d'autre chose qu'il s'agit...

Tout le système productif "maintenu" ou "restructuré", et monstrueusement déformé dans le cadre de ce qui est officiellement désigné par le terme "mondialisation" — correspondant aux derniers réajustements de la division internationale du travail décidés par le capital financier —, s'effondre comme un château de cartes, entraîné dans la chute de tout le système financier, expression du parasitisme d'un mode de production détruit par l'effondrement de la demande à l'échelle du marché mondial (*voir à ce sujet la déclaration du comité central de l'Organisation communiste internationaliste d'août 1971, republiée dans La Vérité, n° 58*).

La survie (au sens strict du terme) de millions d'hommes et de femmes, en France comme dans toute l'Europe, pour la première fois depuis la guerre, dépend exclusivement de la capacité de la classe ouvrière à développer, comme jamais, la lutte des classes. Une lutte des classes qui ne pourra rester circonscrite ou encamisolée dans le cadre qui a "organisé", bon an mal an, les rapports sociaux depuis la guerre.

C'est en ce sens qu'il faut comprendre la crise qui saisit les sommets du mouvement ouvrier organisé.

C'est en ce sens qu'il faut comprendre que la sélection de centaines de cadres ouvriers trotskystes expérimentés au cours

de ces années est appelée à jouer, politiquement, un rôle majeur.

II. TOUS LES ÉLÉMENTS CONVERGENT POUR CONDUIRE D'UNE SITUATION DE CRISE PRÉRÉVOLUTIONNAIRE À L'OUVERTURE DE LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE

(Ici, le texte analyse la manière dont la crise mondiale disloque le dispositif politique supranational de l'Union européenne et revient sur la signification de la réunion du G 20, questions auxquelles un article est consacré dans ce numéro de La Vérité.)

III. LA CRISE RAVAGE TOUS LES PARTIS, TOUTES LES FORMATIONS POLITIQUES QUI SE SONT SUBORDONNÉS (QUELLE QU'EN SOIT LA FORME) AUX INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE, À LA DÉFENSE DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES MOYENS DE PRODUCTION...

Le lent processus de liquidation des partis, minés par la logique implacable des institutions bonapartistes de la V^e République et par la subordination à l'Union européenne, remettant en cause les positions de la classe dominante française, ses institutions et ses partis, est en train de franchir une étape décisive.

Du côté des partis de la bourgeoisie, le parti godillot par excellence (*pour faire référence au terme employé pour qualifier un parlementaire qui suit, sans discuter, les consignes de vote de son parti ; en l'occurrence, un parti qui obéit sans discuter au gouvernement ; de Gaulle affectionnait ce terme pour désigner ses propres troupes politiques*), organisé exclusivement pour servir la politique du président bonaparte, est de plus en plus déchiré par l'impasse dans laquelle s'enfonce celui-ci.

S'il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau, il prend une ampleur nouvelle.

Le discrédit qui touche le président, le plus omniprésent et omnipotent qu'ait connu la V^e République, paralyse les sommets. Son incapacité à avoir prise sur des événements qui ravagent les fondements même de l'existence de ce pays se retourne contre lui et ouvre grandes les ambitions des uns et des autres.

“A gauche”, le PS — privé depuis des décennies déjà, par la Constitution de la V^e République, puis par la subordination de ces institutions aux décisions de l'Union européenne, de sa vocation de parti parlementaire —, ne peut se remettre du coup majeur que lui a porté la politique de Jospin. De crise en crise, il est entré dans un processus d'éclatement, dont la défection de Mélenchon et de son Parti de gauche ne représente qu'une première manifestation (une autre manifestation, majeure, en est la trajectoire d'une Ségolène Royal, avec son Club, son autonomie financière, etc.).

Le Parti de gauche (PG) a choisi les élections européennes du 7 juin prochain pour se mettre sur orbite. Il a décidé d'engager toutes ses forces dans un “front de gauche” avec le PCF pour tenter de sauver l'Union européenne et ses institutions, au nom du combat pour la réalisation d'une Europe sociale appuyée politiquement sur le Parlement européen et, socialement, sur l'action de la CES. L'éclatement de l'Union européenne et la révélation au grand jour de sa nature, exclusivement orientée sur la défense des banquiers et des spéculateurs, menacent gravement la tentative de Mélenchon et de ses amis (3).

Le PCF, marginalisé par sa politique de subordination à l'ordre mondial matérialisée dans l'Union de la gauche et utilisée par Mitterrand, déconsidéré par sa participation au gouvernement d'Union de la gauche et frappé il y a vingt ans par la chute de la bureaucratie stalinienne du Kremlin, n'en finit pas de se défaire, malgré toutes les tentatives de se maintenir. M.-G. Buffet, qui a fait le choix du “front de gauche” avec Mélenchon, ne parvient pas à contenir les processus de désagrégation, mais aussi de différenciation, dont témoigne par exemple l'initiative d'André Gérin, maire de Vénissieux, qui appelait

récemment dans les colonnes de *L'Humanité* à se dresser contre la liquidation du Parti communiste, scellée pour lui par le refus de la direction de rompre avec l'Union européenne.

Si ce processus d'éclatement et d'atomisation des grands partis traditionnels se réclamant de la classe ouvrière et de ses valeurs (même si cela ne s'exprime, pour les uns et les autres, que dans des références de plus en plus lointaines) occulte toute perspective immédiate d'issue politique fondée sur l'accession au pouvoir d'un bloc de ces partis — et, de ce fait, représente une carte majeure pour le pouvoir —, il pose aussi un problème.

Devant le formidable dégagement, dans cette situation qui va connaître un puissant développement dans la lutte des classes, d'un espace propice à la construction d'un véritable parti ouvrier indépendant, il leur faut à tout prix organiser un contre.

C'est là qu'intervient le NPA. La médiatisation qui a précédé sa mise sur orbite n'a pas d'équivalent et dépasse d'ores et déjà celle de Le Pen entreprise par Mitterrand en son temps, pour l'objectif symétriquement opposé.

Rappelons ce que nous écrivions dans “*Les enjeux du Septième Congrès mondial de la IV^e Internationale*”, texte adopté par le conseil général d'octobre 2008 :

« Les organisations du Secrétariat unifié occupent une place nouvelle. Désormais, elles constituent un contre-feu direct à la lutte de classe et à la révolution prolétarienne. En ce sens, on ne peut plus parler de centrisme réactionnaire. Cette place nouvelle du pablisme résulte d'une combinaison de facteurs : les appareils traditionnels sont en crise et voient leur emprise sur la classe ouvrière affaiblie ; mais dans la mesure où la question de l'indépendance de la classe ouvrière est posée avec force par tous les processus vivants de la lutte de classe internationale, et dans la mesure aussi où les forces de la IV^e Internationale (quelles que soient leurs limites) sont amenées à jouer un rôle majeur dans l'aide à la préservation de l'indépendance de classe des organisations, et, de

(3) Le Parti de gauche est une formation née d'une scission de certains éléments du Parti socialiste qui ont noué une alliance électorale avec le PCF sous le nom de Front de gauche.

ce fait, au regroupement politique sur un nouvel axe, pour toutes ces raisons, l'impérialisme a un besoin impérieux de dresser le Secrétariat unifié comme prétendue IV^e Internationale, directement au service de la contre-révolution.

(...) En France, l'opération "NPA" de Besancenot est depuis le début calquée, en décalage dans le temps, sur la construction du Parti ouvrier indépendant. A chaque étape, les initiatives prises pour construire un Parti ouvrier indépendant trouvent leur pendant dans l'opération "NPA". A ceci près que l'opération "NPA" se situe explicitement dans le cadre du respect des institutions de l'Union européenne, alors que le Parti ouvrier indépendant se prononce pour la rupture ; que le "NPA" est explicitement sur le terrain de l'atomisation des organisations ouvrières, alors que le Parti ouvrier indépendant se prononce pour leur défense ; que le "NPA" agit explicitement dans le sens de la division des rangs ouvriers, alors que le Parti ouvrier indépendant combat pour le front unique. Et c'est pourquoi le "NPA" bénéficie du soutien ouvert, public et direct de la présidence de la République et des médias à son service, alors que le Parti ouvrier indépendant, pour des raisons évidentes, fait l'objet de l'hostilité et de l'ostracisme que chacun connaît. »

La profession de foi, cent fois rabâchée par la direction pabliste contre-révolutionnaire (allant jusqu'au bout de son orientation), de "rupture avec le vieux mouvement ouvrier et son histoire" a fourni le cadre d'activité de ce "parti", qui s'est donc tourné, en toute logique, vers un vaste rassemblement de la "radicalité" mêlant partis, syndicats, associations et ONG dans un front "politico-sociétal" axé sur la répartition des richesses, l'environnement et l'Europe sociale.

IV. L'ÉCARTÈLEMENT AUQUEL SONT SOUMISES LES DIRECTIONS DES CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES

S'il ne fait aucun doute que les directions des confédérations s'ingénient chacune à leur place — Bernard Thibault et la direction de la CGT jouant le rôle majeur — à "gérer, dans la durée, le ras-le-bol général" (*Le Monde*, 14 mars), l'exercice s'avère, une nouvelle fois, plus difficile

que prévu. Comme en 1995, puis en 2003..., les deux derniers appels à une journée interprofessionnelle, avec grèves et manifestations, des 29 janvier et 19 mars, loin de réussir à calmer les ardeurs, ont été saisis par la classe ouvrière pour se dresser avec ses organisations et exprimer la volonté ultra-majoritaire de se donner les moyens de faire céder ce gouvernement.

Au moment où nous écrivons, aucun reflux n'est perceptible. D'où l'hésitation qui a été celle des directions à annoncer la suite, immédiatement après le 19 mars, et le report de toute décision ferme au 31 mars. C'est l'aspiration de la classe à se saisir de ses organisations, à peser sur les directions, qui domine dans cette première phase de la gigantesque mobilisation qui mûrit.

Vérification absolue d'une des lois fondamentales du développement de la lutte des classes, opportunément rappelée par Léon Trotsky dans le chapitre du *Programme de transition* consacré aux "Syndicats dans l'époque de transition".

S'il ne fait, encore une fois, aucun doute que toutes les directions, affolées par le cataclysme dans lequel la crise entraîne la société tout entière, vont tout tenter pour s'accrocher à la défense du système de la propriété privée des moyens de production, il n'en demeure pas moins qu'elles ne peuvent jouer leur rôle que dans la mesure où elles conservent le pouvoir de canaliser les masses.

C'est là que se concentre tout le problème.

Et dire qu'à ce stade les appareils n'ont pas le pouvoir de faire durablement refluer les masses ne veut pas dire qu'il en sera toujours de même. L'histoire est pleine d'exemples où, à l'apogée d'un développement, le sabotage, ou même, plus simplement, une "indétermination" criminelle des directions, peut provoquer un effondrement. C'est en cela que nous ne devons jamais oublier le lien qui relie toujours étroitement l'ouverture d'une crise révolutionnaire au surgissement conjoint et inévitable de la menace contre-révolutionnaire.

Mais aujourd'hui, nous ne sommes pas dans une telle situation. Les forces de la classe continuent à s'accumuler. Les directions sont contraintes, sous la pression,

d'en tenir compte. Elles sont contraintes de donner le sentiment d'épouser jusqu'à un certain point les aspirations de la classe. Ce faisant, elles ouvrent ainsi elles-mêmes des brèches, en contradiction avec les exigences d'une stricte politique de "gestion du ras-le-bol dans la durée" ; des brèches devant permettre à l'expression de résistances au sein même de leurs organisations de s'engouffrer.

Rien n'est écrit. Les masses se sont mises en mouvement et les appareils n'ont pas renoncé à les faire refluer. Ils entreprennent tout pour leur barrer la voie. Il faut conserver à l'esprit que toute situation révolutionnaire contient à la fois la marche à la révolution et le mûrissement de la contre-révolution.

C'est là que nous intervenons. C'est là que le rôle du parti en construction, et donc, dans ce cadre, du courant trotskyste du parti, prend une importance décisive. Eclairer pas à pas l'avant-garde qui se dégage au cœur même du mouvement ouvrier, consolider les pôles de résistance à l'intégration des organisations et inscrire le combat dans la perspective d'ouvrir l'issue politique à la crise du système, telle est notre place (...).

Une période de soixante ans se termine, disions-nous au début de ce texte, et, avec elle, l'ensemble des relations sociales établies depuis la guerre, incluant la place des syndicats et le rôle qui était échu à leurs directions, d'en faire des instruments chargés de discipliner la lutte des classes dans le cadre étroit imposé par le respect du système.

Il faut aujourd'hui à l'Etat remettre en cause la place, concédée dans ce cadre aux organisations, de représentation reconnue de la classe et de ses intérêts distincts.

Mais le formidable développement de la lutte des classes contredit le processus engagé de remise en cause de la place de ces organisations syndicales indépendantes et en diffère la réalisation, sans pour autant l'interrompre complètement. Les militants de notre courant ont appris à agir dans ce contexte, en se gardant de toute politique de dénonciation stérile qui ne servirait au bout du compte qu'à renforcer les positions des appareils, dans une situation où la masse des militants et

des cadres syndicaux cherche à définir une tactique permettant de ne pas subir et, dans le même mouvement, de préserver l'organisation pour s'en saisir (...).

Trotsky nous alerte sur le caractère instable de la période et ses tournants brusques, et nous invite dans le programme à savoir distinguer les différentes étapes du mouvement.

Il nous revient, comme trotskystes, de nous attacher scrupuleusement à nous conformer à cette invitation.

C'est la condition pour aider les camarades avec lesquels nous combattons dans le POI à assimiler, avec nous, pas à pas et par la libre discussion, les principales conclusions théoriques tirées de l'expérience pratique du combat ouvrier de l'entre-deux guerres, rassemblées dans le programme.

Trotsky trace avec précision la ligne qu'il nous faut suivre :

« Dans la lutte pour les revendications partielles et transitoires, les ouvriers ont actuellement plus besoin que jamais d'organisations de masse, avant tout de syndicats (...). (Les bolcheviks-léninistes) prennent une part active à la vie des syndicats de masse, se préoccupant de les renforcer et d'accroître leur esprit de lutte, ils luttent implacablement contre toute tentative de soumettre les syndicats à l'Etat bourgeois et de lier le prolétariat par "l'arbitrage obligatoire". »

Et il ajoute :

« C'est seulement sur la base de ce travail qu'il est possible de lutter avec succès à l'intérieur des syndicats contre la bureaucratie réformiste, et, en particulier, contre la bureaucratie stalinienne. Les tentatives sectaires d'édifier ou de maintenir des petits syndicats "révolutionnaires" comme une seconde édition du parti signifient, en fait, le renoncement à la lutte pour la direction de la classe ouvrière. »

(Le texte se poursuit ici par l'analyse d'un certain nombre d'épisodes récents de la lutte des classes, en s'appuyant notamment sur les résolutions et lettres de la direction française adressées aux militants.)

VII. L'ACTUALITÉ DU PROGRAMME DE TRANSITION ET LA PLACE DU MOT D'ORDRE D'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

La profonde déstabilisation, que nous avons analysée jour après jour, provoquée par la résistance de la classe, dans le dispositif des appareils comme dans la politique du gouvernement (encore aggravée par la dislocation de l'Union européenne), et qui s'est déjà manifestée par une série de reculs importants, fin 2008-début 2009, dans l'enseignement, sur le travail le dimanche, y compris par rapport au traitement des conclusions de la commission Balladur..., pose la question brûlante de l'issue politique devant laquelle tous les partis se dérobent.

“C'est là qu'il nous revient de comprendre la place fondamentale de notre campagne pour l'organisation de la marche unie pour l'interdiction des licenciements”,

écrivions-nous dans la résolution de la direction nationale du 14 mars.

“Le mot d'ordre d'interdiction des licenciements, répétons-le, est au cœur du programme de revendications transitoires de la IV^e Internationale.

Il est le fil par lequel la question du gouvernement, de sa nature (gouvernement ouvrier et paysan, relié au combat pour la rupture avec l'Union européenne, pour la convocation d'une Assemblée constituante souveraine) va, dans un avenir proche, se poser aux masses.”

Et nous aurions pu à ce moment de notre résolution citer une nouvelle fois le Programme de transition :

“Le programme socialiste de l'expropriation, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de la liquidation de sa domination économique, ne doit en aucun cas nous empêcher, dans la présente période de transition, de revendiquer, lorsque l'occasion s'en offre, l'expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires (...).

La nécessité de lancer le mot d'ordre de l'expropriation dans l'agitation quotidienne, par conséquent d'une manière fractionnée, et non pas seulement d'un

point de vue propagandiste sous sa forme générale, découle du fait que les diverses branches de l'industrie se trouvent à divers niveaux de développement, occupent des places différentes dans la vie de la société et passent par divers stades de la lutte des classes. Seule, la montée révolutionnaire générale du prolétariat peut mettre l'expropriation générale de la bourgeoisie à l'ordre du jour. L'objet des revendications transitoires est de préparer le prolétariat à résoudre ce problème.”

Et il poursuit à propos de la lutte contre le chômage :

*“En particulier, la lutte contre le chômage est inconcevable sans une large et hardie organisation de **grands travaux publics**. Mais les grands travaux ne peuvent avoir une importance durable et progressiste, tant pour la société que pour les chômeurs eux-mêmes, que s'ils font partie d'un plan général, conçu pour un certain nombre d'années. Dans le cadre d'un tel plan, les ouvriers revendiqueront la reprise du travail, au compte de la société, dans les entreprises privées fermées par suite de la crise. Le contrôle ouvrier fera place, dans ces cas, à une administration directe par les ouvriers.”*

Nous poursuivions dans la résolution de la direction nationale du 14 mars :

“L'urgence de la question de l'interdiction des licenciements pour les larges masses fait que notre mot d'ordre rencontre un écho extraordinaire, très au-delà de notre surface habituelle.

Le fait que le PCF nous ait reçus indique à quel point ce mot d'ordre est en train d'être saisi par sa propre base.

Amplifier et généraliser ce qui a déjà été fait dans un nombre sérieux de départements, au moment où nous écrivons, et s'engager, dans chaque localité, dans la construction effective de comités pour la marche unie qui prennent sans attendre les initiatives qui s'imposent, et, surtout, ne pas attendre l'autorisation des instances locales des partis auxquels nous nous sommes adressés.”

Pouvons-nous rythmer la discussion de préparation du 47^e Congrès par la discussion sur les pas franchis dans cette voie, les obstacles rencontrés, les problèmes d'orientation soulevés dans la mise en place de ces comités ? La mise en place de ces organes de combat politique pour la marche unie, largement ouverts (et pas des cartels d'organisation), constitue, en

effet, le meilleur tremplin pour le renforcement des comités locaux du POI.

VIII. LA QUESTION DE LA DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE...

Polémiquant avec ceux, parmi les militants de la IV^e Internationale, qui faisaient porter la responsabilité de l'écrasement du soulèvement ouvrier de Barcelone, en 1937 — qui a constitué un tournant majeur de la révolution espagnole —, sur "la non-maturité" du prolétariat, Trotsky répond à une question qui ne peut pas ne pas surgir dans la situation actuelle :

« Que signifie la "non-maturation" du prolétariat ? (...) Ce modèle de sophisme procède du concept d'une sorte de maturité absolue, c'est-à-dire d'une condition de perfection des masses dans laquelle elles n'ont aucun besoin d'une direction et, mieux encore, sont capables de vaincre contre leur propre direction. Or une telle maturité n'existe pas et ne peut pas exister.

"Mais pourquoi des ouvriers, qui montrent un instinct révolutionnaire si sûr, et des aptitudes à ce point supérieures au combat, iraient-ils se soumettre à une direction traître ?", objectent nos sages. Nous répondrons qu'il n'y a pas eu la moindre trace d'une telle soumission. La ligne de combat suivie par les ouvriers coupait à tout moment sous un certain angle celle de la direction, et, dans les moments les plus critiques, cet angle était de 180 degrés. La direction, alors, directement ou indirectement, aidait à soumettre les ouvriers par la force des armes (...).

La direction n'est pas du tout le "simple reflet" d'une classe ou le produit de sa propre puissance créatrice. Une direction se constitue au travers des heurts entre les différentes classes ou des frictions entre les différentes couches au sein d'une classe donnée. Mais, aussitôt apparue, la direction s'élève inévitablement au-dessus de sa classe et risque de ce fait de subir la pression et l'influence d'autres classes. Le prolétariat peut "tolérer" pendant longtemps une direction qui a déjà subi une totale dégénérescence intérieure, mais qui n'a pas eu l'occasion de la manifester au cours de grands événements. Il faut un grand choc

historique pour révéler de façon aiguë la contradiction qui existe entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière se trouve souvent prise au dépourvu par la guerre et la révolution. Mais même quand l'ancienne direction a révélé sa propre corruption interne, la classe ne peut pas improviser immédiatement une direction nouvelle, surtout si elle n'a pas hérité de la période précédente des cadres révolutionnaires solides capables de mettre à profit l'écroulement du vieux parti dirigeant (...)."

Rassemblant toute l'expérience qui a été la sienne dans *La Révolution russe*, il répond à la question de savoir :

« Comment s'effectua la maturation des ouvriers russes.

(...) Est-il possible, pour janvier 1917, ou même pour mars, après le renversement du tsarisme, de répondre à la question de savoir si le prolétariat russe avait suffisamment "mûri" pour conquérir le pouvoir en huit ou neuf mois ? La classe ouvrière était à ce moment extrêmement hétérogène, socialement et politiquement. Durant les années de guerre, elle avait été renouvelée à 30 ou 40 % à partir des rangs de la petite bourgeoisie, souvent réactionnaire, aux dépens des paysans arriérés, aux dépens des femmes et des jeunes. Le Parti bolchevique n'était suivi en mars 1917 que d'une insignifiante minorité de la classe ouvrière, et, de plus, la discorde régnait en son sein. Une écrasante majorité des ouvriers soutenant les mencheviks et les "socialistes-révolutionnaires", c'est-à-dire des social-patriotes conservateurs. La situation était encore moins favorable pour l'armée et la paysannerie. Il faut encore mentionner le niveau culturel généralement bas du pays, le manque d'expérience politique dans les couches les plus larges du prolétariat, particulièrement dans les provinces, pour ne pas parler des paysans et des soldats.

Quel était l'actif du bolchevisme ? Lénine seul possédait une conception révolutionnaire claire, élaborée dans les moindres détails, au début de la révolution. Les cadres russes du parti étaient éparpillés et passablement désorientés. Mais celui-ci avait de l'autorité sur les ouvriers avancés, Lénine avait une grande autorité sur les cadres du parti. Sa conception politique correspondait au développement réel de la révolution, et il

l'ajustait à chaque événement nouveau. Ces éléments d'actif firent merveille dans une situation révolutionnaire, c'est-à-dire dans les conditions d'une lutte de classe acharnée. Le parti aligna rapidement sa politique jusqu'à la faire répondre à la conception de Lénine, c'est-à-dire au cours véritable de la révolution. Grâce à cela, il trouva un ferme soutien chez des dizaines de milliers de travailleurs avancés. En quelques mois, en se fondant sur le développement de la révolution, le parti fut capable de convaincre la majorité des travailleurs de la justesse de ses mots d'ordre. Cette majorité, organisée dans les soviets, fut à son tour capable d'attirer les ouvriers et les paysans. Comment ce développement dynamique, dialectique, pourrait-il être épuisé par une formule de "maturité" ou d'"immaturité" du prolétariat ? Un facteur colossal de la maturité du prolétariat russe de février 1917 était Lénine. Il n'était pas tombé du ciel. Il incarnait la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière. Car pour que les mots d'ordre de Lénine puissent trouver le chemin des masses, il fallait qu'il existât des cadres, aussi faibles aient-ils été au début ; il fallait que ces cadres aient confiance dans leur direction, une confiance fondée sur l'expérience du passé. Rejeter ces éléments de ses calculs, c'est tout simplement ignorer la révolution vivante, lui substituer une abstraction, "le rapport de forces", car le développement des forces

ne cesse de se modifier rapidement du fait que les couches avancées attirent les plus arriérées, que la classe prend confiance en ses propres forces. L'élément principal, vital, de ce processus, c'est le parti, de même que l'élément principal et vital du parti, c'est sa direction. Le rôle et la responsabilité de la direction dans une époque révolutionnaire sont d'une importance colossale. »

Difficile de résumer de façon plus concise tout l'apport du bolchevisme au combat émancipateur du prolétariat. Difficile de formuler de manière plus abordable (pour peu qu'on lui donne sa traduction concrète du moment) la place de notre courant pour toute une couche de militants ouvriers qui font, aujourd'hui, l'expérience de construction du Parti ouvrier indépendant, dans une situation qui peut subir de brusques accélérations. Aucune extériorité de notre part à l'égard des processus concrets de la lutte des classes, aucun "fétichisme léniniste", comme nous en accusent trop souvent nos ennemis, mais l'exposé d'une méthode qu'il convient de nous assimiler le plus complètement possible, afin d'aider à agréger toutes les forces qui se dégagent pour la construction du parti révolutionnaire, dont le POI constitue la forme présente.

DEUXIÈME PARTIE

Retour sur les fondements théoriques de la question de la transition dans la construction du parti et sur les problèmes actuels

Comme cela a été rappelé plus haut, les réflexions et propositions soumises dans ces notes ouvrant la discussion préparatoire au 47^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale sont, au même titre que les premiers pas pratiques enregistrés dans la construction du POI, le produit de l'élaboration collective de la IV^e Internationale et de sa section française quant à la définition de notre orientation de transition depuis l'amendement de 1948, en rapport avec les développements politiques et de la lutte des

classes depuis des décennies, les résultats et difficultés que nous y avons enregistrés... ; cette élaboration a particulièrement été au cœur des 14^e, 17^e et 18^e Congrès. C'est l'objet de cette deuxième partie que d'y revenir en détail.

Le dernier congrès du CCI (46^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale, mars 2008) a engagé notre organisation dans la préparation du congrès constitutif du Parti ouvrier indépendant. Cette orientation s'inscrit dans la mise en œuvre de ce que nous avons appelé l'orientation de transition dans la construction du parti. Avant de développer les conditions particulières de cette application de la transition dans la construction du parti aux conditions de 2009, il nous faut revenir sur les fondements de cette orientation.

Le 47^e Congrès doit donc mettre en son centre la nécessité de faire un pas en avant dans la modification des rapports de la section française avec les masses.

Il est indispensable de préciser : il n'y aura pas le parti révolutionnaire avant la révolution, mais il faut construire un parti révolutionnaire avant la révolution.

Comme l'explique Léon Trotsky :

“Il faut un grand choc historique pour relever de façon aiguë la contradiction qui existe entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière se trouve souvent prise au dépourvu par la guerre et la révolution.”

“Mais même quand l'ancienne direction a révélé sa propre corruption interne, la classe ne peut pas improviser immédiatement une direction nouvelle, surtout si elle n'a pas hérité de la période précédente des cadres révolutionnaires solides capables de mettre à profit l'écroulement du vieux parti dirigeant.”

Le parti révolutionnaire ne surgira pas *ipso facto* de la crise du mouvement ouvrier selon le principe des vases communicants. Il faut, pour construire ce parti, organiser une large avant-garde, mais cela reste une avant-garde.

Léon Trotsky précise :

“Il est certain que dans le cours d'une révolution, c'est-à-dire quand les événements se succèdent sur un rythme accéléré, un parti faible peut rapidement devenir un parti puissant, à condition

seulement qu'il comprenne lucidement le cours de la révolution et possède des cadres éprouvés qui ne se laissent pas griser de mots ni terroriser par la répression. Mais il faut qu'un tel parti existe bien avant la révolution, dans la mesure où le processus de formation des cadres exige des délais considérables et que la révolution n'en laisse pas le temps.”

Dans les conditions actuelles, notre orientation de “la IV^e Internationale se construit sur la ligne de la transition” ne relève pas d'une tactique circonstancielle (“plumer la volaille”), mais, à travers le combat pour construire le POI, avancer dans la voie d'un parti ouvrier indépendant, certes “minoritaire”, mais solidement implanté, sur une orientation de front unique pour aider le prolétariat à surmonter les obstacles dans sa propre lutte de classe émancipatrice, et, par là même, modifier les rapports de la IV^e Internationale avec les masses avant d'aborder la crise révolutionnaire à venir.

I. C'est au congrès de la section française (alors PCI) en 1948 qu'a été présenté pour la première fois un amendement qui disait en substance : « Si, pour les trotskystes, il est indiscutable que le “programme” de la IV^e Internationale est le seul programme sur lequel peut se bâtir le parti révolutionnaire, sur lequel peut être construit le parti mondial de la révolution socialiste en France, il n'est pas prouvé que ce parti, dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre, se construira dans le cadre formel que représente aujourd'hui le PCI. » Cet amendement de 1948 (qui fut alors repoussé) s'inscrivait lui-même dans le prolongement du *Programme de transition*, programme de fondation de la IV^e Internationale rédigé et adopté dix ans plus tôt. Rappelons que le *Programme de transition* caractérise, d'une part, la crise de l'humanité comme la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, fixant à la IV^e Internationale la tâche stratégique de résoudre cette crise de la direction ; et, d'autre part, comme son nom l'indique, ce programme de transition formule toute une série de revendications

cations transitoires, chacune d'elles devant aider les masses à progresser dans leur mobilisation et à poser, en rapport avec leur état d'esprit et leur conscience (et aussi avec leurs illusions, en particulier leur confiance dans les vieilles directions), invariablement, la question du pouvoir.

C'est pourquoi le *Programme de transition* accorde une place centrale à l'orientation de front unique, directement inspirée (en la généralisant) de la marche de la révolution russe : à tous les partis et organisations qui se réclament de la classe ouvrière, la IV^e Internationale adresse l'accusation capitale qu'ils ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie ; de tous ces partis, elle exige qu'ils fassent un pas sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie ; la IV^e Internationale apportera — sans renoncer à la défense indépendante de son programme — un soutien inconditionnel à tout pas en avant. D'une certaine manière, les éléments de l'orientation de transition appliquée à la construction du parti étaient inscrits en filigrane dans le *Programme de transition*, bien que Trotsky à l'époque ait répondu négativement à la question posée : l'orientation de transition s'appliquait-elle à la construction du parti ? Dix ans plus tard, donc — prenant en compte la manière dont la poussée révolutionnaire des masses contenue au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avait imposé des reculs majeurs à la classe capitaliste à l'échelle mondiale, sans que, du fait de la politique des appareils, son pouvoir n'ait été renversé dans les pays capitalistes les plus industrialisés d'Europe ; tirant les leçons du fait que les appareils (en particulier l'appareil stalinien) étaient sortis renforcés (bien qu'incapables d'ouvrir une quelconque perspective historique) au lendemain de la Seconde Guerre mondiale —, l'amendement de 1948 a cherché à prolonger la réflexion sur la transition, sur le plan de la construction du parti (4).

L'amendement de 1948 comme l'élaboration qui en procède par la section française, en particulier, du 14^e au 17^e Congrès, représente le point le plus élevé de l'élaboration faite à ce sujet dans la période qui suit la Seconde Guerre mondiale.

Mais la nécessité de la transition dans la construction du parti révolutionnaire et

de la IV^e Internationale est présente dans le combat et la réflexion de Trotsky et des militants trotskystes dès que s'engage l'action pour la constitution d'une nouvelle Internationale. La construction de la IV^e Internationale est inséparable de la reconstruction du mouvement ouvrier international sur un nouvel axe.

Le problème à chaque moment était, tout en construisant les organisations de la IV^e Internationale, de les lier, d'assurer leur jonction avec les forces qui tendaient à se rassembler autour d'un nouvel axe.

II. C'est le 14^e Congrès de la section française (1965) qui, mettant à l'ordre du jour le passage du groupe à l'organisation en constituant l'Organisation communiste internationaliste (l'OCI), devait développer pleinement cette orientation.

Proclamant la constitution de l'OCI, le 14^e Congrès estimait nécessaire que celle-ci "*s'affirme politiquement*", ce qui passait par "*l'homogénéisation et la centralisation politiques de l'organisation révolutionnaire*" de manière à ce qu'"*elle fût au maximum maîtresse de ses objectifs et qu'elle exprimât dans chacune des phases par où passait le mouvement de la classe ouvrière la perspective unificatrice de son combat*".

Il s'agissait en particulier de

"lui donner les moyens de battre en brèche la résistance des appareils, leur volonté de saboter la réalisation du front unique ouvrier, d'autant plus farouchement que la nécessité en était ressentie chaque jour un peu plus clairement par des milliers et des milliers de travailleurs".

Le 14^e Congrès adopta la ligne stratégique de la Ligue ouvrière révolution-

(4) Le PCI était alors traversé par une crise exprimée par l'opposition entre un courant dont la politique déboucherait sur l'abandon de la IV^e Internationale, et qui prônait un large regroupement, et un autre courant qui, formellement, s'appuyait sur des nécessités de maintenir la IV^e Internationale tout en se contentant d'un repliement sectaire. L'amendement introduisant la notion de la transition dans la construction du parti révolutionnaire indiquait concrètement comment la défense indispensable de la IV^e Internationale et de son programme ne pouvait que s'incarner dans une politique permettant le développement effectif de la section française de la IV^e Internationale. Le camarade Pierre Lambert en était l'auteur.

naire. Celle-ci s'appuyait sur les deux termes d'une perspective. Le premier était constitué par l'amendement de 1948. Le deuxième par la compréhension de ce que

“la première étape de toute mobilisation révolutionnaire passe toujours en partie par les grandes organisations traditionnelles, même dans une situation soviétique”.

« Les deux termes de notre perspective prennent comme point de départ “L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes” et, pour assurer par eux-mêmes leur émancipation, la médiation indispensable du parti. Autrement dit, c'est dans le mouvement de la classe et pour l'exprimer en termes de conscience que le parti révolutionnaire se construit. Mais le mouvement de la classe est historique, c'est-à-dire conditionné par les résultats de la lutte de classes ; ces résultats — organisations, droits, garanties — qui fondent la classe comme classe sont dominés par des appareils au service de la bourgeoisie. Le mouvement de la classe est le mouvement total qui l'entraîne avec tout l'héritage du passé, avec toutes ses déterminations et stratifications. Le mouvement de la classe pour se réaliser, par la propre expérience que la classe fait elle-même, aidée par l'avant-garde, se heurte inévitablement à la politique bourgeoise des appareils. Mais les appareils contrôlent la classe parce qu'ils contrôlent les organisations que la classe a édifiées pour son émancipation ; la classe continue à voir — au moins dans la première étape de la mobilisation révolutionnaire — ces organisations dominées par les appareils comme instruments de son émancipation. Mais les appareils contrôlent les organisations au travers des militants, cadres organisateurs du combat ouvrier, qui gardent confiance dans les directions traditionnelles. C'est là qu'un autre mouvement se développe, en partie dépendant, en partie contradictoire du mouvement de la classe, le mouvement des militants, cadres organisateurs, sous contrôle des appareils. Le mouvement de ces militants est contradictoire. Acceptant de suivre la direction de l'appareil, ils conduisent à l'impasse le mouvement de la classe vers son émancipation, mais, cherchant à rester fidèles à leur classe, ils entrent en conflit avec la politique bourgeoise de l'appareil. Les militants, cadres organisateurs, qui veulent rester fidèles aux intérêts du prolétariat, doivent, aidés par l'avant-garde, également faire leur propre expérience. Formés à

l'école des partis traditionnels, ces militants ne peuvent d'emblée faire le saut jusqu'à l'avant-garde organisée sur le “programme” de la IV^e Internationale. La perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire saisit les militants cadres organisateurs à partir de leur volonté de rester des militants fidèles à leur classe, donc en opposition avec les appareils bourgeois. Elle représente une formation de caractère transitoire vers le parti révolutionnaire, qui assure aux militants la possibilité, dans le respect de la démocratie ouvrière, de rester des militants “lutte de classe”. »

III. Cette élaboration politique s'est poursuivie au lendemain de la grève générale de mai 1968, qui s'est conjuguée à l'échelle internationale avec les développements de la révolution politique en Tchécoslovaquie et en Pologne, tandis que l'intervention militaire de l'impérialisme américain se heurtait à une résistance grandissante de la jeunesse et de la classe ouvrière aux Etats-Unis mêmes. En 1970, la brochure *Quelques enseignements de notre histoire* dégageait, comme son nom l'indique, quelques réflexions sur l'histoire de la section française de la IV^e Internationale, revenant en particulier sur la signification de l'orientation stratégique de la Ligue ouvrière révolutionnaire. En juin 1971, le 17^e Congrès de l'OCI adoptait des thèses qui reliaient la perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire à l'analyse de la période caractérisée comme étant marquée par *“l'imminence de la révolution”*. On y lit :

“1. La crise de décomposition de l'impérialisme a atteint un stade où elle tend à se transformer dans chaque pays, y compris aux Etats-Unis, en une crise de la domination de classe de chaque bourgeoisie. Mais la crise de la domination de classe des bourgeoisies de chaque pays aboutit à la concentration des problèmes soulevés par cette crise, dans les principaux pays de l'Occident et, en particulier, en Europe, qui devient ainsi l'enjeu de la période de l'imminence de la révolution.

2. La crise conjointe de la bureaucratie stalinienne a atteint le seuil où, après s'être exprimé dans les pays de l'Est, en Chine, le processus de la marche en avant de la révolution politique menace de déferler en Union soviétique même.

3. L'impérialisme mondial, et particulièrement son chef de file, l'impérialisme

américain, et la bureaucratie du Kremlin, parfaitement conscients de l'enjeu immédiat de la lutte de classes internationale, tendent à unifier leurs forces et leur politique contre la révolution. Mais, à la différence des accords de Yalta en 1944, la bureaucratie de Moscou n'est plus dans la situation où, pour conduire sa politique contre-révolutionnaire d'accord avec l'impérialisme, par l'utilisation de la pression révolutionnaire des masses, elle pouvait conserver une pleine autonomie. La révolution politique qui s'annonce en Union soviétique, la ferme volonté de l'impérialisme de ne pas céder à l'utilisation de la pression de la lutte de classes internationale conduisent la caste contre-révolutionnaire du Kremlin à accepter que la direction de la lutte contre-révolutionnaire soit confiée à l'impérialisme américain.

4. Le prolétariat international et dans chaque pays, en dépit des échecs dont aucun n'a eu un caractère décisif, non seulement garde intact son potentiel de classe, mais est conduit, en relation avec l'approfondissement des conditions objectives, à engager des combats dont l'enjeu est directement le pouvoir."

(Le texte contient ici de longues citations des thèses du 17^e Congrès qui reviennent sur la question de la transition dans la construction du parti. Le texte intégral de ces thèses comme la résolution politique du 18^e Congrès de l'OCI ont été reproduites dans une brochure publiée par la Selio.)

IV. Le 18^e Congrès (décembre 1972) prolonge l'élaboration engagée par le 17^e Congrès. Dans une situation marquée par la signature du *Programme commun* (entre les dirigeants du Parti socialiste, du Parti communiste, du parti bourgeois des Radicaux de gauche), le rapport préparatoire au 18^e Congrès rappelle :

« Nous sommes absolument et inconditionnellement pour la défense des libertés démocratiques et leur élargissement. Nous nous prononçons contre la "démocratie politique" (bourgeoise) parce que nous savons que le maintien de la domination même démocratique de la bourgeoisie à l'époque de l'impérialisme, c'est "la réaction sur toute la ligne". »

Le rapport préparatoire cite Trotsky :

"Pendant de nombreuses décades, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise,

se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire. Cela est démontré en même temps par la théorie et par l'expérience. Mais c'est précisément pour la voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'Etat bourgeois."

Et le rapport commente :

"C'est ainsi que, en relation avec leur état d'esprit, nous aiderons les masses, pour qui l'approfondissement de la démocratie signifie l'extension de leurs propres libertés, garanties, droits contre l'exploitation, à comprendre par leur propre expérience le contenu bourgeois du Programme (commun) et la nécessité de mettre fin à la domination réactionnaire de la bourgeoisie (...).

Nous n'adaptions en aucun cas notre politique à une politique de maintien de la domination de la bourgeoisie, même sous une forme démocratique. Mais tout le marxisme nous enseigne que, jusqu'à l'instauration de la dictature du prolétariat, la lutte pour les libertés démocratiques est inséparable de la lutte pour élargir les conquêtes ouvrières et pour la révolution.

Nous ne ferons aucune concession politique aux appareils qui défendent la domination de la bourgeoisie contre la révolution, mais nous accepterons tout compromis qui vise à étendre les libertés démocratiques en sachant qu'à notre époque, la lutte pour les revendications démocratiques ne peut s'organiser que contre toutes les couches de la bourgeoisie, toutes parfaitement conscientes du fait que la survie du régime bourgeois dans le cadre de la crise irrémédiable du système de la bourgeoisie est incompatible avec le développement de la démocratie politique (bourgeoise).

C'est pourquoi seule la classe ouvrière, en s'organisant comme classe, peut garantir les libertés démocratiques."

Sur cette base, le 18^e Congrès de l'OCI devait résumer la place de la stratégie de construction du parti révolutionnaire sur la perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire dans un certain nombre de points, dont nous citons ici les suivants :

« 1. L'expérience des luttes révolutionnaires démontre que le prolétariat n'aborde jamais la période directe de la révolution avec un parti révolutionnaire reconnu comme direction. Nous avons tout au long de ce rapport largement analysé le contenu de la conclusion qu'il nous faut tirer de l'expérience historique : dans toutes les révolutions, les premiers affrontements révolutionnaires renforcent les vieilles directions.

2. Il faut au prolétariat, pour vaincre, un parti révolutionnaire dirigeant, uni sur le programme de la IV^e Internationale.

3. L'OCI, bâtie sur le programme de la IV^e Internationale, n'est pas le parti dirigeant, pour lequel elle combat.

4. Si les rythmes ouverts par la situation donnent à l'OCI toute la possibilité de passer, dans des délais très brefs, du groupe à l'organisation, nous reconnaissons que l'expérience des luttes révolutionnaires que les masses doivent faire par leur propre mouvement, ainsi que les rapport de force à l'intérieur de la classe et de la jeunesse, entre les appareils et l'OCI, ne permettent pas à l'OCI de prétendre être reconnue comme direction au début de la période des affrontements révolutionnaires. Il faudra le temps. Les plus grandes secousses révolutionnaires, ébranlant la domination des appareils sur le mouvement ouvrier, ouvrent directement une période où — si nous avons construit préalablement l'organisation communiste centralisée, qui ne sera pas le parti dirigeant — les possibilités de construire effectivement le parti révolutionnaire dirigeant seront ouvertes.

5. La période de l'imminence de la révolution, la crise internationale de la bureaucratie stalinienne, notre propre intervention ont, d'ores et déjà, créé un courant potentiel parmi une couche de militants contrôlée par les appareils, parmi les jeunes et travailleurs inorganisés, qui tend à remettre en cause la politique bourgeoise des vieilles directions, à un niveau qui n'est plus celui de la spontanéité des mouvements de masses.

6. Ce courant potentiel tendra à s'organiser comme un courant centriste.

7. La puissance de contrôle des appareils sur la classe, les illusions de ce courant potentiel sur l'efficacité d'une politique de pression sur les vieilles directions, le centrisme réactionnaire organisé (...) et leurs alliés du gauchisme décomposé (contiennent) encore le passage direct à l'organisation centriste.

8. S'il est indispensable de mesurer la force potentielle de ce courant, qui ne peut que se renforcer dans le cours des événements, il n'est pas donné que nous ne puissions pas en canaliser une large fraction, portant ainsi les coups les plus durs au centrisme réactionnaire.

9. C'est ici que s'insère la perspective stratégique de la Ligue : un cadre de militants, contrôlés par les vieilles directions, s'efforce de faire pression sur elles pour les amener à répondre aux aspirations des masses. A ce cadre de militants, nous offrons une politique, des explications, des mots d'ordre qui sont seuls aptes à répondre aux aspirations des masses. Nous devons leur offrir une forme d'organisation au niveau de leur propre expérience. Nous disons à ces militants :

“Pour nous, il n'est qu'un parti qui puisse répondre aux aspirations des masses : le parti révolutionnaire de la IV^e Internationale, qui est l'objectif du combat de l'OCI. Mais le combat de l'OCI sur telle ou telle politique, tel ou tel mot d'ordre, telle ou telle tactique de lutte, telle explication — vous l'admettez vous-mêmes — peut unir les travailleurs et la jeunesse contre le capital et l'Etat. Vous approuvez cette politique de l'OCI, mais vous n'acceptez pas la conclusion que nous en tirons : construire un nouveau parti. Vous pensez pouvoir utiliser les vieilles organisations pour la défense des intérêts des travailleurs ; c'est votre droit, comme c'est le nôtre de penser autrement. Combattons ensemble sur la politique, les mots d'ordre, pour la tactique sur lesquels nous sommes d'accord. Organisons-nous pour agir sur cette politique, ces mots d'ordre, cette tactique. L'expérience, la libre discussion dans les rangs de la classe ouvrière trancheront.”

(...) 14. La perspective de la LOR, construction du parti révolutionnaire, qui réintègre la transition dans la lutte pour la construction du parti révolutionnaire, laisse donc ouvertes toutes les possibilités selon les circonstances. Le préalable reste la construction d'une OCI ayant passé du groupe à l'organisation communiste, se dotant ainsi des moyens de résister, comme organisation indépendante, à la formidable pression des appareils dirigeant les organisations traditionnelles, combinée à celle des organisations centristes. »

V. Revenir sur ces éléments est indispensable à qui veut assimiler la continuité de l'élaboration théorique qui

nous conduit au Parti ouvrier indépendant, mais aussi le rapport qui unit l'analyse des conditions objectives, l'analyse des processus dans la classe ouvrière et les conclusions qui doivent en être tirées du point de vue des formes que revêt la transition dans la construction du parti.

Avec le recul du temps, que faut-il retenir de l'analyse développée par les 17^e et 18^e Congrès ?

a. La formulation par les 17^e et 18^e Congrès de la période d'imminence de la révolution s'appuyait, on l'a vu, sur toute une série d'éléments objectifs que le développement historique ultérieur a parfaitement vérifiés : faillite du régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production, marche à la crise de dislocation de la bureaucratie inévitablement faillie, jonction entre les processus de la révolution sociale et de la révolution politique mettant effectivement à l'ordre du jour la révolution prolétarienne.

b. La révolution portugaise fut, de ce point de vue, la dernière révolution prolétarienne classique sur le Vieux Continent (1974-1975), avec tous les éléments "classiques" d'une telle révolution : aussi bien la recherche, par les masses, de la constitution de "comités/conseils" que le mouvement vers les "vieilles organisations" saisies comme instruments de la satisfaction des revendications, y compris celles de la démocratie.

Cette révolution — sur laquelle s'adossa le mouvement ascendant de la classe ouvrière, à l'ouest de l'Europe, à la fin des années 1970 (y compris le mouvement qui, reliant la lutte de classe directe à sa traduction électorale, aboutit en France à chasser Giscard en 1981) — se relie dans le temps à la marche à la révolution politique directe, dont l'irruption des masses en Pologne donnant naissance au premier syndicat ouvrier indépendant à l'est de l'Europe (1980) fut un moment tournant.

Cependant, l'imminence de la révolution ne signifiait pas, de manière mécanique, l'imminence de la victoire de la révolution.

"Il faut au prolétariat, pour vaincre, un parti révolutionnaire dirigeant uni sur le programme de la IV^e Internationale",
avertissait le 18^e Congrès.

c. La révolution portugaise, révolution prolétarienne d'une profondeur considérable, a été cependant contenue par la classe bourgeoise et les appareils (au premier chef l'appareil stalinien secondé par le SU, mais aussi la social-démocratie) dans des limites qui, certes, ont conduit très loin l'établissement d'une démocratie politique n'ayant pas d'équivalent sur le reste du continent, mais cependant sans que le prolétariat ne se soit emparé du pouvoir, du fait de la faiblesse du facteur subjectif. Sur un autre plan, la révolution polonaise, elle aussi d'une profondeur et d'un caractère ouvrier sans précédent, a été contenue par l'action conjointe des appareils et de l'appareil de l'Eglise catholique dans des limites qui ont, d'une part, donné un sursis à la bureaucratie stalinienne — bien que celle-ci fût dès lors mortellement touchée —, et, d'autre part, ont permis à l'impérialisme de garder le contrôle de la situation. L'ensemble de ces processus se sont vérifiés de manière concentrée en 1989-1991.

d. La chute du mur de Berlin fut indiscutablement le produit d'un processus de mobilisation révolutionnaire des masses dressant — contre la division de l'Allemagne imposée conjointement à Yalta et Potsdam par l'impérialisme et la bureaucratie — l'exigence de l'unité de la nation allemande, de l'unité de la classe mettant à l'ordre du jour la marche conjointe à la révolution sociale à l'Ouest et à la révolution politique à l'Est. L'effondrement de la bureaucratie stalinienne qui s'en est suivi ne fit que confirmer cette réalité.

e. Pourtant, force est de constater que pas plus la chute du Mur que l'effondrement de l'URSS n'ont débouché sur la révolution politique victorieuse. La bureaucratie corrompue s'est fragmentée en autant de segments d'une couche mafieuse compradore, offrant ses services et livrant les richesses nationales à l'impérialisme en même temps que constituant autant de petits clans mafieux s'appropriant la propriété sociale. Les masses soulevées et actives en Pologne, en Allemagne, en URSS même n'ont pas été à même, par leur propre mouvement, de surmonter l'absence de direction révolutionnaire. Il faut souligner ici qu'une nouvelle fois, c'est la carence du facteur

subjectif qui est en cause. En particulier, le rôle ouvertement contre-révolutionnaire de tous les dirigeants du PS, du PC et du SU, qui, un petit matin de 1989 ou 1990, se réveillèrent partisans déclarés de l'économie de marché, rebaptisée "*économie sociale de marché*" par certains (Mandel et Cie) et décrétée horizon indépassable de l'histoire humaine. C'est au contraire sur la base de la vérification du marxisme par les faits — et donc de la faillite définitive du capitalisme à l'agonie — que nous nous sommes engagés, après 1991, dans la voie de la proclamation de la IV^e Internationale.

f. L'effondrement de l'URSS a créé une situation inédite. L'alternative fixée par Trotsky : ou triomphe de la révolution politique, ou effondrement de la propriété sociale accélérant un processus de bonapartisation, fascisation, de la domination capitaliste à l'échelle mondiale, ne s'est pas dénouée en ces termes. D'une certaine manière, elle est restée différée. La chute de l'URSS — le démantèlement de ce qui fut la principale conquête du prolétariat mondial au cours du XX^e siècle — a porté et porte un coup majeur contre la classe ouvrière, non seulement de l'ex-URSS, mais du monde entier. Elle a donné le signal de la plus formidable offensive de démantèlement des droits acquis et conquêtes de la démocratie ouvrière au sein du régime capitaliste à l'échelle mondiale. Elle a nourri des formes développées de décomposition dans le mouvement ouvrier.

g. Mais en même temps, l'impuissance historique du régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production, loin d'être momentanément surmontée par "l'ouverture de nouveaux marchés" à l'est de l'Europe, s'est au contraire trouvée précipitée plus brutalement et rapidement que jamais dans une phase de pourrissement généralisé.

La crise actuelle — la plus profonde, la plus brutale, sans comparaison aucune avec aucune crise antérieure, y compris celle de 1929, une crise dont nul ne peut dire jusqu'où elle ira, sur quoi elle débouchera, d'ores et déjà la plus gigantesque crise destructrice de forces productives qu'ait jamais connue le capitalisme en temps de "paix" — vérifie les positions de

la IV^e Internationale sur l'impossibilité et de "restaurer" le capitalisme à l'est de l'Europe, et, plus généralement, de voir dans cette restauration la moindre ouverture pour un nouvel avenir à "l'économie sociale de marché".

VI. Le fait que le développement de la révolution politique ait pu, ainsi, être contré, et que, dans un premier temps, loin d'aboutir à un renforcement du prolétariat, la chute de la bureaucratie — parce qu'elle s'est combinée à la chute des bases mêmes de l'URSS et de toutes les conquêtes issues d'Octobre — ait marqué le point de départ d'une phase de recul, situation inédite sous cette forme, a eu un certain nombre de conséquences politiques, y compris sur la manière d'aborder la question de la transition dans la construction du parti.

D'une part, la crise des organisations ouvrières, notamment des PC, n'a pas pris la forme du détachement de "pans entiers" se constituant en courants qui, s'appuyant sur le combat de défense des conquêtes d'Octobre, auraient été disponibles comme tels pour un processus de regroupement transitoire ; c'est plus une fragmentation des partis, voire leur disparition, qu'a entraînée la chute de l'URSS, libérant des forces davantage sous la forme d'individus et de militants (en grand nombre par ailleurs) que des courants constitués et cristallisés. Comme le précisait la résolution du 17^e Congrès :

"Bien d'autres éventualités sont ouvertes. Pour le moment, il nous faut construire l'OCI, recruter, renforcer l'organisation des partisans de la IV^e Internationale, en réintégrant le combat pour la construction du parti révolutionnaire dans la transition : la perspective de la LOR nous donnant ainsi toute la flexibilité indispensable, toute la souplesse nécessaire pour accomplir nos tâches, pour l'immédiat et dans la situation révolutionnaire."

D'autre part, cela a eu des conséquences sur la manière de poser toutes les questions de la démocratie politique. Dès 1983-1984, alors que le gouvernement Mitterrand-Fiterman-Delors (5) opérait le

(5) François Mitterrand avait été élu président de la République en 1981. Delors, dirigeant du Parti socialiste, avait été nommé ministre des Finances et de

tournant de la rigueur — c'était donc pour la première fois une attaque brutale contre les conquêtes qui constituent la classe menée par un gouvernement dit de "gauche" —, la section française de la IV^e Internationale commence à développer ce que nous avons appelé à l'époque "*la ligne de la démocratie*". Dès 1972, on l'a vu, le 18^e Congrès avait souligné l'"*incompatibilité*" entre "*la survie du régime bourgeois dans le cadre de la crise irréversible du système de la propriété privée*" et "*le développement de la démocratie politique (bourgeoise)*". Après 1983, en prolongeant la théorie de la révolution permanente, nous comprenons que l'impérialisme, entré dans sa phase de décomposition, est conduit à aller extrêmement loin dans la remise en cause de toutes les formes de la démocratie bourgeoise, même formelle. Il revient dès lors au prolétariat de prendre en charge la défense et la reconquête de tous les éléments de la démocratie bourgeoise formelle, dont l'existence du prolétariat sous le régime capitaliste est d'une certaine manière indissociable. C'est sur cette ligne que des convergences se dessinent notamment avec des secteurs et des militants qui, dans la classe, cherchent à défendre "les réformes" contre les "contre-réformes" corporatistes, conduisant à la formation du Parti des travailleurs (MPPT, 1984-1985) et dans son prolongement à la proclamation du Parti des travailleurs en 1991.

Précisons : à partir du moment où l'impérialisme décomposé, étranglé par l'absence même de marge de manœuvre qui le caractérise, est conduit à refuser aux appareils les miettes dont il se servait jusque-là pour chercher à les acheter, une situation nouvelle se crée. Sommé de prendre en charge les contre-réformes, l'appareil réformiste se trouve devant l'alternative : ou bien céder, et devenir un appareil contre-réformiste qui se détruit lui-même, ou bien — pour ne pas renoncer à défendre les réformes — être contraint de se maintenir (ou s'orienter) vers l'indépendance de classe (non sans zigzags et contradictions). Cette compréhension (qui était déjà présente dans le fameux compromis de 1969 sur le non au référendum) a trouvé, à partir du début des années 1980, une expression nouvelle dans la lutte de classe directe commune.

Cette reconnaissance de la ligne de la démocratie nous a, d'une certaine manière, amenés à préciser notre point de vue sur la démocratie politique. Non qu'à partir des années 1980 la démocratie politique fût devenue une fin en soi : la IV^e Internationale reste partisane de la démocratie ouvrière, son but n'est pas de démocratiser le régime capitaliste d'exploitation, mais de le renverser. Nous comprenons parfaitement que la démocratie politique reste une arme possible entre les mains de la bourgeoisie pour contenir la révolution prolétarienne et s'y opposer. Mais nous comprenons aussi que dans la transition doivent désormais être inscrites la défense et la reconquête de la démocratie politique, dès lors qu'aujourd'hui la classe capitaliste s'attache à la détruire dans tous ses aspects. C'est d'ailleurs cette même orientation qui amènera la IV^e Internationale à considérer que, face à l'entreprise de démantèlement de toutes les nations par l'impérialisme décomposé, il lui revenait de mettre à l'ordre du jour la défense de la souveraineté des nations, reliée à la question de la souveraineté des peuples, comme autant d'éléments qui placent sur les épaules du prolétariat la défense de toute l'œuvre progressiste de la bourgeoisie qu'aucun de ses segments aujourd'hui n'est plus en mesure de défendre. Il faut invariablement au prolétariat, comme disait Lénine, "*revenir à son propre 1789, son propre 1848, son propre 1871*". Cela est sans doute plus vrai aujourd'hui que jamais.

VIII. La constitution du Parti ouvrier indépendant s'inscrit dans une situation nouvelle. La chute de l'URSS, ouvrant la voie à une phase de mafiosisation accélérée de toute l'économie mondiale, a trouvé son prolongement dans le 11 septembre 2001. Désormais, l'impérialisme revendiquait ouvertement le recours à des moyens tout à fait extraordinaires pour maintenir sa domination. La chute de l'URSS a surtout trouvé son prolongement dans l'extraordinaire crise de décomposition qui frappe l'économie capitaliste dans ses fondements depuis maintenant plus d'un an, et dont, répétons-le, le

l'Economie. Fiterman était l'un des dirigeants du Parti communiste français, qui participait alors au gouvernement.

sommet n'a pas encore été atteint. Une telle situation est, d'une certaine manière, la plus propice au développement de la IV^e Internationale. Les coups portés contre les masses les poussent nécessairement sur la voie d'une radicalisation politique (dont l'une des expressions déformées est l'élection d'Obama, qui marque, du point de vue de l'impérialisme, une réorientation nécessaire après les huit années d'une administration Bush qui, par une fuite en avant constante, l'a conduit au bord de l'abîme).

L'incapacité du régime capitaliste à garantir ne serait-ce que la survie la plus élémentaire, le simple droit au travail, au salaire, la possibilité de s'alimenter, de se loger, de se vêtir, pousse les masses sur la voie de l'action de classe, nourrit une radicalisation qui s'exprime à tous les niveaux, y compris au sein des organisations (ce à quoi nous ne sommes pas étrangers). En même temps que la faillite du régime capitaliste met à l'ordre du jour — avec une actualité infiniment supérieure à tout ce qu'elle a pu être dans les trente dernières années — tous les mots d'ordre de l'expropriation du capital, de la confiscation, de la socialisation des moyens de production.

Cela ne signifie pas pour autant que les masses dans un premier temps vont se tourner vers le programme de la IV^e Internationale. Suivant en cela des lois historiques, dans une première phase de la lutte de classe, elles se tournent vers leurs organisations. Cela est vrai d'abord au plan syndical — et on l'a vu dans les derniers processus, notamment du 29 janvier, du 19 mars, etc. —, mais cela peut être vrai aussi sur un plan politique. De ce point de vue, il ne faut pas confondre le degré extrême de décomposition atteint par le Parti socialiste ou le Parti communiste avec le fait qu'en aucune circonstance, dans les mois à venir, ces partis (ou sous une autre forme le Parti de gauche ou le NPA) ne puissent occuper une certaine place — y compris sur le plan électoral — comme expression déformée de la recherche par les masses d'une issue politique.

Il nous revient donc plus que jamais de tourner le dos à tout hégémonisme et de comprendre ce que sont les exigences d'une authentique politique de front uni-

que et la place exacte du Parti ouvrier indépendant. Le Parti ouvrier indépendant, nous l'avons dit, n'est pas fondé sur le programme de la IV^e Internationale. Il faut saisir et faire saisir dans la discussion du 47^e Congrès que la bataille pour 10 000 cartes en juin est centrale pour asseoir et structurer le POI. Et, dans le même temps, le POI ne se construira pas et ne se développera pas de manière linéaire par un simple recrutement individuel, ni d'ailleurs par un afflux spontané de milliers et de milliers se ralliant à notre drapeau, mais par le fait qu'à travers le combat quotidien pour renforcer le POI, pour le recrutement, nous entrons de plain-pied dans les bouleversements dans la classe, scissions, fusions, reclassements, centrisme, ruptures, qui ne manqueront pas de jaillir de la crise du mouvement ouvrier sous l'effet de la lutte des classes et de notre intervention consciente dans ces processus. Son congrès de fondation a marqué, pour la première fois à cette échelle, la capacité du courant trotskyste à s'associer :

— d'une part, à une large couche de militants et responsables syndicaux pris à la gorge par l'offensive destructrice de toutes les formes de la démocratie politique (incluant les syndicats) mise en œuvre par l'impérialisme, et cherchant une issue politique ;

— d'autre part, par la jonction avec cette large couche de maires, d'élus, qui, pour défendre la République et les communes, n'ont pas trouvé d'autre point d'appui que l'action organisée à l'initiative des militants de la IV^e Internationale. Il nous faut en permanence garder à l'esprit que le POI, c'est aussi le parti des milliers de maires qui se sont groupés derrière la candidature de Gérard Schivardi (6), avec lui sur la défense des communes, et aussi le parti qui a pris l'initiative de l'appel de Roquebrun avec ses 6 000 signatures d'élus, etc. Ce capital politique, soyons-en certains, nous sera d'ailleurs disputé dans la prochaine période.

(6) Gérard Schivardi, militant socialiste de longue date, maire d'une commune rurale, a été le candidat à l'élection présidentielle des forces qui se situaient sur le terrain de la démocratie et de la défense de classe. Il est aujourd'hui l'un des secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant.

Dans ces conditions, nous sommes confrontés, sur la ligne de la transition, à une nécessaire élaboration sur ce qu'est le POI, sur ce qu'il doit devenir et sur la manière dont les trotskystes doivent travailler en ce sens-là. Le POI n'est pas le parti de la IV^e Internationale. En même temps que son programme ne contient rien qui soit contradictoire au programme de la IV^e Internationale.

Aujourd'hui, dans une phase de décomposition où à la fois une période s'achève et où la classe ne peut combattre qu'en prenant appui sur la défense et la préservation de tout ce qui a été arraché au cours de cette période, la construction du POI comme authentique parti ouvrier indépendant signifie de fait l'aide à la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, non pas d'une manière proclamatoire et hégémoniste, mais en s'inscrivant constamment dans une politique de front unique de plus en plus audacieuse. Encore aujourd'hui, nul ne peut dire quelle forme prendra demain le parti révolutionnaire capable de conduire la classe ouvrière à la victoire. Nul ne peut prédire les formes que prendra ce parti et dans quels rapports avec le programme de la IV^e Internationale. De nombreuses hypothèses peuvent être envisagées. Tout reste ouvert. Quels que soient les cas de figure, plus nous serons capables de faire progresser le Parti ouvrier indépendant dans sa construction comme pôle politique agrégeant tous les secteurs et tous les éléments visant à reconstruire l'indépendance de classe du mouvement ouvrier dans le cadre d'une politique de front unique, plus nous aiderons notre classe à progresser vers une conclusion positive.

A chaque jour suffit sa peine. Dans la discussion préparatoire à ce 47^e Congrès, ce sont ces questions qui nous sont posées. Elles supposent de comprendre que la transition est une question de chaque instant. L'amalgame politique (au bon

sens du terme) qui doit s'opérer au sein du Parti ouvrier indépendant entre les éléments graduellement assimilés issus du programme de la IV^e Internationale (non pas comme une chose en soi, mais comme la généralisation de toute l'histoire du mouvement ouvrier et de son expérience) et les couches et les militants qui rejoignent le POI ne peut se faire que dans le processus même de construction du POI comme parti, sans réserve et sans restriction de notre part, tout en préservant (et en renforçant) le cadre spécifique de la section française de la IV^e Internationale.

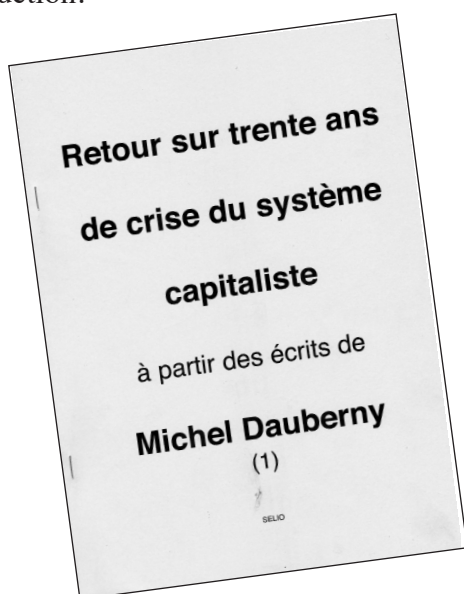
Devant nous, il y a les plus grands événements de classe, ils auront un caractère sûrement inédit, voire surprenant. Le mouvement ouvrier est dans une crise sans précédent, soumis au feu de la destruction, de l'intégration corporatiste ; il va connaître de nouvelles convulsions, des scissions, des regroupements, des dégagements centristes, des ruptures, des recompositions, voire des effondrements et disparitions. C'est à cela que nous devons nous préparer et préparer "*des cadres révolutionnaires solides, capables de mettre à profit l'écroulement du vieux parti dirigeant*".

Ce parti ne jaillira pas d'un processus purement linéaire de construction d'un parti achevé. Son développement s'inscrit dans son intervention dans les processus de décomposition et de recomposition, les étapes de la lutte des classes. Il connaîtra nécessairement des évolutions, des chocs, il faudra pour y faire face la fermeté sur les principes du programme et la "souplesse" et la "flexibilité" dans leur application, car l'enjeu de ce 47^e Congrès, c'est la préparation organisée des grands affrontements de classes à venir.

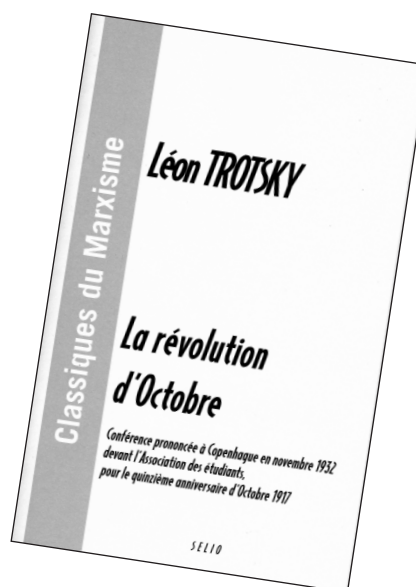
**Notes adoptées à l'unanimité
par les membres du plénum
des 18 et 19 avril 2009**

Trois publications éditées par la SELIO

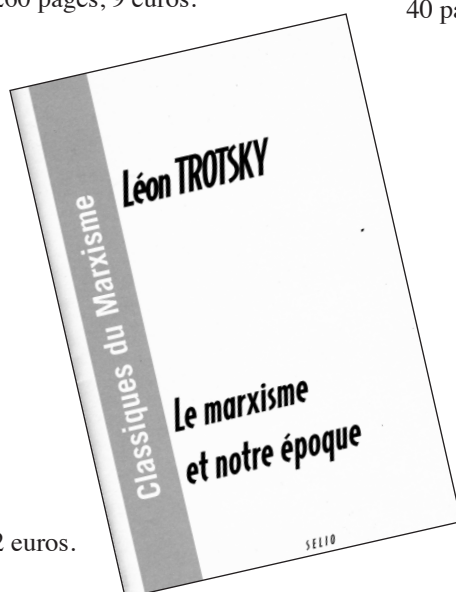
- Pour éclairer les enjeux de l'actualité.
- Soumettre à la libre critique des lecteurs et militants la validité des écrits, au regard des faits et des événements.
- Assurer la continuité du combat pour "exproprier les expropriateurs" et libérer l'humanité du système de la propriété privée des moyens de production.



Les trois fascicules, 260 pages, 9 euros.



40 pages, 2 euros.



48 pages, 2 euros.

En vente à la SELIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. Tél. : 01 42 46 09 53. E-mail : selio4@wanadoo.fr

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkunzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*États-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabayé Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



ISSN 0294-359X